



*Genre et Numérique*

## **Les outils numériques de lutte contre l'insécurité féminine dans l'espace public**

Mémoire présenté dans le cadre de la formation Master 1 Cultures et  
Métiers du Web

LEGER Pierre

Juin 2021

**Tuteur :** Mme Anne Jarrigeon

**Responsable de Master :** M. Thierry Bonzon

Année Universitaire 2020-2021



## **Déclaration sur l'honneur contre le plagiat**

Je soussigné,

LEGER Pierre inscrit à l'Université Gustave Eiffel en première année de master "Cultures et Métiers du Web".

Certifie qu'il s'agit d'un travail original et que toutes les sources utilisées ont été indiquées dans leur totalité. Je certifie, de surcroît, que je n'ai ni recopié ni utilisé des idées ou des formulations tirées d'un ouvrage, article ou mémoire, en version imprimée ou électronique, sans mentionner précisément leur origine et que les citations intégrales sont signalées entre guillemets.

Conformément à la loi, le non-respect de ces dispositions me rend passible de poursuites devant la commission disciplinaire et les tribunaux de la justice française.

Fait à Meaux, le 09/06/2020

LEGER Pierre

## Remerciements

J'adresse mes remerciements aux personnes qui m'ont aidé dans la réalisation de ce mémoire.

En premier lieu, je remercie Mme Jarrigeon, professeure à l'université Gustave Eiffel. En tant que tutrice de ce mémoire, elle m'a guidé dans mon travail et m'a aidé à trouver des solutions pour avancer.

Je remercie également toutes les femmes qui ont répondu favorablement à mes questions, et qui ont pris le temps d'échanger avec moi. Je remercie aussi Emanouela Todorova et Pauline Vanderquand pour leur contribution.

Aussi, je remercie également ma famille pour le soutien et leurs encouragements tout au long de la réalisation de ce mémoire.

## Sommaire

Introduction .....	5
I) Les outils numériques : réponse à une pratique sexuée de la ville sous fond de crainte du danger .....	15
A) « Une ville encore mâle famée » (Hancock) .....	15
B) L'insécurité des femmes dans l'espace public .....	24
C) Aménagement et sentiment d'insécurité .....	31
II) Numérique et genre (web féministe) : un engagement féministe 2.0 contre le sentiment d'insécurité .....	37
A) Le mouvement féminisme sur les réseaux sociaux : quand le web 2.0 transforme le féminisme .....	38
B) Communication 2.0 : l'invisible vers le visible .....	48
C) Témoignages : rendre témoin, passage nécessaire mais qui crée le « malaise » selon Emanouela. ....	55
D) Engagement 2.0 à travers une communauté virtuelle .....	62
III) Les applications numériques : une « coprésence virtuelle » au sein de l'espace public qui « lutte » contre le harcèlement de rue et le sentiment d'insécurité à Paris ?.....	69
A) Les applications numériques, des outils d'empowerment et de réappropriation de l'espace public ? .....	71
2) De la « Smart City » à la « Safe City » ? .....	77
3) Le numérique support d'actions efficaces ? .....	90
Conclusion .....	98
Bibliographie .....	103
Annexes .....	108

# Introduction

Musique du groupe « les parisiennes » (1966)<sup>1</sup>: " *C'est tout de même malheureux... »* :

**C'est bien normal d'avoir envie d'aller seul au cinéma**

**Oui mais le soir nous les filles on n' peut pas**

**A peine a-t-on mis dehors le bout du nez**

**Qu'on n'arrête pas de se faire accoster**

**Alors on reste à la maison devant la télévision**

**En pantoufles et en peignoir**

**C'est tout de même malheureux qu'on n' puisse pas**

**S' promener tranquillement dans les rues**

**Après 9 h du soir**

**Et quand on tombe sur des garçons qui vous embêtent vraiment**

**On peut bien sûr appeler un agent**

**Ils sont toujours là pour vous raccompagner**

**Mais après on n' peut plus s'en débarrasser**

**Mieux vaut rester à la maison devant la télévision**

**En pantoufles et en peignoir**

**C'est tout de même malheureux qu'on n' puisse pas**

**S' promener tranquillement dans les rues**

**Après 9 h du soir...**

« *C'est tout de même malheureux qu'on ne puisse pas se promener tranquillement dans les rues après 9 heures du soir* » est le titre d'une chanson interprétée en 1966 par le groupe yéyé « Les Parisiennes ». Cette chanson dénonce et fait référence au fléau du harcèlement de rue qui n'était encore pas identifié comme tel à cette époque. Près de 50 ans plus tard, les paroles sont toujours d'actualités et montrent que ce phénomène au sein de nos espaces publics n'est pas récent. Par ailleurs, il semble qu'à travers de nombreux faits classés comme "divers" observables dans les médias, l'insécurité touche davantage les femmes

---

<sup>1</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=GtDZ4mDKgz8>

notamment via le harcèlement sexuel, le harcèlement de rue. Ces agressions seraient l'un des substrats de l'élaboration du sentiment d'insécurité féminine.

Selon Marylène Lieber, sociologue en études de genre à l'université de Genève, l'espace public est le lieu où les normes sexuées prennent corps. De ce fait, l'espace public apparaît comme un lieu où se forment les identités liées au féminin et au masculin, produit de la société. Le processus de formation de ces dernières constitue le sujet d'étude des Gender Studies, discipline universitaire d'origine anglo-saxonne qui permet de mieux saisir les rapports (de pouvoir notamment) entre les hommes et les femmes, mais aussi ce qui fait d'une femme, au sens biologique et une femme au sens social. En 1970, Christine Delphy, sociologue française et militante féministe, mobilise dans ces travaux de recherche, la notion de patriarcat. Cet outil conceptuel analyse les femmes en tant que catégorie de sexe, s'inscrivant dans des rapports sociaux de sexe, et non plus en tant que catégorie immuable et autonome. En France, la volonté d'analyser les femmes et les hommes, dans des rapports sociaux de sexe, apparaît comme une réelle rupture dans la compréhension et dans l'étude des hommes, mais aussi des femmes. A travers cette démarche, il s'agit alors de penser la société comme un système qui crée, produit et reproduit les inégalités entre les sexes, tout en mettant en évidence la place privilégiée des hommes sur les femmes. Autrement dit, l'analyse en termes de rapports sociaux de sexe, permet de dire que les hommes et les femmes ne peuvent plus être étudiés en catégories séparées mais qu'ils « se définissent dans et par leur relation », dans un système qui se veut hiérarchique (Welzer-Lang, 2016). Ainsi, tout comme la masculinité, la féminité est issue d'une construction sociale, politique et culturelle. Cela peut passer par d'autres manières de le formuler, de la "réflexivité" (Bourdieu, Althabe) aux savoirs situés des féministes américaines (Haraway, 1988)

Dans ce mémoire, il ne s'agira pas d'affirmer ou non que l'insécurité féminine existe dans nos villes. Cela est factuel. Mais, il s'agira de **comprendre, d'analyser en quoi la conception d'outils numériques peut contribuer à rendre visible et à lutter contre les formes de violences sexistes et sexuelles au cœur de la question du harcèlement de rue.** De plus, il s'agira de **voir si le numérique permet l'« empowerment » des femmes.** L'insécurité féminine au sein des espaces publics est liée aux rapports de pouvoir de genre et est la conséquence de mécanismes liés à la construction sociale des genres, qui a pour effet de créer des inégalités dans l'accès à la ville (appropriation de la ville, bien-être, mobilité au sein de la ville..). Comme le dit Sylvette Denèfle, géographe en géographie sociale, la ville peut être appréhendée comme un miroir concret des normes de genres et elle est aussi, à travers les

choix politiques, l'un des outils de la régulation sociale. Elle souligne aussi que plus qu'un reflet, la ville renforce les rapports de domination. Par ailleurs, on entend souvent parler de la notion d'insécurité dans l'espace public, mais finalement peu à travers un regard féminin. Le harcèlement dans l'espace public est un sujet encore peu documenté. Invisible, naturalisé, minimisé, ignoré, banalisé, mal défini, ce phénomène a peu intéressé la recherche académique. Aussi, les débats sur le phénomène Me Too, ou plus récemment sur les tenues des étudiantes (plus généralement des femmes) au sein de l'espace public interrogent sur les notions d'égalité et de liberté dans notre société. De plus, les comptes Instagram qui portent sur les sujets liés au féminisme, et les applications de lutte contre le harcèlement de rue sont en plein boom depuis quelques années, et créent des communautés virtuelles au sein desquelles la parole est « libérée ». Il est original de s'intéresser à la question de l'insécurité féminine par le prisme de l'action (initiatives citoyennes, par exemple, avec la création d'applications de protection dédiées aux femmes...).

En dehors de certains cercles féministes, rares ont été les travaux à se concentrer pleinement sur le harcèlement des femmes dans l'espace public français. Et par ailleurs, comme le souligne un article de 2005 des sociologues du genre Stéphanie Condon, Marilyne Lieber et Florence Maillochon, ces violences sont aussi largement ignorées car : « le recours aux statistiques administratives ne fournit pas nécessairement une bonne approche du phénomène des violences de genre dans les espaces publics ».

De plus, « la ville est faite par et pour les hommes ». Cette citation est celle d'Yves Raibaud (2015), maître de conférences à l'Université Bordeaux-Montaigne. A l'issue d'un grenelle organisé à Bordeaux, il indique la nécessité de la prise en compte d'une perspective féminine dans l'amélioration des transports en commun, par exemple. Il est important de souligner que cette insécurité féminine dans l'espace urbain est devenue une préoccupation sociale finalement assez récente. En 2015, le gouvernement a mis en place un plan national de lutte contre le harcèlement sexiste et les violences sexuelles dans l'espace urbain. Celui-ci est composé de 12 engagements, avec notamment, la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation et le développement de nouveaux outils numériques d'alerte et de signalement. Aussi, il serait intéressant d'interroger l'efficacité des applications numériques en ce qu'elles apportent de nouveau dans la lutte contre l'insécurité des femmes dans l'espace public (entraide citoyenne, lien entre le numérique et le réel).

De plus, si autrefois la prise de parole des femmes se faisait le plus souvent au sein de réseaux restreints tels que les réseaux militants ou bien les associations d'aides aux victimes, à travers des groupes de paroles réunissant exclusivement des femmes, le web 2.0, aussi appelé web participatif a permis de faire évoluer la cause féminine. En effet, les réseaux sociaux ont permis aux femmes de libérer leur parole dans le domaine public et ont servi de caisse de résonance à leurs revendications. En ce sens, c'est toute une actualité qui s'est imposée aux yeux de tous, et notamment aux hommes. **Autrement dit, en 2017, MeToo apparaît comme le renouveau d'un mouvement féministe qui inviterait à une remise en question, non pas des hommes mais plutôt des structures sociales de domination** qui s'avèrent être « *le produit d'un travail incessant de reproduction auquel contribuent les différents agents : les hommes (avec des armes comme la violence physique et la violence symbolique), les femmes victimes inconscientes de leurs habitus et les institutions : famille, Église, école, État.* » (Pierre Bourdieu, 1998). Comme l'entend Christine Delphine, « *ce n'est pas la différence naturelle de sexe qui explique les rapports de genre, mais c'est la traduction de cette différence en valeurs culturelles et en rôles sociaux féminins et masculins, qui est constitutive du genre comme rapport social* ». Ainsi, ce qui peut être dit masculin ou féminin repose exclusivement sur une construction sociale, qui débute dès l'enfance par l'éducation, à travers un ensemble de valeurs, de représentations, de façons de faire, qui correspondent à un modèle de conformité imposé par la société. Cela passe par la socialisation, qui peut se définir comme un ensemble d'étapes, par lequel un individu se construit, se façonne, et est genré. Ensuite, ces normes ont été intériorisées au point de ne plus les ressentir comme des contraintes mais comme des faits naturels. Par ailleurs, de nombreuses études se sont intéressées à l'engagement féministe au sein de l'espace numérique, illustrant les initiatives pour lutter contre le patriarcat, et ainsi informer, alerter et mobiliser les femmes (Josiane Jouet, 2017). On constate que suite au mouvement MeToo de nombreux comptes Instagram ont jailli sur les réseaux sociaux et dans l'espace public. C'est notamment le cas de @disbonjoursalepute ou bien de @toutenuedanslarue qui témoignent d'un nouvel élan, ouvrant des espaces de parole pour discuter, témoigner et informer.

**En quoi la conception d'outils numériques peut contribuer à la lutte contre les formes de violences sexistes et sexuelles au cœur de la question du harcèlement ? Quel est l'apport du numérique dans cette question de l'insécurité féminine ? En quoi les applications numériques peuvent être un outil de lutte contre le harcèlement de rue et l'insécurité ? Quel est le lien entre espace physique et espace numérique ?**

Pour ce faire, nous allons **étudier les communautés virtuelles qui se forment autour du thème de l'insécurité dans l'espace publique sur Instagram.** Nous nous appuyerons sur le compte @disbonjoursalepute. Ce compte fait figure d'outil socio-numérique innovant, élaboré à travers le regard et l'expérience d'une femme, **Emanouela Todorova**, qui tente aux travers de ces publications de dénoncer à grande échelle le harcèlement de rue. Notre analyse de ce compte repose sur une immersion, d'une observation en ligne de ce dernier. Nous nous sommes donc abonnés, afin d'en faire une observation quotidienne des publications du feed, ainsi que des stories. Il s'agit d'une ethnographie artisanale qui repose sur des captures d'écran de publications. De plus, nous avons décidé d'étudier uniquement ce compte car c'est un compte récent, actif et qui connaît une forte réputation, c'est-à-dire un nombre d'abonné(e)s important. Via la plateforme Instagram, nous avons décidé de contacter des femmes et des hommes abonné(e)s au compte @disbonjoursalepute qui avaient/ont une activité réelle sur le compte, c'est-à-dire qui ont émis un commentaire sous l'une des publications. De plus, nous avons également contacté via la messagerie Instagram Emanouela Todorova afin de comprendre pourquoi elle avait décidé de créer ce compte.

Aussi, par le prisme de l'action, nous analyserons l'émergence et l'usage des applications numériques qui visent ou prétendent lutter contre le harcèlement de rue, et le sentiment d'insécurité qui l'accompagne dans le but de voir si elles se révèlent efficaces. A cette fin, nous analyserons les fonctionnalités de quatre applications complémentaires mais différentes dans l'approche : Garde ton corps, The Sorority, App-elles et HandsAway. Puis nous avons aussi interrogé l'une des conceptrices de l'application Garde Ton Corps, Pauline Vanderquand afin de comprendre son engagement. De plus, il sera intéressant de voir si l'outil numérique produit plus de capacité d'agir pour le public visé, ou si au contraire il risque de produire l'effet inverse de celui escompté. L'analyse de ces outils numériques repose sur une analyse du discours via leur identité discursive et de leurs propriétés techno-sémiotiques, comprenant les visuels et les textes publiés (communication).

## Hypothèses

Nous partons du constat qu'à l'heure où les pouvoirs publics semblent désarmés face au fléau du harcèlement, le numérique semble avoir plus que jamais un rôle à jouer. Nous pensons que **les réseaux sociaux permettent de visibiliser à grande échelle un problème aussi**

**persistant que le harcèlement de rue**. De plus, face au phénomène d'insécurité féminine, nous imaginons que **la technologie permet d'apporter des réponses en faisant remonter des informations, par exemple**. Cependant, à l'opposer, nous faisons l'hypothèse aussi que cette dernière peut aussi être un facteur d'externalités négatives comme la délation, le fichage, la surveillance de masse, ou bien la culpabilisation des femmes. Ce sont autant d'interrogations qui sont soulevées par l'apparition d'applications mobiles destinées à encadrer la vie civile et les interactions sociales du quotidien. Ces applications se sont développées alors que le nombre de victimes de harcèlement de rue a explosé en France. Néanmoins, nous ne pouvons pas associer uniquement le sentiment d'insécurité aux seules violences de forte intensité.

## **Méthodologie**

Tout d'abord, s'intéresser au genre et plus précisément aux femmes, nécessite de revenir sur la question de «neutralité axiologique» établie par Max Weber. Ce concept invite le chercheur à s'engager dans le monde social dans lequel il vit. Autrement dit, il doit faire preuve de subjectivité et faire partie du dispositif de recherche. En revanche, ce qui est mis en avant, c'est la nécessité pour le chercheur de prendre conscience de ses propres valeurs lors de la construction de son travail scientifique, afin d'éviter de faire preuve de jugements de valeurs, qui pourraient alors influencer son étude. Cela peut passer par d'autres manières de le formuler, de la "réflexivité" (Bourdieu, Althabe) aux savoirs situés des féministes américaines (Haraway).

La discipline au cœur de nos recherches est la sociologie (même si la géographie et l'histoire sont également présentes). Ainsi, nous prenons conscience que la sociologie du genre n'a pas pour intérêt de proposer une vision alternative, mais d'interroger son terrain d'étude. Par ailleurs, les études de genre ne servent pas seulement à dénoncer mais permettent aussi l'énonciation de normes. Autrement dit, cette sociologie permet d'explicitier ce qui est implicite, sans pour autant proposer un nouveau monde (Fassin, 2009). Les études sur le genre ne sont jamais neutres, et le genre est une bataille permanente dans l'histoire pour redéfinir les normes. Aussi, il faut essayer de comprendre les mondes sociaux dans lesquels nous vivons, pour comprendre les enjeux qui sont en train de se jouer. A travers les médias et les réseaux sociaux sont apparus plusieurs comptes féministes qui abordent des thèmes différents comme le sexisme, la sexualité féminine, le plaisir féminin et ou bien encore le harcèlement de rue.

Le rôle de la sociologie du genre, n'est pas de proposer une vision alternative, mais de questionner dans une posture critique, que ce soit en dénonçant ou en énonçant les normes à l'œuvre, et ainsi éviter de faire un travail normatif. Pour ce faire, il est nécessaire d'interroger la domination (domination masculine).

Nous pensons qu'il est important de préciser que nous considérons le compte @disbonjoursalepute, compte que nous allons analyser, comme un « espace social, nécessairement traversé par des rapports sociaux de sexe » (Jacquemart, 2013 et Thiers Vidal, 2002). Ainsi, dans notre mémoire, nous essaierons de voir comment cet outil numérique permet aux femmes de lutter contre le sentiment d'insécurité en s'interrogeant, en s'engageant, et en s'impliquant dans la cause.

De plus, ce mémoire nécessite d'entreprendre une approche interdisciplinaire, mêlant à la fois des recherches sur le genre, la mobilisation de la sociologie des mouvements sociaux, ainsi que celles du numérique, en termes d'usages et de pratiques.

Dans le champ de la sociologie des usages ou des techniques, il est souvent question de différences d'usages sexués de la technique pour désigner des logiques d'usages propres à chaque sexe. Autrement dit, beaucoup de travaux se sont intéressés à savoir si le numérique a un genre, et moins sur les usages et pratiques. De plus, de nombreux travaux empiriques ont amené à penser à une « grande permanence des comportements et des interactions entre les sexes ». En ligne, comme hors ligne, les relations de genre restent marquées par le double principe d'opposition et de complémentarité entre les sexes et les modes d'appropriation sexués" (Bergström et Pasquier, 2019).

Autre importance, l'engagement féministe doit être étudié à partir de l'observation sociologique objective des relations entre genres et des relations entre individus au sein de chaque catégorie homme-femme<sup>2</sup>. Ainsi, nous procéderons à des entretiens de créatrices et des usagères de ces applications et du compte @disbonjoursalepute pour comprendre la trajectoire sociale de chacune, pour comprendre l'origine, le but, la portée symbolique de cet investissement numérique. A cela nous analyserons les pratiques, les comportements qui, indépendamment des discours, peuvent illustrer ou non un engagement qui se veut féministe. En effet, nous avons pour ambition de développer une analyse qui joint à la fois l'analyse de

---

<sup>2</sup> [books.openedition.org/pur/67080?lang=en](https://books.openedition.org/pur/67080?lang=en)

discours à celle des pratiques, pour comprendre les motivations de l'engagement de ces femmes (approche par l'action).

## **1) App-elles : une aide solidaire et philanthropique : tous les types de violences contre les femmes comme le harcèlement de rue**

Elaborée en 2015 par l'artiste et activiste, Diariata N'Diaye, App-Elle est créée par l'association "Resonantes". Son objectif est devenir un outil d'aide international, complémentaire à l'appel aux services de secours. C'est un point d'entrée en direction de toutes les recherches d'aides et de ressources existantes. L'association "Resonantes" est une association à but non lucratif et reconnue d'intérêt général, qui finance ses travaux grâce aux partenariats, mécénats, subventions, donations et prix.<sup>3</sup>

Le dispositif permet aux femmes victimes de violences d'entrer en relation avec des professionnels, mais surtout de prévenir leur famille, leurs proches ou la police grâce à un simple bouton d'alerte. Et ce grâce à trois numéros différents qui peuvent être enregistrés. Une fois l'alerte déclenchée, un message d'alerte est envoyé aux contacts de l'utilisatrice avec les coordonnées GPS du lieu où elle se trouve. Sur cette application l'anonymat est considéré comme nécessaire pour garantir la sécurité des utilisatrices avant tout. À cette application gratuite s'ajoute depuis peu un bracelet qui déclenche un enregistrement audio via le téléphone qui sera ensuite stocké pendant 7 jours pour devenir une preuve dans le cadre d'une procédure pénale. Cet objet connecté permet de lancer discrètement l'alerte en cas d'agression en n'obligeant pas à sortir son portable. L'application contient également des contacts d'associations nationales et départementales pour accompagner dans le dépôt de plainte si la victime le souhaite. Elle est également en relation étroite avec le ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

## **2) The Sorority : l'application qui met l'accent sur la notion de "sororité"**

"La première communauté bienveillante de protection, d'entraide et de partage entre toutes les femmes"<sup>4</sup>. Lors de ce mémoire, je vais donc m'intéresser à l'application numérique

---

<sup>3</sup>

<sup>4</sup> [www.jointhesorority.com/](http://www.jointhesorority.com/)

The Sorority (notion de sororité qui est très intéressante dans la cadre de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes), qui est une application gratuite réservée aux femmes. L'application met cette notion au cœur de son action. Dans la rue, dans les transports les femmes pourraient en avoir besoin en cas de situations de danger, en tant que victimes ou témoins. L'objectif est d'éviter d'attendre que les faits soient commis pour agir. Le but est aussi de créer une communauté virtuelle basée sur l'échange et la bienveillance pour que les femmes ne se sentent pas seules en cas de situation d'harcèlement. Les utilisatrices de l'application peuvent s'entraider, échanger avec la communauté dont des professionnels de l'accompagnement : avocats, juristes, psychologues, coachs, associations, etc<sup>5</sup>. De nombreuses femmes sont épuisées de ne pas être prises au sérieux, de ne pas être écoutées, d'avoir le sentiment de déranger, d'avoir peur d'être jugées. L'application est disponible dans toute la France. Comment ça marche ? Il y a une fonction épanouissement où on peut décrire ses compétences et une fonction sécurité. Il y a également une fonction alerte qui envoie une notification à toutes les femmes autour de soi afin d'avertir son environnement proche d'un éventuel problème. Aussi, il y a une alarme sonore qui permet d'attirer l'attention. Par conséquent, il y a une tentative de renverser le sentiment de honte. Ainsi, ce n'est pas aux femmes de subir ces violences, mais c'est à l'agresseur de les subir. Cette application mobile permet de prendre conscience que l'on peut inverser les tendances.

### **3) HandsAway : une application qui permet la collecte de données...**

Nous allons nous intéresser à l'application numérique « HandsAway », qui fait figure également d'outils socio numérique innovant. L'application est une application numérique de lutte contre le harcèlement de rue. Son objectif est de faire avancer la cause féminine et de déconstruire les stéréotypes de genre, le sexisme ordinaire et les violences. Le compte Instagram qui est associé met en avant des illustrations reprenant des témoignages de femmes. Le but de ce terrain est de s'intéresser aux fonctionnalités de cette application et aux usages et aux représentations qui en découlent. Par conséquent le but est de rentrer en contact avec les créatrices de l'application, ainsi qu'avec des femmes qui l'utilisent. La municipalité de Paris, la région Ile-De-France et la RATP sont partenaires de l'application. Cette dernière permet aux femmes de lancer l'alerte en cas d'agression. L'application fonctionne presque comme un réseau social. Lorsqu'une femme est victime d'une agression sexuelle ou d'un harcèlement de

---

<sup>5</sup> [www.jointhesorority.com/](http://www.jointhesorority.com/)

rue, elle peut le signaler via l'appli "HandsAway". Une alerte est immédiatement envoyée à tous les "streets angels", en fait d'autres utilisateurs, qui se trouvent à proximité. Les "streets angels" vont venir la réconforter, apporter une écoute ou un dialogue. Ils peuvent aussi témoigner auprès de la police s'ils ont vu la scène. C'est une plateforme citoyenne pour lutter contre les agressions sexuelles, explique Alma Guirao, la fondatrice de l'application. Une sorte de service de secours et d'écoute qui veut aussi alerter sur harcèlement de rue. Ce qui est très intéressant avec cet outil numérique, c'est qu'elle permet de créer des jeux de données, et également d'obtenir une cartographie des violences sexistes. Les données récoltées sont anonymes, et seront ensuite confiées à la Mairie de Paris, la RATP et la région Ile-de-France «pour que les pouvoirs publics puissent agir ».

**4) Garde Ton Corps :** Un bodyguard de poche pour les femmes, qui diminue les risques d'agressions physiques, et qui met en relation les victimes et les acteurs locaux (bars, restaurants, boutiques) afin de lutter collectivement contre le fléau du harcèlement.

L'application mobile "Garde ton corps" est disponible depuis avril 2020 à Paris et dans d'autres villes françaises. Cette application a pour ambition de sécuriser les femmes lors de leurs déplacements dans les centres villes. Elle offre 3 fonctions : "Je rentre", "Lâche-moi" et "Aide-moi". La première fonction va permettre à une femme d'envoyer un SMS aux contacts de confiance avec le trajet qu'elle s'apprête à parcourir, son niveau de batterie et va les inviter à suivre son trajet. Si une femme rencontre un problème sur son parcours, l'application va envoyer un SMS d'alerte et inviter les personnes à essayer de la joindre ou à contacter directement la police. La deuxième fonction est très intéressante, "Lâche-moi", c'est tout un réseau de "safe place" (réseau de commerçants engagés) qui est mis en place : des bars, des restaurants, des boîtes de nuit (prise de conscience citoyenne du fléau du harcèlement de rue). L'objectif est de permettre à une femme qui rencontre une situation d'insécurité dans l'espace public de se réfugier dans ces "safe place". Ces derniers s'engagent à pouvoir offrir à ces femmes un SAS d'accueil, où elles peuvent appeler un taxi ou appeler la police en cas de cas graves. La troisième fonction, "Aide-moi", est une fonction pour alerter les contacts de confiance en cas de danger immédiat. L'objectif est de créer un mieux vivre ensemble au sein des villes.

## I) Les outils numériques : réponse à une pratique sexuée de la ville sous fond de crainte du danger

### A) « Une ville encore mâle famée » (Hancock)

Premièrement, avant de s'intéresser spécifiquement aux outils numériques de lutte contre le harcèlement de rue et les questionner, nous devons dans un premier temps essayer de comprendre d'où provient et comment se construit ce sentiment d'insécurité chez les femmes au sein de l'espace public, afin de comprendre les enjeux. Pour ce faire, il apparaît essentiel de traiter cette question de l'insécurité sous le prisme du genre. Le but de cette approche est de comprendre qu'en fonction du sexe auquel nous appartenons les expériences auxquelles nous faisons face au sein de l'espace public, sont distinctes. Ainsi, pour en comprendre les causes, nous devons effectuer un travail de déconstruction.

### Genre et Insécurité

Tout d'abord, le genre peut être défini comme un « système de bi-catégorisation hiérarchisé entre les sexes (hommes/femmes), ainsi qu'entre les valeurs et représentations qui leur sont associées (masculin/féminin) »<sup>6</sup> (Bereni et al. 2012). Selon la philosophe Elsa Dorlin, nous pouvons repérer trois dimensions de ce concept. Premièrement, le genre est une construction sociale par opposition aux conceptions qui naturalisent, assignent et réifient des spécificités soi-disant « naturelles » aux hommes et aux femmes, par rapport à leur sexe d'appartenance. Les études de genre affirment qu'il n'existe pas d'essence de la féminité ni de la masculinité, « mais un apprentissage tout au long de la vie des comportements socialement attendus d'une femme ou d'un homme » (Laboratoire de recherche « Genre : épistémologie & recherches (GenERe). Deuxièmement, le genre est un processus relationnel. Autrement dit, ces caractéristiques sont construites et apprises dans une relation d'opposition entre un univers masculin et féminin. Il y a donc ici la question du rapport social. De plus, l'étude de l'un implique donc l'étude de l'autre (même si nous pouvons cibler l'un des deux genres pour études). Troisièmement, **le genre est un rapport de pouvoir**. En effet, il ne s'agit pas d'une relation égalitaire. Le genre différencie, tout comme il hiérarchise en subordonnant le

---

<sup>6</sup> Laure Bereni, Sébastien Chauvin, Alexandre Jaunait et Anne Revillard, Introduction aux études sur le genre, de Boeck Supérieur, 2020, 3e éd.

masculin au féminin. Finalement, « toute classification implique un ordre hiérarchique » (Durkeim, Mauss, 1902). Par ailleurs, en établissant une distinction profonde entre les catégories de sexe, le système de genre peut apparaître « oppressif », dans le sens où il ne permet pas de déviation en fonction des normes établies. Aussi, le genre est imbriqué dans d'autres rapports de pouvoir (question du prisme intersectionnel). En effet, il ne peut être envisagé de manière autonome, il s'imbrique avec des catégories de classe, d'origine, de sexualité, d'âge, de handicap...<sup>7</sup>

Nombreuses sont les femmes qui ressentent un sentiment d'insécurité dans la pratique de l'espace urbain. La totalité de nos enquêtées ont déjà connu des situations d'harcèlement.

*J'ai été à plusieurs reprises sifflée dans la rue. Pas plus tard qu'il y a deux jours, un homme me dit "bonjour", je ne le connais pas, je passe mon chemin, il repasse en vélo quelques secondes plus tard en me sifflant, en disant quelque chose que je n'ai pas compris et en criant dans la rue tel un animal. Ce genre de comportement est très courant, j'ai des dizaines d'exemples.*<sup>8</sup>

*Oui, malheureusement, j'ai été victime de harcèlement en étant suivie dans la rue et dans le métro (regard pervers, insistant et très malaisant, un homme qui se colle.)*<sup>9</sup>

*...cela est arrivé très régulièrement, entre les classiques "T'es bonne" dans la rue ou "Tu pourrais répondre sale pute" etc etc, ou le gars qui m'a suivie en pleine journée à Valence dans les rues passantes et m'a coupée la route pour dire de prendre son numéro de téléphone. Je suis rentrée chez moi directement en vérifiant derrière moi toutes les 30 secondes [...].*<sup>10</sup>

Afin de comprendre les enjeux il convient donc de définir ce qu'est le sentiment d'insécurité. D'après l'écrivain Alain Peyrefitte, celui-ci est pris comme une angoisse cristallisée sur la peur d'être victime d'un crime. Autrement dit, il s'agit d'une peur personnelle, qui dépend en partie du risque réel et d'autres paramètres comme les caractéristiques individuelles. De plus, pour le psychologue Gabriel Moser, l'insécurité est aussi le sentiment de vivre dans un environnement physique et social, favorisant les atteintes aux personnes et aux biens. Cette définition de l'insécurité est à mettre en corrélation avec

---

<sup>7</sup> Dorlin, Elsa. Sexe, genre et sexualités. Introduction à la théorie féministe. Presses Universitaires de France, 2008

<sup>8</sup> Annexe 4.

<sup>9</sup> Annexe 6.

<sup>10</sup> Annexe 8.

l'importance accordée aux problèmes de délinquance dans la société. Par conséquent, il est aussi question entre autres d'harcèlement de rue. D'après l'association #STOPharcèlementderue, « *le harcèlement de rue, ce sont les comportements adressés aux personnes dans les espaces publics et semi-publics, visant à les interpeller verbalement ou non, leur envoyant des messages intimidants, insistants, irrespectueux, humiliants, menaçants, insultants en raison, de leur orientation sexuelle, de leur couleur de peau, de leur situation de handicap...Il est important d'envisager l'outrage sexiste comme inscrit dans un continuum de violences sexistes et sexuelles schématisé par une pyramide. Au socle de cette pyramide, il y a un sexisme intériorisé qui justifie les inégalités de genre et banalise les violences. C'est en travaillant sur les violences les plus quotidiennes et de plus faible gravité qu'on peut faire reculer les crimes les plus graves* »<sup>11</sup>. Aussi, le harcèlement de rue concerne un ensemble de comportements sexistes et sexuels dirigés contre une personne non consentante dans l'espace public (Logan, 2015). Selon la sociologue britannique Liz Kelly, le harcèlement de rue doit être analysé au sein d'un *continuum de violences*<sup>12</sup>. Ce dernier vise à décrire l'étendue et la variété de la violence sexuelle dans la vie des femmes. « Une série continue d'éléments ou d'événements qui se confondent et ne peuvent être distingués d'emblée »<sup>13</sup>. Selon cette auteure, toutes les formes de violences sont graves et ont des conséquences sur les femmes. Ainsi, il n'est pas pertinent d'opérer des distinctions entre les types de violences en fonction de leur gravité, puisqu'il existe des liens fonctionnels entre les différentes formes de violences masculines (harcèlement de rue et les violences conjugales).

Dans les différentes enquêtes quantitatives observées dont celle de l'Institut national des hautes études de la Sécurité et de la Justice l'IHEMI (2018), les femmes apparaissent plus nombreuses que les hommes à déclarer ressentir un sentiment d'insécurité lorsqu'elles sont dans l'espace public (51% des femmes contre 38 % des hommes)<sup>14</sup>. La vulnérabilité est source de peur. Aussi, celle des femmes est à mettre en lien avec leurs expériences vécues au sein de l'espace public. Très souvent, les femmes sont victimes d'interpellations (approches de drague etc.). Toutefois, si ces dernières ne représentent pas en soi des violences sexistes et sexuelles, elles peuvent être mal vécues, et faire craindre de dégénérer en violences

---

<sup>11</sup> [www.stopharcelementderue.org/harcelement/](http://www.stopharcelementderue.org/harcelement/)

<sup>12</sup> Annexe

<sup>13</sup> Delage, Pauline, Marylène Lieber, et Natacha Chetcuti-Osorovitz. « Lutter contre les violences de genre. Des mouvements féministes à leur institutionnalisation. Introduction », Cahiers du Genre, vol. 66, no. 1, 2019, pp. 5-16.

<sup>14</sup> [https://www.ihemi.fr/sites/default/files/publications/files/2019-12/GA\\_46\\_0.pdf](https://www.ihemi.fr/sites/default/files/publications/files/2019-12/GA_46_0.pdf)

sexuelles<sup>15</sup>. Dès lors, d'après Marylène Lieber ces interpellations peuvent être interprétées comme « des rappels à l'ordre sexué ». L'insécurité plus forte des femmes serait le reflet d'une « vulnérabilité » plus grande de ces dernières, une faiblesse soi-disant naturelle, qui ne serait pas utile à remettre en question. De plus, cette chercheuse souligne le fait que dans les représentations collectives les femmes seraient perçues plus « fragiles » que les hommes ; la ville et les espaces publics représenteraient nécessairement un danger pour elles. Ainsi, il n'y aurait rien à en dire de plus, il n'y aurait rien à faire. Or, pour elle il paraît important de déconstruire cette « vulnérabilité naturelle », car elle pose des questions en termes de « droit à l'accès à la ville ». En effet, ce sentiment d'insécurité genrée a des répercussions sur la mobilité et l'autonomie des femmes. Selon, Marylène Lieber, « *celui-ci est la conséquence de rapports de pouvoir inhérents aux rapports sociaux de sexe. De nombreux actes « anodins » rappellent aux femmes qu'elles sont vulnérables « en tant que femmes » dans l'espace public, ce qui explique les peurs ressenties par les femmes lorsqu'elles déambulent en dehors de chez elles*<sup>16</sup> ». En 2008, dans une étude réalisée à Paris et dans sa région, elle démontre que les femmes mettent en œuvre une série de « précautions » qui contribuent à reproduire la ségrégation sexuée. Aussi, les travaux pionniers de Jacqueline Coutras ont montré les inégalités d'accès aux villes françaises pour les femmes. Ces inégalités sont généralement corrélées au sentiment d'insécurité dans les espaces publics. En 2009, le géographe Guy Di Méo en analysant les représentations et les pratiques de la ville des citadines parle de « murs invisibles » que les femmes contournent de façon automatique, après avoir incorporé les limites de zones interdites de l'espace public.

Par ailleurs, il convient de définir ce que nous entendons par la **notion d'espace public**. A l'opposé de l'espace privé, l'espace public est l'espace ouvert à tous et consacré à la pratique sociale des individus<sup>17</sup>. Il représente également un ensemble de lieux auxquels le public a accès, c'est-à-dire un endroit spatial de passage et de rencontre libre et anonyme. Historiquement, il est séparé, spatialement, hiérarchiquement et de manière genrée, de la sphère privée. Aux femmes le domestique, les enfants, l'entretien des individus proches, confinées dans la sphère privée; aux hommes le pouvoir politique, économique, intellectuel et religieux qui s'exprime dans l'espace public. « *La différenciation entre l'espace privé et l'espace public est au cœur de la structuration des rapports sociaux de sexe* ».

---

<sup>15</sup> [https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude\\_962/nr\\_608\\_web.pdf](https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_962/nr_608_web.pdf)

<sup>16</sup> <http://www2.univ-paris8.fr/RING/spip.php?article2763>

<sup>17</sup> P.BAUD, S. Bourgeat, C.BRAS. Dictionnaire de géographie

## Construction sociale du sentiment d'insécurité

Dans cette sous-partie, il nous semble intéressant de comprendre comment se forme cette construction genrée. Nous allons voir que les hommes et les femmes reçoivent une éducation genrée différenciée qui se répercute sur leur pratique de l'espace public. De cette dernière découle une insécurité féminine, résultat d'une vulnérabilité construite. Nous allons donc analyser ce processus de socialisation qui amène cet usage différencié de la ville et ce sentiment d'insécurité genré. L'apprentissage sexué de l'espace public commencerait dès l'école. En effet, la cour de récréation représenterait un lieu où les enfants intégreraient certaines normes relatives à l'occupation et au partage de l'espace public, avec des répartitions inégalitaires au sein de cette dernière. Selon la géographe Edith Maruéjols (2013), spécialiste des questions de genre et de mixité, les garçons et les filles n'ont pas la même pratique de la cour. Les garçons s'approprient le centre, d'abord par le jeu, certains lieux qui leurs seront exclusivement réservés, tandis que les filles sont cantonnées aux périphéries. Ainsi, la cour apparaît déjà comme le théâtre d'une « micro société » où l'occupation de l'espace est inégale. Dès l'adolescence, les rôles de genre sont définis dans l'espace public et la rue devient le « fief des mâles » (Raibaud, 2014). En effet, à cette période, l'écart en termes de pratiques urbaines entre les garçons et les jeunes filles commence à se faire ressentir. D'après ses études, Edith Maruéjols montre qu'il y a une faible présence des adolescentes dans les activités sportives et de loisirs, contrairement aux garçons qui investissent l'offre publique des loisirs dans des lieux et des équipements qui leur sont explicitement consacrés. Ceci met en lumière un accès inégal aux infrastructures publiques. Selon Maruéjols, « *c'est l'amorce de l'invisibilité de la question de la place des filles et finalement des filles (elles-mêmes)* ». Les garçons effectuent notamment plus souvent au même âge le trajet pour et depuis l'école de manière autonome, alors que les filles se déplacent moins souvent seules et jouent moins longtemps sans surveillance dans les espaces publics aménagés à cet effet (Harden, 2000 ; Karsten, 2003 ; Mc Millan, 2006). Puis, la femme apparaît quasi absente de l'espace public dans le sens où *les hommes occupent l'espace public et les femmes s'occupent dans l'espace public* (Genre et ville). Ensuite, la femme devenue mère réapparaît, mais elle occupe l'espace en fonction de ses enfants. Afin de comprendre cette inégalité d'accès à la ville et cette évolution distante entre les deux genres, il faut analyser la construction sociale différenciée des deux sexes. La transformation d'une dimorphie biologique en un système social (Goffman, 2002), basé sur un apprentissage culturel différencié (« performativité du genre », Butler, 2005). Le processus de socialisation

se définit comme « l'ensemble des processus par lesquels l'individu est construit [...] par la société globale et locale dans laquelle il vit, processus au cours desquels l'individu [...] acquiert des façons de faire, de penser et d'être qui sont situées socialement » (Darmon, 2016).

## **Normes et Sexe**

A l'adolescence, avec la puberté, le physique des garçons et des filles évoluent. Ces changements corporels ont pour conséquence de les différencier socialement. En effet, cette étape du développement humain caractérise l'entrée dans la sexualité, qui s'accompagne de tout un processus de normes sociales. Ainsi, les filles et les garçons intériorisent les rôles sociaux correspondant à leur sexe. Selon le sociologue Serge Paugam, il s'agit d'un contrôle social qui constitue un ensemble des moyens mis en place, mis en œuvre par une société (matériel ou symbolique) pour s'assurer de la conformité de ses membres aux normes et aux pratiques en vigueur et ainsi garantir la cohésion sociale. Ici, nous pouvons parler de contrôle social interne pour exprimer le fait qu'un individu a bien intériorisé lors de sa socialisation les normes en vigueur qu'il va s'auto réguler, et qui va s'interdire lui-même les actes qui ne sont pas autorisés. De plus, il convient de réaliser une distinction entre sexe et genre. Le sexe correspond au sexe biologique lié aux organes reproducteurs (pénis ou vagin/utérus), tandis que le genre correspond au sexe social (suis-je perçu comme homme ou comme femme ?).

En représentant l'être humain en deux catégories distinctes (femme et homme), la société et la culture ont par la même occasion créés des rôles de genres et des comportements perçus comme appropriés (ou inappropriés) pour un certain sexe. Selon le sociologue Erving Goffman, dans son ouvrage *L'arrangement des sexes* (1977) : « les croyances relatives à la masculinité ou à la féminité sont en étroite interaction avec le comportement de genre ». La notion de construction sociale du genre trouve son origine dans un courant de sociologie contemporain, celui du constructivisme social, développé par Peter L. Berger et Thomas Luckmann dans l'ouvrage *The Social Construction of Reality* (1966). Cette approche développe l'idée selon laquelle la réalité sociale et les phénomènes sociaux sont construits, institutionnalisés et transformés en traditions. En France, Simone de Beauvoir est l'une des premières à appliquer ce concept à la société. Dans son ouvrage, *Le Deuxième Sexe* (1949), elle explique comment l'éducation et la société influencent et orientent les enfants dans des rôles dits féminins ou masculins afin de garder un certain ordre social. Cependant, Ann Oakley, sociologue et féministe anglo-saxonne, explique plus tard que, ce qui est perçu

comme féminin ou masculin, n'est pas naturel, ni inhérent aux individus. Ainsi, les comportements perçus comme féminin ou masculin (et les caractéristiques qui vont avec) sont construits par l'environnement social des individus et reproduits dans cet environnement. Il s'agit donc d'un processus social, qui crée une norme et un ordre social. La philosophe Judith Butler développe notamment cette idée de reproduction de comportements et de caractéristiques genrées (féminins ou masculins) dans sa théorie de la performativité du genre.

Selon Pierre Bourdieu, les deux sexes, masculins et féminins, sont prisonniers des rôles et des représentations auxquelles le patriarcat les assignent. Ainsi, les femmes et les hommes, d'une moindre mesure, sont victimes de ce système. Au sein de ce dernier, les femmes doivent être effacées, douces, jolies, passives, désirables, vierges, tandis que les hommes se doivent d'être virils, déterminés, d'être violent physiquement et verbalement, d'être actifs etc. Par ailleurs, le système du genre s'appuie sur deux piliers. Le premier pilier est les stéréotypes de sexe, clichés et injonctions vestimentaires, par exemple, qui opèrent une classification entre les hommes et les femmes. Le deuxième pilier c'est le sexisme, qu'est ce qu'est qu'être une femme ? Un homme ? En effet, après avoir consenti à cette classification des sexes, il y a une hiérarchisation de ces groupes sociaux de sexe. C'est le premier effet du sexisme, ce que l'anthropologue Françoise Héritier a appelé la *valance différentielle des sexes* (assimilable à la domination masculine de Pierre Bourdieu), l'inégale valeur entre le monde des femmes et le monde des hommes. De plus, les rôles sociaux ont des répercussions sur la perception des femmes sur leur propre sécurité. En effet, à compter de l'enfance, la vulnérabilité découle d'une socialisation (primaire) différenciée<sup>18</sup>. Les filles apprennent et intériorisent qu'elles sont plus fragiles physiquement que les garçons, et donc plus vulnérables aux agressions. Ainsi, plus tard, à l'âge adulte elles ont intégré le fait qu'elles sont des victimes potentielles de violences sexuelles, simplement parce qu'elles sont du sexe féminin. C'est cette féminité qui représente une menace pour elles. Ces représentations ont un impact sur la manière dont les parents éduquent leurs enfants. Il apparaît que les parents sont plus anxieux pour leurs filles, notamment concernant leur «intégrité» physique, et leur risque d'être victime d'une agression de nature sexuelle. Ces contraintes normatives font qu'elles intègrent le fait que l'espace public n'est pas un espace sûr pour elles. Cela se traduit par davantage de restrictions spatiales de la part des parents. A l'opposé, à l'adolescence, les garçons ont plus d'autonomie qui leur est accordées. Par conséquent, les femmes ont davantage la perception du danger que les hommes, ainsi que la peur d'être victime

---

<sup>18</sup> DARMON M., La socialisation, Armand Colin, coll. 128 Sociologie, Paris, 2007.

d'agressions, malgré la réalité qui veut que ces derniers soient plus à risque dans les lieux publics<sup>19</sup> (Marylène Lieber).

## **Violence symbolique**

Par ailleurs, à la violence physique envers les femmes (agressions sexuelles, par exemple) s'ajoute une violence difficilement perceptible dite symbolique. Cette dernière peut s'analyser comme la capacité des agents de domination à faire méconnaître l'arbitraire de leur production culturelle et symbolique (Bourdieu). En outre, ce qui nous paraît légitime ne l'est pas forcément. Pour le sociologue Pierre Bourdieu, la vision et les réactions d'un individu dans un espace social sont façonnées par les divisions sociales, comme entre l'homme et la femme. Cette division est incorporée dans l'espace social sans que nous en ayons conscience. Ainsi, sans le savoir les dominés dans l'espace social incorporent à l'intérieur d'eux même la vision des dominants comme la leur. Dès lors, ces derniers arrivent à légitimer la domination qu'ils ont sur les dominées. En ce sens, le patriarcat est un système difficile à combattre puisqu'il apparaît comme quelque chose de naturel. Or, pour combattre quelque chose, un système, faut-il encore se sentir aliéner. On ne questionne plus le caractère naturel du système patriarcal. Pour les garçons, dans ce système, ne pas être violent mais plutôt sensible se traduirait par un trait de caractère non naturel, par exemple. Le patriarcat peut se définir comme un système d'exploitation des femmes, pensé par analogie avec le capitalisme, mais comme un système de domination autonome, antérieur au capitalisme, coexistant avec lui aujourd'hui et qui pourrait lui survivre. Autrement dit, c'est un système social dans lequel les hommes exploitent, dominent et oppriment les femmes. Le terme est utilisé dans les années 1970 pour désigner le système d'oppression des femmes.

## **Stéréotypes et risques**

Aussi, l'imaginaire collectif est marqué par de nombreux stéréotypes concernant les individus qui sont susceptibles d'être facteurs de danger. D'après Marylène Lieber, il existe deux catégories qui sont craints par les femmes : les hommes de catégories sociales

---

<sup>19</sup> Lieber, Marylène. « Le sentiment d'insécurité des femmes dans l'espace public : une entrave à la citoyenneté ? », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 21, no. 1, 2002, pp. 41-56.

défavorisées et les hommes dits « détraqués »<sup>20</sup>. Par ailleurs, dans ses études en Californie, la sociologue Esther Madriz indique que *les peurs sexuées représentent un des moyens de contrôle social informel les plus efficaces, tout en étant un vecteur de renforcement des divisions « raciales » en « augmentant les disparités entre hommes et femmes, de même que celles entre les personnes de différents statuts socio-économiques*. De plus, Marylène Lieber met en lumière le fait que *le phénomène de survisibilisation de certaines catégories d'hommes permet alors de considérer les violences sexistes comme le seul fait d'une population d'origine immigrée et d'éviter de faire la lumière sur la transversalité du phénomène*. Au sujet des hommes considérés comme « détraqués », Marylène Lieber ajoute que cette dénomination permet *« de dépolitiser les rapports sociaux de sexe. Si les agresseurs sont des fous et non pas des gens normaux, ce rapport social particulier est présenté comme n'étant pas le fruit d'enjeux de pouvoir et, de ce fait, comme n'étant pas un rapport social. Toute possibilité de « guerre des sexes » est alors évacuée.*». Cependant, ces stéréotypes n'apparaissent pas corrélés à la réalité. En outre, comme l'a démontré le mouvement MeToo avec le réalisateur Hervey Weinstein, des hommes de tous âges, de toutes classes sociales, toutes ethnies peuvent être à l'origine de harcèlement. Ainsi, ces stéréotypes peuvent tronquer la perception des femmes victimes d'agressions et de fait minimiser celles des classes dites supérieures. Par ailleurs, *contrairement aux idées reçues, ces phénomènes ne se produisent pas majoritairement la nuit dans les trains ou les rues des banlieues populaires mais bien dans les bus scolaires en pleine journée*<sup>21</sup>. La professeure en géographie Hille Koskela (1999) a mis en exergue la dimension sociale de la nuit<sup>22</sup>. En effet, cette dernière a étudié le sentiment d'insécurité des femmes à Helsinki en Finlande, où les nuits en hiver sont plus longues et plus sombres qu'en été. Les résultats de son étude ont montré qu'il n'y avait pas de différences entre l'insécurité ressentie en hiver et celle ressentie en été. Par conséquent, plus que le manque de lumière, c'est la représentation sociale de la nuit qui serait à l'origine de la naissance du sentiment d'insécurité. Enfin, contrairement aux idées reçues, la majorité des violences masculines commises envers les femmes le sont dans la sphère privée, et l'agresseur est une personne connue. L'enquête sur les viols et agressions sexuelles en France réalisée en 2015 par l'Institut national d'études démographiques (INED)<sup>23</sup> indique que les agressions se

---

<sup>20</sup> Lieber, Marylène. « La lutte contre le harcèlement de rue et les (nouveaux) indésirables des espaces publics [\*] », *Déviance et Société*, vol. 45, no. 1, 2021, pp. 91-114.

<sup>21</sup> <https://parisdugenre.fr/les-thematiques/mobilite/#toute-chose-egale-par-ailleurs-film>

<sup>22</sup> Koskela, H. (1999). *Fear, control and space: geographies of gender, fear of violence and video surveillance*. University of Helsinki, Department of Geography.

<sup>23</sup> [https://www.ined.fr/fichier/s\\_rubrique/25953/538.population.societes.2016.novembre.fr.pdf](https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/25953/538.population.societes.2016.novembre.fr.pdf)

produisent en priorité au sein de la famille et de l'entourage proche. Toutefois, il y a peu d'injonctions faites aux femmes pour qu'elles se méfient au sein de leur sphère privée. Au contraire, celle-ci est appréhendée comme un lieu sécurisant. Aussi, les femmes redoutent davantage d'être victimes d'un crime sexuel par un inconnu que par une personne de leur entourage. L'enquête « Cadre de vie et sécurité » de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)<sup>24</sup> révèle qu'entre 2011 et 2018, 295 000 personnes de 18 à 75 ans, dont 72% de femmes, se sont déclarées victimes de violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur conjoint ou ex-conjoint<sup>25</sup>. De plus, il apparaît que ces violences conjugales ne sont pas souvent suivies de plaintes, surtout lorsqu'elles ont un caractère sexuel. Seules 27% des victimes les ont signalées à la police ou à la gendarmerie<sup>26</sup>.

## **B) L'insécurité des femmes dans l'espace public**

### **Dichotomie espaces publics/privés**

En France, il existe différentes politiques publiques qui sont élaborées pour répondre aux violences contre les personnes. Nous remarquons une division des compétences entre les politiques dites « de sécurité » et les politiques « contre les violences faites aux femmes ». La première catégorie de politiques vise à assurer la sécurité dans l'espace public et se veut neutre du point de vue du genre, tandis que la seconde s'attaque, elle, à un problème qui relève de l'espace privé : les violences domestiques, dont les victimes sont le plus souvent des femmes. Or, cette dichotomie reproduit, sans la remettre en question, le fait que l'espace public est destiné aux hommes et que l'espace privé est liée aux femmes. Non seulement elle marginalise la question des femmes victimes de violences domestiques (en en faisant une affaire de femmes), mais elle occulte la question des violences envers les femmes dans l'espace public<sup>27</sup>.

Par ailleurs, pour appréhender l'inégalité en termes d'usages et de pratiques de l'espace public entre les femmes et les hommes, il est nécessaire de faire un rapide retour

---

<sup>24</sup> <https://www.interieur.gouv.fr/Interstats/Actualites/Rapport-d-enquete-Cadre-de-vie-et-securite-2019>

<sup>25</sup> [www.vie-publique.fr/eclairage/19593-la-lutte-contre-les-violences-faites-aux-femmes-etat-des-lieux](http://www.vie-publique.fr/eclairage/19593-la-lutte-contre-les-violences-faites-aux-femmes-etat-des-lieux)

<sup>26</sup> [www.vie-publique.fr/eclairage/19593-la-lutte-contre-les-violences-faites-aux-femmes-etat-des-lieux](http://www.vie-publique.fr/eclairage/19593-la-lutte-contre-les-violences-faites-aux-femmes-etat-des-lieux)

<sup>27</sup> <https://www.erudit.org/fr/revues/lsp/2002-n47-lsp377/000340ar/>

historique sur les rapports de pouvoir et de genre. La peur, l'insécurité féminine dans l'espace public, tout comme la distinction des comportements selon le genre, résultent donc de constructions sociales, culturelles et historiques. Il est important de reconnaître l'interaction entre espace privé et espace public et les relations différentes que femmes et hommes entretiennent avec ceux-ci (Lister, 1997 ; Okin, 2000). Dans la rue, c'est le fait d'être repérée comme femme qui peut susciter une agression masculine.

Au sein de l'espace public, les femmes ont longtemps été marginalisées. En effet, ces dernières ont longtemps été recluses dans la sphère privée où elles étaient destinées à la reproduction et au rôle de mères. Cette division était essentielle pour assurer la subordination des femmes et les éloigner de l'espace public. Ce dernier est considéré et conçu comme le lieu de l'émancipation individuelle et de l'égalité entre les citoyens. Les hommes ont toujours davantage occupé la ville, le lieu de l'activité. Il y a donc une dichotomie entre un espace public destiné aux hommes et un espace privé consacré aux femmes. Si cette séparation est très ancienne, selon Joan B. Landes elle s'est particulièrement accrue à partir de la Révolution Française, avec «l'affirmation de l'universalité des droits politiques» qui a organisé la suprématie masculine<sup>28</sup>. L'adoption de droits universels a fait taire les femmes publiques en mettant l'accent sur les conceptions bourgeoises de la vertu domestique. Alors que les hommes devenaient «libres et égaux en droits» de par leur seule qualité de citoyen Français, les femmes demeurent subordonnées, ayant les devoirs mais non les droits qu'octroie la qualité de citoyen, dont elles sont exclues dès 1793. De plus, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du citoyen ne concerne pas l'ensemble des français, uniquement ses membres masculins. Leur évincement de l'espace public s'est fortifié de plus en plus fermement jusqu'à être intégré dans le Code civil napoléonien de 1804. En effet, celui-ci inscrit juridiquement l'infériorité des femmes, leur enfermement au sein de la famille et régit « la subordination des épouses à leurs maris jusqu' à l'intérieur de la sphère privée ». Précisons tout de même que les femmes des milieux populaires ont eu bien plus de difficultés à se conformer à cet idéal promu par le XIXe siècle du fait de leurs activités quotidiennes les amenant à aller dans les rues. L'espace public a donc été ségrégué de manière grandissante, distinguant les lieux féminins, «extensions de leurs rôles sexués, tels les lavoirs, ou les lieux réservés à la prostitution dans un contexte de réglementation croissante, des lieux masculins. Le sens donné aux mots, jamais neutre, souligne ces normes genrées d'usage de l'espace

---

<sup>28</sup> Joan B. Landes, *Women and the Public Sphere in the Age of the French Revolution*, Cornell University Press, 1988

public: un homme «public» est un politicien, un gouvernant, un homme d'action, quand une femme «publique» est une femme perdue, une prostituée, une «propriété commune» (M.Perrot). Ainsi, «outre l'espace, le temps apparaît lui aussi dans sa dimension sexuée puisque passée une certaine heure, toute femme était suspectée d'être prostituée, c'est-à-dire disponible aux hommes. Se dessine la division même des femmes entre elles, celles qui sont respectables et les autres, l'usage de l'espace public étant un déterminant de cette respectabilité. Nous allons retrouver ces normes genrées au 19ème siècle. Selon, Pascale Lapalud, urbaniste-designeuse, co-fondatrice et présidente de genre et ville, « La ville haussmannienne a cloîtré les femmes dans leur domicile ». En effet, la mise en place d'un nouvel ordre genré apparaît au 19ème siècle avec la naissance de l'urbanisme haussmannien. A cette époque, la croissance démographique de Paris provoque une densification considérable des quartiers du centre datant du Moyen-âge. La ville étroite est noyée sous les eaux grises. Les habitants, trop nombreux et miséreux, s'y entassent dans des conditions sanitaires difficiles (ce sera le début des théories hygiénistes). De plus, dans un souci sécuritaire, Haussmann fait rentrer tout le monde à l'intérieur, les familles dotées d'un capital comme les plus pauvres, une logique militaire, un ordre masculin et bourgeois est mis en place. Le sacre du pouvoir bourgeois assoit la domination des hommes sur les femmes. C'est l'avènement du chef de famille qui protège sa maisonnée. Les hommes « deviennent » des personnages publics alors que les femmes publiques qui ne font pas parties de la haute classe s'adonnent aux plaisirs de la chair. Aujourd'hui, cette image reste très forte dans les esprits et les comportements. Par ailleurs, les femmes encore largement victimes de harcèlement de rue, et de violences sexistes et sexuelles dans les espaces publics, que l'on peut considérer comme des « rappels à l'ordre sexué », des survivances d'un temps où les femmes n'avaient pas leur place dans la rue. Plus tard, dans les années 60, les femmes étaient majoritaires à rester au domicile pour s'occuper et gérer le foyer familial. Elles étaient alors définies par la position sociale de leur conjoint. Cette répartition, certes intégrée socialement mais inégalitaire des espaces entre femmes et hommes sera remise en cause par les mouvements contestataires féministes de mai 1968. Ensuite, dans les années 1970, ces dernières ont revendiqué un libre accès à l'espace public qui a, comme nous l'avons vu, toujours été un problème majeur pour les femmes. Les autorités et les militants masculins acceptaient mal le partage de lieux qu'ils considéraient comme leur appartenant.

Ainsi, des siècles de domination patriarcale ont forgé l'espace public. En effet, ce «droit à la ville », à toute heure du jour et de la nuit à égalité avec les hommes est à nuancer.

Aujourd'hui encore, les villes portent les marques et le poids des normes sexistes et hétéronormatives. L'espace public est encore considéré comme le territoire par excellence des hommes, il est aussi dédié à leur mémoire et leur glorification notamment via les noms de rue ou les monuments qui y figurent. Les femmes sont souvent invisibilisées dans l'espace public, c'est le fait que le vécu, les pensées, les paroles des femmes soient occultés (Perrot). Selon Sybil, Cosnard, urbaniste et Directrice de l'Aménagement de la ville d'Evry il est nécessaire de modifier la manière dont on pense les villes. Elle démontre lors d'une conférence TeDx<sup>29</sup> à laquelle elle participe la domination masculine dans le milieu urbain. Par exemple, seuls 2% des rues françaises portent le nom d'une femme et seule une station de métro<sup>30</sup>. La création des villes, des nouveaux espaces urbains n'est pas appréhendée sous le prisme du genre. « L'urbanisme en France est très réglementaire et les aspects sociologiques ne sont pas une priorité. Par ailleurs, la question du genre n'est pas intégrée au programme des écoles d'architecture ou d'urbanisme. Par conséquent, il est rarement pris en compte dans les projets », (Sybil Cosnard).

## **Les femmes moins victimes de violences dans l'espace public que les hommes**

L'accès des femmes à l'espace public et les pratiques qui l'entourent sont paradoxaux. Comme nous l'avons vu, les femmes apprennent, dès l'enfance, que l'espace public peut être source de danger pour elles et qu'elles ne peuvent y circuler en sécurité qu'à certaines conditions (stratégie d'évitement notamment). Or, d'après les statistiques les femmes y sont pourtant relativement moins exposées aux violences corporelles que les hommes. En outre, ces derniers sont plus susceptibles d'y subir des agressions physiques, comme l'a montré l'enquête VIRAGE (Violences et rapports de genre) en 2015. Cette dernière démontre que c'est au sein de l'espace privé que les femmes sont le plus exposées au risque de violences dites domestiques (sexuelles et physiques). Celles-ci sont bien plus souvent le fait de personnes connues, fréquemment des conjoints ou ex-conjoints, proches ou membres du cercle familial que de la part d'inconnus. Pour un nombre important de femmes, l'espace privé, le domicile familial, n'est pas synonyme de sécurité et de relation de confiance. Par conséquent, nous pouvons légitimement nous interroger sur l'entretien du mythe de la

---

<sup>29</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=c3mTUvCaARI>

<sup>30</sup> <https://osezlefeminisme.fr/femicite-osez-le-feminisme-rend-leur-place-aux-femmes-illustres-dans-la-ville/>

vulnérabilité des femmes dans l'espace public. Néanmoins, pour la majorité d'entre elles, l'espace public reste source d'expériences de harcèlement, d'interpellations, de gestes vulgaires qui peuvent être mal vécus par les femmes. Certaines finissent par ne plus vouloir subir. Ainsi, « ce ne sont pas les violences portant directement atteinte aux corps que les femmes risquent le plus dans l'espace public, mais un ensemble de brimades » (Jaspard et al., 2001). Toutefois, les craintes formulées portent le plus souvent sur les agressions sexuelles. Cette contradiction peut s'expliquer par le fait que les remarques qu'elles subissent ne sont pas anodines. Ces dernières peuvent être interprétées comme une première étape qui pourrait conduire à d'autres violences, notamment sexuelles.

Il est en tout cas certain que ce harcèlement, ajouté à la crainte de l'espace public inculquée aux filles dès l'enfance et au risque, en cas d'agression, d'être rendue coupable parce qu'on « n'était pas à sa place », se transforment en autocensure ou déploiement de précautions et stratégies de protection. Il apparaît donc intéressant de comprendre pourquoi les femmes apprennent à se protéger de l'espace public, alors qu'elles connaissent davantage d'agressions dans la sphère privée. Cet apprentissage n'est pas neutre, et affecte la perception qu'elles ont de l'espace public. Pour Jalna Hanmer, cette dimension idéologique des violences permet de rétablir de manière détournée l'association traditionnelle femmes-espace privé et hommes-espace public. « Les risques évidents » que courent les femmes lorsqu'elles se déplacent dans l'espace public ne sont pas la conséquence de leur appartenance sexuée, mais participent de la production de cette appartenance». (Lieber). Cette peur peut être augmentée par leur «déficit d'apprentissage de l'espace public» résultant notamment d'un contrôle des sorties importants de la part de beaucoup de parents. «Cette différence spectaculaire de traitement entre hommes et femmes révèle le maintien d'une représentation traditionnelle qui oppose le dedans et le dehors, assimilé à une menace pour les femmes.» Il apparaît pourtant que ces peurs ne sont pas seulement idéelles, mais aussi fondées sur des expériences vécues par les femmes qui leur ont servi de rappels de leur vulnérabilité et des risques qu'elles encourent en s'aventurant sur le terrain des hommes. Le harcèlement de rue, en tant que menace de violence, semble être de celles-là. Par ailleurs, il est important de souligner que ces violences restent peu dénoncées. Au sujet des violences physiques ou sexuelles commises par un conjoint ou un ex-conjoint, un rapport de l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) montre aussi que parmi les femmes de 18 à 75 ans 213 000 femmes en sont victimes, et seules 18% déclarent avoir porté plainte. Si, selon les statistiques, les hommes sont les plus susceptibles d'être victimes dans la sphère

publique, ils sont trois fois moins nombreux que les femmes à déclarer éprouver un sentiment d'insécurité. Stanko explore cette contradiction et montre qu'elle n'est qu'apparente. Les femmes sont exposées de façon permanente à l'éventualité de violences (et notamment d'une agression sexuelle ou d'un viol). Leur sentiment d'insécurité est donc tout à fait proportionné à leur estimation subjective du risque qu'elles encourent.

## **Des violences invisibilisées difficiles à prouver**

Concernant le harcèlement de rue, les preuves restent difficiles à apporter car il convient de définir ce qui ressort de la drague « lourde » et du harcèlement, par exemple. Nous pouvons nous demander si la drague « lourde » s'apparente ou non à une forme de harcèlement. S'agissant de harcèlement la question de la répétition est aussi centrale. Certains législateurs estiment qu'une sanction puisse tomber à la première remarque. Il faudrait annoncer les critères qui permettraient de caractériser la gravité. Aussi, la loi du 8 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexistes et sexuelles crée une nouvelle infraction : l'outrage sexiste qui supprime la condition de répétition des faits. Ce dernier est définie comme étant le fait « *d'imposer à une personne tout propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste qui soit porte atteinte à sa dignité en raison de son caractère dégradant ou humiliant soit créé à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante* »<sup>31</sup>. Cependant, son efficacité reste aussi limitée puisque dans une exigence de preuve il est nécessaire qu'un représentant des forces de l'ordre soit témoin des faits pour pouvoir verbaliser l'agresseur. De plus, il importe de définir les faits et les gestes pouvant être qualifiés d'intimidants ou offensants. Par ailleurs, il serait aussi possible de pénaliser les auteurs de harcèlement de rue pour injures envers une personne en raison de son sexe. Toutefois, il semble évident que celles-ci sont aussi délicates à prouver et à visibiliser et donc difficilement sanctionnables. Le sexisme est le plus souvent minimisé, invisibilisé, voire considéré par les auteurs comme des «boutades». Le sexisme peut être analysé comme un fait social. Emile Durkheim, l'un des pères de la sociologie, le définit ainsi : « Un ordre de faits qui [...] consistent en des manières d'agir, de penser et de sentir, extérieures à l'individu, et qui sont doués d'un pouvoir de coercition en vertu duquel ils s'imposent à lui » (Les Règles de la méthode sociologique, 1895). Autrement dit, les comportements individuels ne sont pas, du moins pas tous, le produit de la volonté du sujet, mais plutôt des normes collectives que

---

<sup>31</sup> [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000037289662/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037289662/)

nous intériorisons. Dès lors, nous pouvons imaginer qu'une sensibilisation de l'opinion publique au caractère sexiste et dégradant du harcèlement de rue entraînerait une intolérance plus grande à ce phénomène. Ainsi, dans une boucle de rétroaction positive il serait plus facilement considéré comme un trouble à l'ordre public, donc plus rapporté et plus pris au sérieux par les autorités recevant une plainte. Toutefois, le rôle de l'Etat est nécessaire afin de permettre aux femmes d'avoir les mêmes libertés que les hommes au sein de l'espace public. Il lui faut donc s'assurer que ses dispositifs pénaux puissent être efficaces, d'une part pour dissuader les harceleurs, et d'autre part de manière à agir plus globalement sur la mise en place d'une société plus égalitaire. D'après #Stopharcèlementderue, la loi du 8 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexistes et sexuelles n'apparaît guère satisfaisante, puisqu'il est à craindre que certaines amendes ont été qualifiées d'outrage sexiste, alors qu'il s'agirait d'une infraction sexiste et sexuelle de catégorie plus grave.

### **Peur et stratégies d'évitement**

Par ailleurs, la peur induit ainsi tout un ensemble de manifestations physiques (tensions, difficultés respiratoires, etc.) et de pratiques urbaines (enfermement volontaire, évitement, etc.) qui contraignent les corps des citoyens. Comme évoqué par Lebo Mashile, la peur a en effet des traductions corporelles ; elle modifie les pratiques, les déplacements ou bien encore les interactions des citoyens<sup>32</sup>. Ainsi, la peur et l'inadaptation de l'espace public ont conduit les femmes en réponse à ce sentiment d'insécurité à élaborer des stratégies d'évitement. « Résultat, les femmes ont des stratégies vestimentaires, des stratégies pour leurs déplacements, des stratégies dans leurs attitudes. Plutôt que de s'exposer, elles s'autocensurent et préfèrent la stratégie de l'évitement », explique la socio ethnographe Chris Blache. Ces stratégies d'évitements sont autant de freins à la participation sereine aux événements festifs comme politiques, autant de rappels à une condition inégalitaire. Les femmes ne disposent pas toutes des mêmes ressources pour s'en abstraire, qu'il s'agisse des moyens financiers pour se déplacer en taxi, ou de la possibilité d'échapper aux horaires de travail décalés, souvent le lot des plus modestes. Les femmes des classes populaires, racisées et non-hétérosexuelles sont d'autant plus fortement invisibilisées et exposées aux violences dans l'espace public. Les charges familiales se sur ajoutent pour contraindre et limiter le temps disponible pour les sorties, renforçant la domination masculine sur nombre d'espaces

---

<sup>32</sup> [journals.openedition.org/gc/4013](https://journals.openedition.org/gc/4013)

publics, qu'elle soit ostensible comme dans les quartiers les plus défavorisés, ou plus feutrée mais non moins dommageable dans les plus aisés. En 1989, Margaret Gordon et Stephanie Riger regroupent ces diverses manœuvres en deux catégories principales. Pour ces auteures, il y a l'évitement et l'autodéfense. Le premier implique des changements dans les activités de la vie quotidienne. La deuxième est une stratégie de protection face au risque encouru dans une situation désagréable (à mettre en lien avec les applications numériques dans la troisième partie).

### C) Aménagement et sentiment d'insécurité

**Le harcèlement de rue, les violences sexuelles et sexistes sont des phénomènes sociaux en partie à l'origine de l'élaboration du sentiment d'insécurité dans l'espace public.** En effet, le sentiment d'insécurité des femmes n'est pas seulement le fait du harcèlement de rue, mais il implique de prendre en compte également les composantes spatiales et géographiques, l'aménagement de l'espace public, par exemple. Selon Jacqueline Coutras, malgré une homogénéisation des pratiques spatiales des deux groupes sexués, les femmes dans l'espace public se doivent de marcher droit à leur but, de ne pas se faire remarquer (Coutras, 1996). En ce sens, même si elles ne subissent pas toujours des violences physiques ou verbales dans la rue, les femmes font face à une violence symbolique (Bourdieu) découlant du fait qu'elles n'y se sentent pas totalement légitimes (peu de rues portent le nom d'une femme, par exemple).

Par ailleurs, l'environnement et sa perception sont des facteurs qui alimentent la peur dans l'espace public. En effet, selon le genre, l'environnement n'est pas perçu de la même façon. Les femmes ont des représentations plus négatives de leur environnement. D'après l'enquête de l'institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile de France, « *les franciliennes apparaissent moins satisfaites de la propreté des rues et de l'éclairage (28,6 % contre 24,3 % des hommes) et plus nombreuses à juger que les bandes de jeunes posent problème (26,6 % contre 22,9 %). Concernant la sécurité et la surveillance du quartier, 43,7 % des femmes considèrent que la présence des forces de l'ordre n'est pas satisfaisante, contre 30,4 % des hommes* ». Ainsi ces chiffres montrent que la qualité de vie au sein des

espaces publics des femmes peut être améliorée. Cela est l'un des enjeux de la prévention situationnelle qui consiste à prendre en compte la sécurité dans les aménagements dans le but de réduire l'insécurité féminine. Ainsi, nous devons questionner la relation entre urbanisme-sécurité. Cependant, comme nous l'avons vu pour résoudre les questions d'insécurité féminine, il faut appréhender l'aménagement urbain, en tenant compte des spécificités des lieux (fonctionnelles, sociales, etc.). Par ailleurs, en 2007, une loi pour les projets urbains d'une certaine ampleur un dispositif législatif rend obligatoire la réalisation d'études de sûreté et de sécurité publique. Cependant, ces études ne sont pas réalisées par le prisme du genre (insécurité différente dans l'espace public entre les hommes et les femmes, ne serait-ce qu'en termes de fréquentation et d'usage des lieux). Dès lors se pose la question d'inclure une dimension genrée. Au sein des villes, des quartiers des actions citoyennes apparaissent pour réduire l'insécurité des femmes dans l'espace public. Nous pouvons évoquer les marches exploratoires, apparues au Canada dans les années 90. Celles-ci sont menées par un groupe de femmes dans leur quartier d'habitation. Ces dernières ont pour finalité la réduction des inégalités d'occupation de l'espace public à partir d'un diagnostic et de propositions d'amélioration produites par les habitantes elles-mêmes. Les marcheuses identifient les facteurs humains qui sont à l'origine d'un sentiment d'insécurité, de bien-être ou encore qui ne sont pas encore fonctionnelles. Puis, elles élaborent des propositions d'aménagements pour ces espaces. Ces marches ont pour but de permettre aux femmes de se réapproprier l'espace public, mais également que ces dernières portent un regard sur l'aménagement urbain. Grâce à ces actions, les femmes peuvent développer leur autonomie par leurs participations directes à la vie citoyenne, elles sensibilisent les décideurs et les populations aux questions qui concernent la sécurité des femmes dans l'espace et l'égalité des femmes et hommes dans la ville. De plus, c'est une démarche qui permet une réappropriation des femmes dans l'espace public en le réinvestissant collectivement, en donnant leurs points de vue sur son aménagement, et c'est un accès à la citoyenneté.

Nous devons revenir en amont et comprendre comment la ville est pensée par ses concepteurs, ceux qui la font...

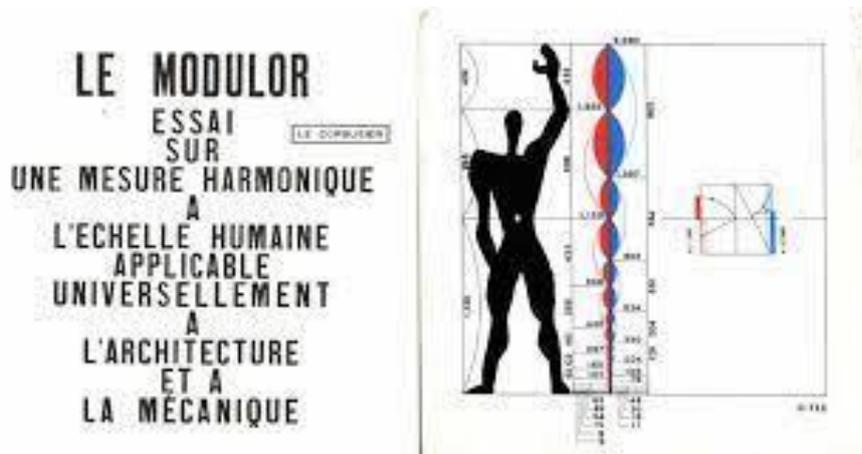


Figure du Modulor

Nous pouvons reprendre l'expression d'Yves Raibaud : *la ville est faite par et pour les hommes*. En effet, les villes, ainsi que les lieux publics demeurent encore adaptés au modèle du «Modulor». Ce dernier est une notion architecturale qui représente une silhouette humaine abstraite et idéale conçue par Le Corbusier en 1943. C'est un corps d'homme d'1,83 mètre, qui permet de concevoir l'aménagement et les environnements urbains, par exemple. Ce corps est loin d'être neutre et n'est pas orienté vers le confort des femmes qui mesure en moyenne 1,65 mètre. La chercheuse Claire Hancock parle de «discrimination spatiale indirecte», de «violence structurelle». Dans le sens où dès la conception des villes, les femmes sont marginalisées de l'espace public car difficilement praticable, anxiogène. Par exemple, «le manque de toilettes publiques, l'éclairage insuffisant, les trottoirs étroits, encombrés, inadaptés aux poussettes ou cabas, les terrains vagues peu avenants...»<sup>33</sup> (Claire Hancock) rendent la pratique de l'espace public délicates pour les femmes. Nous pouvons donc dire qu'en plus des violences «interpersonnelles» avec le harcèlement, les agressions, ainsi que les insultes, par exemple, s'ajoute une violence systémique qui accroît le sentiment d'insécurité chez les femmes.

## La ville aménagée par les hommes

La ville, de manière classique, se distribue en différentes zones (zoning), les zones où nous travaillons, les zones où nous résidons le soir. Entre les deux il y a les zones centrales, où nous faisons les courses, ou où nous pratiquons des loisirs. Les femmes ont plus de difficultés à s'adapter à la vie urbaine, du fait que la ville ne s'adapte pas à son rythme de vie.

<sup>33</sup> [www.liberation.fr/france/2016/05/06/la-ville-encore-trop-male-famee\\_1451055/](http://www.liberation.fr/france/2016/05/06/la-ville-encore-trop-male-famee_1451055/)

De plus, rester dans l'espace public pour les femmes s'est être soumise à recevoir différentes injonctions provenant de certains hommes quant à leur tenue et leur attitude. Ainsi, nous observons un contrôle social des hommes. Toutefois, si les aménageur(e)s installent des mobiliers inclusifs dans un environnement agréable, avec de la verdure les femmes s'y sentent plus légitimes pour rester dans l'espace public

Les individus qui ont la compétence de l'aménagement des villes planifient *pour* certains au lieu de planifier *avec* eux (en l'occurrence avec les femmes). La conception de la ville a longtemps été le fruit d'hommes qui ont élaboré celle-ci par le prisme de la planification par le biais de la technique au détriment de l'usage. Nous pouvons citer par exemple la création des villes nouvelles qui a été le fruit d'hommes qui représentaient l'Etat dans les années 60 dans une volonté de modernité. Si on prend l'exemple d'Olympiades, ce qui est considéré comme le centre est une immense dalle difficilement accessible par des escaliers, mal éclairées, avec très peu de bancs, et très peu d'espace paysagés. Cet aménagement apparaît préjudiciable pour tous, mais surtout pour les femmes car elles ne s'y sentent pas en sécurité. Elles n'ont pas accès à tous ces espaces publics et parfois ne font que les traversés. Par ailleurs, il est aussi important de rappeler que  $\frac{3}{4}$  des budgets publics destinés aux loisirs des jeunes sont pour les hommes. Nous pouvons citer les city stade ou les skatepark, par exemple. En 2015, une loi en France intègre l'égalité femme-homme et oblige les communes de plus de 20 000 habitants à réaliser des audits sur les projets qui concernent l'égalité hommes femmes au niveau des politiques publiques. Cela donne lieu à des « budgets genrés ». L'objectif est de s'apercevoir pour chaque euro dépensé à qui il est destiné. Va-t'il plutôt à destination des équipements favorisant les hommes ou bien à destination de toute la population ? Par conséquent, ces budgets ont pour finalité de corriger les inégalités hommes/femmes au sein de l'espace public et de rééquilibrer les budgets en fonction des usages qui en sont faits. Cela pose donc la question de l'opérationnalité de l'égalité. Par exemple, nous pouvons prendre l'exemple des toilettes publiques. On peut parler d'égalité si nous avons trois toilettes hommes et trois toilettes femmes. Or, les femmes passent plus de temps dans les toilettes, donc de fait, il faudrait cinq toilettes pour les femmes et deux pour les hommes. Donc, plus d'égalité, il est aussi question d'équité. L'égalité n'est donc pas la règle absolue.

Les femmes et les hommes ne font pas les mêmes activités dans l'espace public. Ce dernier est un lieu de détente, de sociabilité pour ces derniers qui s'y retrouvent et s'y arrêtent tandis que les femmes s'y affairant et y semblent constamment en mouvement.

Pourquoi les femmes ne font-elles que passer ? Est-ce une question de malaise ou plutôt d'une saturation de leur emploi du temps lié aux nombreuses tâches domestiques et familiales qu'elles accomplissent? Les données des enquêtes sur l'utilisation du temps sont éloquentes de ce point de vue. : Courses, accompagnement d'enfants ou de personnes âgées semblent le lot des femmes dans ces espaces de circulation qu'elles pratiquent chargées de toutes sortes d'objets qui révèlent la teneur de leur activité: sac à mains, sacs de courses, paniers, caddies, cartables des plus jeunes... autant d'extension de leurs propres corps. Selon, Chris Blache (Genre et Ville) de manière générale, les hommes occupent l'espace. Par le terme « occuper », elle entend le fait de remplir un certain espace, de s'emparer d'un lieu par la force<sup>34</sup>. Les hommes occupent le mobilier urbain, occupent les bancs, occupent des lieux comme des Skatepark ou des terrains de boules, des City Stade, certains espaces fitness. Contrairement aux hommes, pour Chris Blache, les femmes s'occupent, c'est réflexif ce qui les ramène à l'intérieur : c'est faire travailler, s'est s'occuper de, consacrer son temps à...Ainsi, les femmes dans l'espace public s'occupent. Aussi, c'est un lieu d'inégalité sur la question de l'insouciance, et de l'égalité dans la liberté à l'usage de ces espaces. Il y a un système de relégation des femmes à l'espace privé. Les femmes n'ont pas le même usage de l'espace public qui est liée à des contraintes d'articulations, ce qu'on appelle des *temps sociaux*. Ces derniers correspondent à la prise en charge du domestique, à la prise en charge familiale. Par conséquent, bien que présentes dans l'espace public, les femmes y sont car il y a une utilité à y être. En effet, celles-ci occupent les mobiliers urbain, mais nettement moins que les hommes. Par exemple, nous voyons rarement les femmes détendues, mais elles lisent, mangent, portent, poussent, tirent, elles s'occupent des enfants, tandis que les hommes sont présents au sein l'espace public de manière plus détendue. De plus, si les femmes restent immobiles dans l'espace public, elles peuvent recevoir des injonctions, des rappels à l'ordre (comme les phénomènes de harcèlement), car elles ne paraissent pas légitimes. Cela est du à des images qui nous sont inculquées et que nous avons intériorisées. Par exemple, l'immobilité des femmes dans l'espace public est reliée bien souvent à la question de la prostitution (Genre et ville).

La question du sexisme est structurel et non territorial même si chaque territoire à ces particularités. En ce qui concerne la ville et les territoires, pour citer la géographe Claire Hancock « femmes et autres « autres » n'ont pas même légitimité à y prendre place ». De la même manière, les territoires eux-mêmes sont qualifiés, normés, enfermés dans des « labels »:

---

<sup>34</sup> <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/occuper/55510>

quartier sensible, chic, bobo, résidentiel, zone rurale, péri-urbaine, de « province », autant de dénomination qui « enferment » dans une certaine idée des territoires. Cette vision, elle aussi très stéréotypée, fait perdurer des déséquilibres. Aujourd'hui, à travers les résidentialisation beaucoup d'espaces publics disparaissent. Auparavant, ces espaces permettaient la création de liens. Aujourd'hui, les gens sont davantage retranchés chez eux. En outre, les espaces sont grillagés. Nous pourrions croire que cela est facteur de protection. Or, ces éléments créent un sentiment d'insécurité. L'espace public n'est pas plus dangereux pour les femmes que pour les hommes. Nous apprenons aux femmes qu'elles ne doivent pas prendre de risques, que ces dernières ont des limites. Tout ça fait qu'elles n'osent pas à aller dans l'espace public. Quand on fait des environnements de grille c'est anxiogène. Et quand les femmes ont déjà appris à être anxieuse de la rue, il est envisageable que ces espaces soient mal vécus.

### **L'éducation(s) à l'égalité des sexes**

En outre, pour gagner en efficacité et connaître les actions efficaces à mettre en œuvre, il paraît important de réussir à appréhender les fondements du harcèlement de rue et de prendre en considération son ancrage dans une société patriarcale et inégalitaire. Il faudrait intervenir en amont, sur le processus de socialisation des filles et des garçons, qui permettent la reproduction ou non des identités sexuées. Il faudrait éduquer les enfants sans préjugés sexistes. Par exemple, il est intéressant de souligner le fait qu'auparavant la couleur bleu, symbole de pureté divine et de féminité était assignée aux filles et le rose, symbole de virilité et de pouvoir aux garçons, donc nous voyons bien que les stéréotypes de genre sont à l'origine d'une construction culturelle. La socialisation peut être définie comme « le processus par lequel la personne humaine apprend et intériorise tout au cours de sa vie les éléments socioculturels de son milieu, les intègre à la structure de sa personnalité sous l'influence d'expériences et d'agents sociaux significatifs, et par là s'adapte à l'environnement social où elle doit vivre »<sup>35</sup> (Guy Rocher). De fait, les stéréotypes sexués, intériorisés depuis le plus jeune âge, font partie des limites à la mise en place d'une égalité formelle. L'école à travers l'éducation scolaire est une instance de socialisation primaire importante à l'instar de la famille. Celle-ci joue un rôle primordial dans la transmission de normes et valeurs, et par conséquent, des stéréotypes de genre. Par ailleurs, il ne faut pas se focaliser sur les filles

---

<sup>35</sup> Vallet, Guillaume. « Corps et socialisation », *Idées économiques et sociales*, vol. 158, no. 4, 2009, pp. 53-63.

ou uniquement sur les garçons, mais se demander ce que nous considérerons comme féminin ou masculin dans une société. Il est important de sensibiliser et d'éduquer à l'égalité (pas une mesure de court terme mais un projet à long terme) afin que les agressions sexuelles et sexistes et toute autre violence de genre et inégalités de genre « disparaissent ». Selon la sociologue Magaret Maruani, « *il n'y a pas de pente naturelle à l'égalité des sexes, ça se pense, ça se travaille, ça se construit, et ce dès le plus jeune âge* »<sup>36</sup>. Il faut se libérer de l'emprise du genre pour penser et agir de manière égalitaire. « Les croyances relatives à la masculinité ou à la féminité sont en étroite interaction avec le comportement de genre » (Goffman, 1977)<sup>37</sup>. « *Le genre et son socle, que constitue cette croyance, bordent LA différence des sexes à l'idée qu'il n'y a que deux sexes qui diffèrent « naturellement », à la fois au niveau biologique et psychologique* » (Marro, 2010)<sup>38</sup>.

Depuis le documentaire «Femme de la rue» de la belge Sofie Peeters, récupéré par les médias français, le harcèlement de rue est au centre du débat public. Suite à sa diffusion les témoignages se sont accrus, puis relayés par les médias sociaux, popularisant l'expression de «harcèlement de rue» et mettant à la vue de tous ces expériences genrées de l'espace public, jusque-là invisibilisée, c'est ce que nous allons voir dans notre deuxième partie avec l'étude du compte @disbonjoursalepute. Aussi, éduquer une société jugée patriarcale semble impossible à court terme, les outils numériques peuvent-ils apporter des solutions ? C'est ce que nous verrons dans notre troisième partie.

## **II) Numérique et genre (web féministe) : un engagement féministe 2.0 contre le sentiment d'insécurité**

---

<sup>36</sup> Marro, Cendrine. « Éducation : une égalité des sexes qui reste à construire », *Après-demain*, vol. n° 26, nf, no. 2, 2013, pp. 26-28.

<sup>37</sup> Fournier, Martine. « L'arrangement des sexes », Xavier Molénat éd., *La sociologie. Éditions Sciences Humaines*, 2009, pp. 83-83.

<sup>38</sup> Marro, Cendrine. « Éducation : une égalité des sexes qui reste à construire », *Après-demain*, vol. n° 26, nf, no. 2, 2013, pp. 26-28.

Tout d'abord, s'intéresser au web féministe implique des questionnements à la croisée des études sur les usages des technologies numériques, sur les mobilisations collectives, ainsi que sur le genre et sur l'histoire du féminisme.

## **A) Le mouvement féminisme sur les réseaux sociaux : quand le web 2.0 transforme le féminisme**

Tout d'abord, nous pouvons définir le mouvement féministe comme un mouvement social qui remet en cause la hiérarchie de genre *une critique de la suprématie masculine, forgée [...] à la lumière d'une volonté d'en changer le cours, qui elle-même repose sur la conviction qu'un tel changement est possible* (Gordon, 1986). Par ailleurs, les mouvements sociaux peuvent être définis comme des *efforts organisés pour promouvoir le changement social ou y résister, qui reposent, au moins en partie, sur des formes non-institutionnelles d'action politique*. (Marx et McAdam, 1994). Ainsi, nous devons analyser notre terrain d'étude, @disbonjoursalepute comme faisant partie d'un mouvement social.

Internet parfois aussi appelé « Web participatif » apparaît comme un outil démocratisé et aisément accessible. En outre, nous avons assisté à un «désenclavement» des outils de l'univers masculin de l'informatique. Selon Josiane Jouët, sociologue française en sciences de l'information et de la communication, les recherches réalisées ont mis en exergue la construction sociale «masculine» de la technologie. En effet, à l'instar du domaine scientifique, la technologie s'est développée avec le développement du système capitaliste. Cette époque est fortement marquée par le système patriarcal. Toutefois, désormais, les femmes apparaissent comme des usagères régulières et importantes des technologies de l'information et de la communication (TIC). La notion de web participatif désigne l'ensemble des techniques, des fonctionnalités et des usages qui ont suivi la forme originelle du Web, www ou World Wide Web<sup>39</sup>. Celui-ci est considéré par Dominique Cardon comme *susceptible de favoriser un renouvellement des débats d'idées et des modes de participation au politique, constituant alors un terreau fertile pour l'émancipation et l'empowerment* (puissance d'agir). L'expression « empowerment » désigne *le processus qui permet aux individus de prendre conscience de leur capacité d'agir et d'accéder à plus de pouvoir*.

---

<sup>39</sup> Le Monde informatique, no 1139.

Cependant, les études sur la question du potentiel émancipatoire, démocratique d'internet imposent une certaine prudence quant aux obstacles sociaux qu'ils peuvent rencontrer. Nous analyserons cet aspect un peu plus tard dans notre réflexion.

Selon une enquête réalisée par le Pew Research Center aux Etats-Unis, nous apprenons que les femmes (surtout dans la catégorie des 18 à 29 ans) sont plus souvent présentes sur internet et les réseaux sociaux que les hommes (Duggan, 2013)<sup>40</sup>. Néanmoins, l'écart semble se réduire et il concerne surtout certains réseaux tels Facebook ou bien encore Instagram (Anderson, 2015). On retrouve cette même tendance en France où 54% des utilisateurs français d'Instagram sont des femmes (et donc, 46% sont des hommes). Cette présence virtuelle au sein de ce médium contraste avec une présence plus faible des femmes au sein des médias classiques, comme la télévision, ou bien la radio, qui connaissent encore des inégalités de genre, en termes de temps de parole, par exemple. De plus, Instagram est le troisième réseau social le plus utilisé en France, après facebook et snapchat. C'est un réseau prisé des jeunes générations, celui-ci étant en majorité utilisé par les 15-24 ans. Néanmoins, leur supériorité en nombre ne doit pas effacer leur minorité en termes sociologiques, en ce sens où elles s'insèrent dans des rapports de pouvoir face au groupe dominant, les hommes (Bereni et Lépinard, 2004). Le cas des violences patriarcales est un exemple flagrant de ces rapports de pouvoir à l'œuvre. Depuis quelques années, le nouveau féminisme suit les évolutions sociétales. Par exemple, la lutte contre le harcèlement de rue sur Instagram en est un exemple notoire. Pour mener à bien ces luttes, les féministes utilisent les mécanismes numériques mis à leurs dispositions au travers de l'utilisation de nombreuses publications, et de nombreux partages afin de tisser des liens.

D'après Josiane Jouët, *ce sont surtout les groupes créés à la fin des années 2000 et au début des années 2010 qui incarnent ce que l'on commence à nommer dans les médias un «nouveau féminisme»*. Dans les années 1990 les auteurs qui traitent la question du cyberféminisme soulignent le fait que le numérique était libérateur pour les femmes (Wajcman, 2007). De plus, la conception des espaces numériques qui se fonde sur les principes de l'horizontalité des échanges et de nivellement hiérarchique a permis leur prise de parole politique en ligne (Le Caroff, 2015), alors que les femmes apparaissent marginalisées dans l'espace public physique. Ainsi, la plupart des mouvements féministes utilisent le web pour organiser leurs actions (Granjon, 2002). Aussi, l'accessibilité des outils de création et de

---

<sup>40</sup> Bertrand, David. « L'essor du féminisme en ligne. Symptôme de l'émergence d'une quatrième vague féministe ? », Réseaux, vol. 208-209, no. 2-3, 2018, pp. 232-257.

diffusion du Web 2.0 (Paveau, 2017) permet à des femmes non expertes et non influentes dans la sphère médiatique et politique de diffuser leurs propos librement, mais tout de même avec un minimum de maîtrise, de « littératie » numérique (Landry, 2017). En outre, tout individu lambda peut créer un compte et s'exprimer sur le sujet qu'il souhaite, à travers la publication d'images ou de vidéos.

*« Puis il y a eu ce 9 juillet 2020 où j'ai décidé de dire stop. Alors le lendemain j'ai créé le compte instagram @disbonjoursalepute pour partager les témoignages de femmes victimes de harcèlement de rue. Trois mois plus tard, plus de 100 000 personnes s'étaient abonnées et soutenaient le projet [...] j'ai quitté mon emploi pour me consacrer majoritairement à ce projet et faire changer les choses ».*<sup>41</sup> (Emmanuela Todorova, créatrice du compte @disbonjoursalepute)<sup>42</sup>.

Selon Dominique Cardon, les «coopérations faibles » c'est-à-dire des modes d'actions permis par internet qui vont du simple partage d'une publication à un like est aussi une manière d'inclure des individus avec un faible capital culturel. Aujourd'hui, les enjeux du féminisme ont encore changé et portent notamment sur le harcèlement sexuel et l'égalité des salaires. La manière de revendiquer a également évolué. Selon, Cynthia-Laure Etom, fondatrice et présidente de Women in film France, *il existe une passerelle entre féminisme et réseaux sociaux (...) Ils donnent de la voix à des personnes qui n'en avaient pas avant* »<sup>43</sup>.

## Cyber-féminisme

Le militantisme féministe entretient une place importante au sein du web 2.0. Il fait partie des pratiques numériques que l'on appelle « alternatives » (Landry, Sénécal, Aubin et George, 2014). Celles-ci s'apparentent à des groupes minoritaires ou marginalisés qui, pour introduire des formes de résistance aux relations de pouvoir et de domination, utilisent les technologies médiatiques numériques. De plus, il amène un regard critique sur les grands médias, tout en les alimentant en informations sur les questions de société touchant les femmes. Communément nommé « cyber-féminisme », ce mouvement se singularise en lien avec la troisième vague du féminisme dans les années 1990. En 2003, Delphine Gardey,

---

<sup>41</sup> [www.emanouela.fr/dis-bonjour-sale-pute/](http://www.emanouela.fr/dis-bonjour-sale-pute/)

<sup>42</sup> [www.emanouela.fr/dis-bonjour-sale-pute/](http://www.emanouela.fr/dis-bonjour-sale-pute/)

<sup>43</sup> <https://lemetropolitain.com/le-feminisme-a-leredunumerique-et-des-reseaux-sociaux/>

sociologue, démontre que ce dernier considère Internet et les technologies comme de nouveaux moyens de diffusion et d'engagement des femmes. Puis, le cyberféministe s'intéresse à la relation entre femmes et Internet, et à l'appropriation par le genre féminin d'internet qui est originellement un outil masculin. Il s'agit donc de « réinterpréter les technologies comme instruments pour l'organisation politique et comme moyens pour créer de nouvelles communautés féministes ». Le boom de comptes féministes sur les réseaux sociaux et d'espaces dédiés aux femmes sur Internet traduisent le besoin des femmes de s'auto-crée un espace de parole en ligne. Par conséquent, le web apparaît donc comme un réceptacle des luttes féminines. C'est en ce sens que le terme de « cyber-féminisme » englobe notre étude de recherche. Aujourd'hui, nous voyons un engouement pour les nouveaux espaces militants en ligne investis par les féministes françaises. En outre, au travers des réseaux sociaux, ces dernières ont su faire des nouvelles technologies, des outils au service de la militance féministe en utilisant les nouvelles technologies comme « source de pouvoir pour les femmes » (Wajcman, 2002). Ce militantisme « nouveau » qu'on peut qualifier de « néo militantisme » se traduirait ici par une appropriation de la plateforme Instagram en tant que média, et en tant que nouveau moyen d'expression, ceci donnant donc lieu à l'apparition d'une communauté féministe en ligne sur Instagram. En effet, cet usage des possibilités offertes à travers les technologies doit permettre aux femmes d'être présentes sur Internet, mais également de renverser la dynamique des rapports sociaux de sexe en venant troubler et remanier les dictats patriarcaux et hétéronormatifs qui sont en cours également dans l'espace physique. Aujourd'hui, la lutte féministe a évolué grâce à Internet et les réseaux sociaux qui ont permis de mettre en lumière des sujets pour lesquels il était difficile de s'identifier à cause du fait qu'ils apparaissent éloigner pour certains individus de leur environnement social.

Ensuite, le web 2.0 a offert la possibilité de créer un espace personnel de « présentation de soi » avec toutes sortes d'informations, d'images qu'ils peuvent publier publiquement. Ainsi, Internet aurait pour effet de défaire les monopoles informationnels sur lesquels reposait jusque-là le pouvoir des experts. Selon le sociologue Fabien Granjon, Internet s'est de fait imposé comme une arme importante dans l'arsenal militant. Les réseaux sociaux sont un levier de l'action collective, engendrant de nouvelles formes de « médiactivisme » (Cardon et Granjon, 2010). Les ressources mises à disposition sur Internet, et donc sur les réseaux sociaux, permettent aux individus de créer, ainsi que de recevoir des informations qui ne leur étaient pas forcément accessibles via les canaux d'information traditionnels. Le harcèlement de rue (violences sexuelles et sexistes) en est un exemple

notoire avec un sexisme souvent minimisé. Dans notre cas, le discours, qui porte sur le harcèlement de rue, a vocation à instruire, et à éduquer le/la récepteur-trice, en mettant à sa portée des informations nouvelles, ou du moins, en les exprimant d'une façon nouvelle, mais également à provoquer une transformation des discours et des habitudes à l'échelle collective. Selon Alban Jacquemart et Viviane Albenga, tout propos féministe tenu dans l'espace public est par principe politique et susceptible de politiser son audience<sup>44</sup>. Au-delà de la publicisation de cas de harcèlement de rue, et donc de l'intime, l'activité des militantes féministes à l'origine de ces nouveaux comptes Instagram met en place un processus de politisation de l'expérience personnelle. En outre, cette volonté de libération de la parole a vocation à faire bouger les lignes, en exposant l'expérience individuelle, à un ordre collectif.

## **Instagram**

De plus, on observe un changement de nature dans la création des comptes sur les réseaux sociaux. En effet, initialement, Instagram est une plateforme qui héberge des profils personnels, individuels. Mais, ce médium a progressivement vu naître des comptes impersonnels, qui n'ont plus pour thématiques d'exposer des moments de vie, mais de s'exprimer sur un sujet donné. Ce sont des dynamiques que l'on observe à l'échelle des comptes féministes sur Instagram avec comme exemple, notre terrain d'étude, le compte @disbonjoursalepute.

Par ailleurs, il est intéressant de mettre en lumière que les femmes à l'origine de ces comptes sont relativement jeunes, entre 20 et 35 ans et que ce sont des citoyennes initialement non militantes. Il s'agit de citoyennes « novices » en la matière et non pas d'activistes féministes qui militeraient dans un cadre institutionnel. Par exemple, Emanouela Todorova la créatrice du compte @disbonjoursalepute, n'est pas une militante avérée de cette cause. Ce sont souvent des expériences personnelles qui les ont poussés à créer un compte Instagram. Ce réseau offre une grande opportunité au mouvement féministe de diffuser ses idées, de libérer la parole et de visibiliser les agressions sexistes et sexuelles. En France, de nombreuses femmes ont opté pour ce médium pour évoquer des thèmes, des sujets invisibles au sein des médias dits traditionnels. On dit souvent qu'une image vaut mille mots. Le réseau social prend ce dicton au pied de la lettre puisqu'il place l'image au centre des échanges. En outre, la

---

<sup>44</sup> V. Albenga et A. Jacquemart, « Pour une approche microsociologique des idées politiques. Les appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, 109, 2015, p. 7-20.

communication visuelle que propose Instagram permet aux créatrices de s'exprimer de manière directe et d'amener un public plus jeune à s'intéresser à la cause féministe. Parallèlement, nous pouvons souligner, d'après l'enquête annuelle réalisée par l'institut Kantar, la confiance en chute libre des français (surtout des jeunes générations) envers les médias classiques, notamment la télévision<sup>45</sup>, qui se tourne davantage vers les réseaux sociaux pour s'informer

Internet peut être vu comme un **moyen de libérer la parole des femmes**. En outre, il n'est plus forcément nécessaire de se rendre à visage découvert à une réunion féministe, ce qui peut être vécu comme une épreuve violente. Désormais, il est possible de témoigner anonymement tout en pouvant bénéficier d'un impact conséquent et d'une communauté prête à soutenir. Cependant, avec @disbonjoursalepute, il est important de rappeler qu'il ne s'agit pas de la création d'une nouvelle parole ou bien d'un nouvel élan porté sur les témoignages, mais bien d'un héritage qui se voit transformé par Internet. Comme Dominique Cardon l'a souligné à propos des réseaux sociaux numériques, Internet permet ici de « *prolonger, d'intensifier et aussi de transformer des formes d'échanges et de sociabilité qui leur préexistaient* ». Autrement dit, il faut voir dans ces témoignages le prolongement d'une pratique existant avant Internet. D'après Josiane Jouet, les féministes s'adressent également à des personnalités politiques favorables à leurs causes pour que leurs revendications amènent à de nouvelles lois ou bien des modifications de textes législatifs ou réglementaires<sup>46</sup>.

La question du harcèlement de rue est apparue massivement en 2015 à la suite de la remise du rapport du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes en avril. Celui-ci montre que 100 % des femmes ont été victimes de harcèlement sexiste en France. Ce «terrorisme sexuel» engendre un fort sentiment d'insécurité pour les femmes et les filles qui se restreignent dans leurs déplacements. Toutefois, le harcèlement dans l'espace public apparaît comme un sujet encore peu documenté. Le harcèlement de rue est un fléau invisibilisé, naturalisé, minimisé, ignoré, banalisé, mal défini. En cela, c'est un phénomène qui a longtemps peu intéressé la recherche académique. Ces dernières années, ces questions liées à la place de la femme au sein de l'espace public est revenu dans la lumière grâce aux témoignages divers et récits formulés à travers les réseaux sociaux. Ces derniers nous révèlent que tous les milieux sociaux sont touchés, par exemple.

---

<sup>45</sup> [https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2020/01/16/crise-de-confiance-et-perde-d-interet-les-francais-restent-critiques-envers-les-medias\\_6026054\\_3236.html](https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2020/01/16/crise-de-confiance-et-perde-d-interet-les-francais-restent-critiques-envers-les-medias_6026054_3236.html)

<sup>46</sup> Revue des médias jouet

Aussi, en dehors de la victime et de l'agresseur, le public reste absent. Par exemple selon l'enquête réalisée à Bordeaux et publiée en 2017<sup>47</sup> par Johanna Dagorn et Arnaud Alessandrin, codirecteurs des Cahiers de la lutte contre les discriminations lors d'une agression, selon le point de vue des victimes, 88 % des témoins ne font rien. Cette non-intervention traduit une certaine banalisation des événements sexistes (regards, agressions). Par conséquent ces non réactions expliquent non seulement la banalisation des faits par la victime face à ces agressions quotidiennes (« ça arrive tout le temps, c'est pour ça qu'on ne le remarque même plus ! »), mais également l'impunité des agresseurs qui sont « invités » à reproduire ces agressions, puisqu'ils n'ont aucun rappel à la norme. Ainsi, alerter l'opinion sur les réseaux sociaux a permis de rendre témoin de nombreux utilisateurs des réseaux sociaux. Cette conscientisation d'individus masculins notamment peut participer à faire évoluer les mœurs. En effet, depuis l'avalanche des hashtags, des individus apportent leur soutien virtuel ou physique aux témoignages des femmes.

De plus, c'est dans un contexte de désengagement politique de la jeune génération qu'Internet représenterait un « espoir » de remobilisation. A travers le numérique, il y aurait un renouvellement des dynamiques de l'engagement. Selon Dominique Cardon et Fabien Granjon, Internet pourrait permettre de « repolitiser » les jeunes, d'accroître la motivation, d'organiser des actions plus facilement (Granjon, Cardon, 2010) ou d'élargir le spectre de recrutement (Bonchek, 1997). Ainsi, pour les techno-optimistes, le numérique apparaîtrait comme un espace permettant la création de communautés alternatives et le passage d'un engagement « traditionnel » à un engagement « distancié » (F.Granjon, 2002), alors que pour les techno-sceptiques, le numérique sonnerait le fin du militantisme.

## **MeToo**

Le hashtag MeToo suite aux nombreux témoignages est devenu un phénomène social, politique de très grande ampleur, relayé par les médias et débattu au sein de l'espace public. Auparavant, les questions de harcèlement et de violences sexistes et sexuelles étaient parquées au domaine médiatique. Selon Josiane Jouët, le mouvement MeToo est la mobilisation la plus forte des féministes dites « ordinaires ». Cela signifie que par le biais des réseaux sociaux, des femmes non militantes mais sensibilisées à la cause des femmes apparaissent. Ces paroles

---

<sup>47</sup> <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01519493/document>

publiques, ces cris de ralliement de femmes sur les réseaux sociaux se sont invités aussi bien dans les médias que dans la rue. Cela a eu pour conséquence de mettre en avant les questions d'égalité entre les sexes et la question de l'émancipation de toutes les femmes comme des questions centrales dans l'évolution des mœurs. De plus, l'appel à encourager les femmes à saisir la justice à amener l'élaboration d'une loi, la « Loi du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes ». Cependant, cette loi a été jugée insuffisante pour la protection des mineurs par Le Groupe\_F (mouvement féministe fondé par Caroline de Haas) car selon ce dernier cette loi considère les viols comme des délits et non plus comme des crimes. De plus, avec l'usage des réseaux sociaux des mouvements de contestation horizontaux et participatifs voient le jour et sont capables de mobiliser en masse, d'attirer l'attention des médias, des décideurs politiques sur des faits précis et d'aboutir à des décisions concrètes contre le sexisme sous toutes ses formes. Par exemple, une manifestation organisée par le collectif NousToutes a connu un succès important en 2018. Celle-ci avait été lancée sur le réseau social Twitter et a rassemblé 50 000 participants (femmes et hommes). Toutes ces actions publicisées se sont traduites par une hausse des plaintes pour viols et agressions sexuelles. Nous pouvons souligner le fait que de dénoncer un viol, une agression via une publication sur les réseaux sociaux est déjà un processus de politisation du privé. Il s'agit de dénoncer un crime, via la publication d'une expérience profondément personnelle.

Par ailleurs, la question soulevée par le hashtag MeToo ne tente pas de stigmatiser l'ensemble des hommes, mais apparaît comme le début d'un mouvement féministe qui inviterait à une remise en question des structures sociales de domination qui s'avèrent être *le produit d'un travail incessant de reproduction auquel contribuent les différents agents : les hommes* (avec des armes comme la violence physique et la violence symbolique), *les femmes victimes inconscientes de leurs habitus et les institutions : famille, Église, école, État.* (P.Bourdieu, 1998)<sup>48</sup>. L'objectif est de faire prendre conscience aux auteurs de ces agressions de la gravité de leurs actes. D'après le sociologue Raphaël Logier, MeToo est un mouvement social devenu un espace de réalisation au sens de rendre réel des situations qui paraissent naturel chez certaines jeunes filles et jeunes femmes à un certains moments de leurs vies. Autrement dit, en lisant le témoignage d'autres jeunes femmes, elles réalisent qu'on les a forcés. Ces dernières années, la question des violences sexuelles et sexistes est devenue un sujet de société suite à un certain nombre d'événements marquants. Nous pouvons citer la vidéo réalisée en caméra cachée par la belge Sofie Peeters ou bien la libéralisation de la

---

<sup>48</sup> [www.cairn.info/pierre-bourdieu--9782912601780-page-67.htm](http://www.cairn.info/pierre-bourdieu--9782912601780-page-67.htm)

parole des femmes avec le hashtag MeToo. Cette dernière a mis en avant le fait que le savoir, la réalité quotidienne des femmes était invisibilisée. Ainsi, depuis quatre ans, la question de l'insécurité des femmes au sein des espaces publics est au centre du débat public.

Par ailleurs, les pratiques d'exposition de soi sur les réseaux ont permis de déplacer les frontières entre vie privée et espace public. De nombreuses études en sociologie ont mis en avant une reconfiguration entre ces deux espaces, faisant des réseaux sociaux de véritables scènes sociales (Mehl, 2008). En effet, si la vie privée n'a pas disparu, on constate une «publicisation de la parole privée » au sein du compte Instagram @disbonjoursalepute. Si cela est rendu possible, c'est notamment en raison du contexte qui légitime de révéler certains types d'information en ligne, dont l'utilisation dans un autre contexte et par d'autres personnes peut en revanche paraître illégitime » (Cardon, 2019). C'est notamment le cas du compte Instagram @disbonjoursalepute qui propose de déconstruire d'une certaine manière les discours dominants et les rapports hommes-femmes en mettant les abonné(e)s face à leur réalité.

Ainsi, le compte @disbonjoursalepute, comme d'autres, apparaît comme un outil de lutte contre le sentiment d'insécurité en faisant prendre conscience à certains hommes de leurs comportements anxigènes vis-à-vis de la gente féminine. Ainsi, il est important de sensibiliser les témoins sur le sujet des agressions faites aux femmes et sur leurs impacts par le prisme du continuum des violences (injonctions et viol sont liées dans un continuum de violences). En ce sens, Instagram apparaît comme une interface pour rendre compte des normes qui pèsent sur les femmes, pour que chacun et chacune en prenne pleinement conscience. Les féministes d'aujourd'hui, tout comme celles d'hier s'attaquent à ce système patriarcal. Le Web 2.0, continue les registres d'action traditionnels des féministes (informer, alerter, mobiliser), mais elles permettent de nouveaux modes et de nouvelles formes d'expression.

Instagram à travers le compte @disbonjoursalepute montrerait à raison que les femmes subissent de nombreuses agressions qu'il faut mettre en lumière. Cependant, nous pouvons élaborer des effets paradoxaux. Ce compte, axé principalement sur le harcèlement de rue, peut vulnérabiliser encore plus les femmes, puisqu'il occulte les autres types de violences et renforce dans l'imaginaire que les femmes sont plus vulnérables dans l'espace public. Or, comme nous le savons, le risque d'être agressé dans l'espace public est moins important que dans la sphère privée. Donc, il faut faire attention à ne pas cacher un autre phénomène, celui

des violences conjugales (coups, viols...). Ces dernières ont lieu dans les espaces clos et qui demeurent nombreuses : une femme meurt tous les deux jours en France sous les coups de son conjoint ou de son ex-compagnon. Il est important d’avoir un regard critique sur le rôle joué par le numérique dans les luttes pour avoir une réflexion collective sur le fléau du harcèlement de rue.

*Le fait de témoigner ne diminue pas non plus les violences, je suis toujours hyper prudente, par contre je pense que sur le long terme ça peut aider. En rendant visible, en aidant à une prise de conscience des personnes qui ne sont pas victimes, et qui pourrait donc réagir ! et en aidant à une prise de conscience des institutions, mais dans l’immédiat non. Savoir qu’on n’est pas seule à vivre ces violences ça ne diminue pas le sentiment d’insécurité au contraire ... on se rend compte à quel point c’est plus fréquent et courant qu’on ne le pense, certains témoignages font froid dans le dos même. Mais c’est important non seulement d’en parler, mais que les victimes soient écoutées<sup>49</sup>*

Aussi, la prolifération des comptes féministes et des campagnes sur les réseaux sociaux qui s’accompagne d’une forte montée de la parole publique des femmes dans l’espace numérique peut alimenter ce que le chercheur américain Georges Gebner nomme *mean world syndrome*. Il élabore cette théorie pour montrer qu’une certaine médiatisation importante de violences dans les médias peut accroître la perception que le monde serait plus dangereux qu’il ne l’est en réalité. Ainsi, cette médiatisation accrue du phénomène du harcèlement de rue, bien qu’utile et importante peut néanmoins alimenter, renforcer d’une certaine mesure le sentiment d’insécurité des femmes. De plus, Jana Raver pense que le fait de **dénoncer ces violences a pour conséquence d’entretenir un imaginaire où les femmes sont fragiles et qu’il faut les protéger**. D’autres féministes comme la féministe américaine Camille Anna Paglia qui soutient le fait que certaines femmes “facilitent” le harcèlement sexuel et regrette la victimation endémique des violences. Nous voyons donc que **le mouvement féministe à l’œuvre est divisé** et que plusieurs courants de pensée existent quand à la question des violences faites aux femmes. Certaines parlent de la notion de “culture du viol” introduite par les féministes dans les années 70 (traduction anglaise de “rape culture”) pour qualifier la manière dont le viol est perçu dans l’imaginaire collectif et qui peut être minimisé. Aussi, la publication de témoignages déclenche des soutiens, y compris de la part des hommes, mais il est aussi important de souligner les attaques. Ainsi, comme le démontre K. Mendes,

---

<sup>49</sup> Annexe

J.Ringrose dans *Speaking “unspeakable things” : documenting digital feminist responses to rape*, le cybersexisme est présent partout (réseaux sociaux).

## **B) Communication 2.0 : l’invisible vers le visible**

Notre étude s’inscrit dans le sillage du mouvement MeToo qui a eu lieu en automne 2017. Aujourd’hui, quatre ans après, nous sommes encore dans cette ère post «MeToo». Ce dernier se positionne comme étant une figure d’un nouvel élan du féminisme, porté par les réseaux sociaux. En effet, les nombreuses accusations de viols et d’agressions sexuelles portées par des actrices (aisées, ayant accès et surtout utilisant les réseaux sociaux) à l’encontre du producteur de cinéma hollywoodien, Harvey Weinstein, se sont accompagnées d’une libération de la parole des femmes, pour briser l’omerta, à l’encontre des violences sexuelles subies par ces dernières. Les réseaux sociaux et plus précisément le hashtag MeToo ont servi de caisse de résonance pour rendre compte de cette violence physique à l’égard des femmes, dépassant le cadre américain. Ainsi, Facebook, Twitter, ou encore Instagram ont été dépositaires de tout un ensemble de témoignages de femmes, pour dénoncer à la fois les agressions sexuelles, le harcèlement de rue, mais aussi le sexisme quotidien qu’elles subissent. En ce sens, ce mouvement cristallise une forme d’engagement, de participation tournée vers l’action collective, qui ne prend pas essence par le biais de collectifs institutionnalisés, sous sa forme traditionnelle (syndicats, partis politiques...), mais qui passe par de nouveaux process de participation. La force des réseaux sociaux avec le hashtag MeToo, comme outil socio-numérique, en est un exemple notoire.

Le compte @disbonjoursalepute a été créé le 9 juillet 2020 par Emanouela Todorova dès suite d’un énième harcèlement de rue : *C’était le harcèlement de trop. Celui où je me suis mise à crier dans la rue pour faire taire ce type qui me traitait de pute parce que je portais une jupe et que je ne lui prêtai pas attention*<sup>50</sup>. (E.Todorova, disbonjoursalepute). Le compte a connu un essor assez rapide en rassemblant beaucoup d’individus en un temps assez court. En effet, en quelques mois d’existence, près de 14.000 personnes se sont abonnées : *Trois mois plus tard, plus de 100 000 personnes s’étaient abonnées et soutenaient le projet.* (E.Todorova). Aujourd’hui (1<sup>er</sup> avril 2021), il comptabilise 121 000 abonnées. Ce boom dans le suivi du compte démontre à quel point le sujet est d’actualité et à quel point ce fléau touche l’ensemble des femmes au sein de notre société.

---

<sup>50</sup> [www.emanouela.fr/dis-bonjour-sale-pute/](http://www.emanouela.fr/dis-bonjour-sale-pute/)



bandeau du compte @disbonjoursalepute

Le compte a pour ambition de rendre compte du harcèlement de rue et du sexisme ordinaire subi par les femmes dans l'espace public. L'objectif est de faire prendre conscience au plus grand nombre (en l'occurrence les hommes) du problème du harcèlement de rue, afin de le faire reculer. La finalité est également de montrer que le harcèlement de rue représente bien plus qu'une drague un peu lourde, à l'instar de "Paye ta shnek", qui était suivi par des milliers d'internautes, et qui avait également le souhait de dénoncer et de lutter contre le sexisme de rue, auquel doivent faire face les femmes au quotidien.

Ici, en ce qui concerne notre terrain d'étude, le principe est simple. De manière anonyme, les utilisatrices peuvent raconter leurs expériences, toutes aussi révélatrices les unes que les autres, afin de briser le silence qui entoure encore le harcèlement et les agressions de rue. Le pseudo du compte « disbonjoursalepute » peut s'apparenter à ce que Judith Butler<sup>51</sup> appelle la « resignification » qu'elle utilise au sujet des insultes homophobes. Cette notion de « resignification » est un *dispositif de récupération de contenus sémiotiques dévalorisants ou offensants dans le but d'en inverser la valeur et d'en récupérer les signes en tant que symboles de fierté*. En ce sens, le pseudo du compte est aussi le titre du livre d'E.Todorova qui aborde le sujet du harcèlement dans l'espace public, et qui vise à comprendre le harcèlement de rue, à le dénoncer et à agir. Aussi, celui-ci fait partie de la communication et de la méthode de visibilisation sur les réseaux sociaux, il est *vulgaire [...] il fait mal à lire, à entendre. C'est la phrase qu'on entend le plus. Ce nom vulgaire on l'entend régulièrement à notre rencontre dans la rue [...], nom qui est venu de façon très naturelle, le but c'est qu'on en entende parler*. (E.Todorova, disbonjoursalepute). *Je me suis dit que ce compte devait*

<sup>51</sup> Marie-Anne Paveau *femismes 2.0 usages et technodiscursif de la génération connectée*

*porter un nom poignant et je voulais débanaliser les insultes que nous subissons quotidiennement dans la rue en tant que femme.* (E.Todorova, disbonjoursalepute). Emanouela Todorva part de sa propre expérience de harcèlement de rue, une tentative de viol qui l'a tournée vers l'activisme féminisme : *je ne souhaite pas particulièrement prendre la parole sur le sujet, je me contente d'être en retrait et de partager le vécu des femmes qui se confient à moi.* La page Instagram @disbonjoursalepute ne se définit pas elle-même, comme une page féministe mais les thèmes abordés le démontre (titre de la bio du compte : "Gang anti-sexiste").

Le compte invite donc à libérer la parole sur le harcèlement de rue et le sexisme ordinaire dont sont victimes de nombreuses femmes. Il vise aussi à : [...] *à apporter des solutions et pouvoir à termes apporter des solutions concrètes quand on n'est témoin de harcèlement de rue [...] je ne pourrais pas tout régler par moi-même, mais c'est l'objectif.* (E.Todorova). Toutefois, nous pouvons nous interroger sur le caractère anxiogène de tous ces témoignages vécus qui visent à aider les femmes avec un « effet pervers ». En effet, ces derniers contribuent à renforcer un imaginaire où les femmes doivent se protéger pour pouvoir sortir dans l'espace public et qui omet que le problème est structurel, qu'il est ancré dans les constructions sociales qui sont le substrat des violences sexistes et sexuelles. Dès lors, prévenir les violences sexistes implique d'affronter une domination masculine encore constitutive des représentations et des pratiques urbaines. Ainsi, les comptes Instagram comme @disbonjoursalepute essayent d'éradiquer le harcèlement de rue par une prise de conscience générale, notamment des hommes, mais nous pouvons nous demander s'il suffit que les hommes soient au fait de ces actes, pour que les mœurs évoluent ? Il faut donc questionner cette performativité numérique annoncée. Comme le souligne elle-même Emanouela Todorova, elle ne pourra pas à elle seule changer structurellement les choses. L'influenceuse (nous reviendrons sur cette notion un peu plus loin) estime que @disbonjoursalepute l'a rendue d'autant plus anxieuse face au harcèlement de rue. *"Maintenant que j'ai conscience du comportement de certains, je ne suis vraiment plus à l'aise dans la rue, je deviens parano, et craint les interactions avec des inconnus."* Selon elle, c'est bien la violence des messages qui interpelle, et qui fait qu'elle en souffre doublement. Ainsi, Emanouela Todorova envisage de se faire accompagner sur le projet, pour « partager la peine ». Par ailleurs, les auteures M.Gordon et S.Riger estiment que trois facteurs majeurs affectent la peur que les femmes peuvent éprouver : connaître une victime de viol, le niveau

d'éducation, et l'exercice d'une activité professionnelle<sup>52</sup>. Ainsi, le fait de connaître dans son entourage une femme agressée est un facteur intensifiant la peur, tandis que l'éducation et l'activité professionnelle sont deux éléments qui, au contraire, la font diminuer et réduisent les attitudes de protection. À ces trois facteurs, M.Gordon et S.Riger (1989) ajoutent le sentiment personnel de vulnérabilité. Nous pouvons alors supposer que le fait de mettre en avant certaines agressions violentes sur le compte @disbonjoursalepute peut entraîner un accroissement de l'anxiété et du sentiment de vulnérabilité chez certaines femmes, car elles peuvent faire face à des réalités qui sont encore plus dures, violentes que la leur (même si il n'y a pas d'échelles de violences), ou bien leurs rappeler leurs propres expériences d'agressions.

Par ailleurs, ce compte se présente comme un espace d'expression et de partage susceptible d'entraîner une prise de conscience globale, de faire changer les mœurs, d'apaiser partiellement les troubles, de partager des moments de vie difficiles, et de trouver du soutien.

*On ne devient pas forcément amis, mais les commentaires sous les témoignages sont plein de soutien envers les victimes ce qui peut aider à sortir de l'isolement. Egalement le fait de se rendre compte que nous ne sommes pas seules, que nous sommes comprises.*<sup>53</sup>

*Je ne me suis pas fais d'amis et je ne discute avec personne dans le cadre privé. Je ne cherche pas à appartenir à une communauté où à me faire des amis. Je cherches surtout à prendre conscience de ce que l'on vit au quotidien et d'essayer parfois d'encourager les victimes. Ce compte m'a été utile pour des moments que j'ai traversé effectivement*<sup>54</sup>

*[...]je me sens quelques fois plus fortes dans certaine circonstances*<sup>55</sup>

De nombreuses femmes et hommes laissent un « like » et répondent en commentaires pour donner leurs points de vue, et pour soutenir les victimes de ces agressions. Nous pouvons néanmoins émettre une critique sur ce compte du fait que les femmes qui le suivent ont déjà été victimes de violences sexistes et sexuelles et par conséquent sont déjà acquises à la cause. Il faut s'interroger sur la place des hommes et sur leur rôle dans la lutte contre le harcèlement de rue. Néanmoins, ce compte apparaît important dans la mesure où il est un moyen de libérer

---

52

[www.researchgate.net/publication/261902346\\_Le\\_sentiment\\_d'insecurite\\_des\\_femmes\\_dans\\_l'espace\\_public\\_u\\_ne\\_entrave\\_a\\_la\\_citoyennete](http://www.researchgate.net/publication/261902346_Le_sentiment_d'insecurite_des_femmes_dans_l'espace_public_u_ne_entrave_a_la_citoyennete)

<sup>53</sup> Annexe

<sup>54</sup> Annexe

<sup>55</sup> Annexe

la parole des femmes victimes d'agressions, pour mobiliser les citoyen-nes et faire pression sur l'élite politique (Khoja-Moolji, 2015, p. 348). Toutefois, il est également important de souligner la présence d'hommes sur le compte qui commentent et qui sont invités dans une démarche inclusive à prendre part au combat contre ce fléau sociétal.

*Outre le soutien féminin présent sur le compte, de plus en plus d'hommes s'abonnent à @disbonjoursalepute, signe que les mentalités sont peut-être enfin prêtes à évoluer.* (E.Todorova)



**Témoignage d'homme sur le compte  
@disbonjoursalepute**

Cette agilité de jeunes responsable de compte féministe comme Emanuela Todorova à utiliser les potentialités offertes par les médias socio numériques a permis l'essor d'une capacité d'agir (Wajcman, 2002). Il s'est produit une « performativité » (Butler, 2004) des actions en ligne qui a conduit à l'activation d'un « espace de la cause des femmes » (Bereni, 2015) autour du harcèlement de rue. Les féministes à travers Instagram recherche à occuper l'espace médiatique, et obtenir de la visibilité. Afin d'y parvenir, nous observons une mise en scène du contenu publié (informer, alerter et visibiliser) avec l'utilisation de la vidéo, de l'image comme support. Par exemple, Emanouela Todorova publie, en image, des témoignages de femmes et d'hommes témoins ou victimes de harcèlement de rue,

accompagnés de « mot-clic », hashtag. Nous comprenons donc que la capacité des féministes à innover dans l'action réside dans leur capacité à s'adapter aux innovations médiatiques, et à leur appropriation progressive des médias en tant que relais de leurs paroles, de leurs actions. Instagram est reconnu comme étant le « réseau de l'image », il faut donc pour s'insérer sur ce réseau, maîtriser les codes de communication par l'image, et adapter son contenu, par sa forme, à cette plateforme avant tout visuelle.

Le premier exemple de cette appropriation par les féministes est celui de l'utilisation du format « storie ». L'utilisation de ce celui-ci permet la publication d'un contenu éphémère accessible pendant 24 heures et possiblement archivable sur le compte. Pour les féministes, la storie apparaît comme un élément central du militantisme sur Instagram, dans la mesure que cet outil permet la diffusion d'un contenu presque en temps réel et une expression spontanée de la part des militantes. Le compte @disbonjousalepute en fait l'usage de manière régulière pour informer, communiquer et alerter sur des sujets divers dans le but d'interagir avec les abonné(e)s du compte<sup>56</sup>.

De plus, ce format permet l'addition de nombreux éléments à l'image publiée : ajout de la date et l'heure de publication ; de la géolocalisation ; possibilité d'identification des utilisateurs, des comptes ; répertorisation du contenu par l'ajout d'un hashtag ; création d'un sondage ; lancement d'une question ; création d'un compte à rebours etc... C'est ce que la plateforme nomme « stickers ». Il s'agit d'éléments qui permettent de personnaliser au mieux le contenu publié par l'utilisateur-trice. Emanouela Todorava les utilise afin de rentrer en interaction avec sa communauté pour les prévenir d'un rendez-vous à ne pas manquer (ce fut le cas le 15 avril 2021 lors de son live avec la ministre Marlène Schiappa), afin d'effectuer des sondages, etc. La maîtrise de ces formats témoigne donc d'une appropriation totale de la plateforme et de ses propriétés techno-discursives, comme l'usage de technographismes qui est selon Marie-Anne Paveau<sup>57</sup> *une production composite articulant image et texte de manière indissociable* (outils qui permet de donner forme au texte et de le faire circuler comme discours), qui sont utilisées dans un objectif militant : sa vocation est celle d'une insertion dans les codes de la plateforme, afin de faire porter un message, ainsi qu'une meilleure réception de celui-ci par l'utilisateur-trice.

---

<sup>56</sup> Annexe

<sup>57</sup> Marie-Anne Paveau. Féminismes 2.0. Usages technodiscursifs de la génération connectée

De plus, le compte de notre cas étude est facilement identifiable avec ces couleurs. Ces dernières permettent aussi de rendre le compte reconnaissable et visible de tous. En outre, la couleur orange et la couleur blanc, apparaissent comme un marqueur visuel de reconnaissance qui est repris sur la couverture du livre « dis bonjour sale pute ».



Couverture du livre Dis Bonjour Sale Pute

Aussi, le but du compte @disbonjoursalepute sur Instagram est d'entraîner de la viralité afin de transformer la société. Nous pouvons reprendre l'expression de Josiane Jouet, sociologue en communication, le but est de « faire vagues »<sup>58</sup>. En effet, les formes d'engagement sur les réseaux sont fondées sur une culture de partage, l'agrégation des paroles individuelles qui sinon resteraient déconnecter. Il y a quelques années Internet était appréhendé comme un espace virtuel, en dehors de l'espace public traditionnel. Aujourd'hui, nous assistons à une situation d'osmose entre l'espace dit « réel » et l'espace dit « virtuel ». Les féministes en ligne s'appuient sur la viralité [...] et l'amplification de leurs messages en ligne<sup>59</sup>. Il s'agit de la libération de la parole de femmes ordinaires avec des séries de témoignages de violences sexuelles et sexistes, donc c'est un élargissement très démocratique de ces questions d'inégalités de genre. Nous pouvons noter que ces questions semblent

<sup>58</sup> <https://www.cairn.info/journal-reseaux-2017-1-page-21.htm>

<sup>59</sup> <https://www.cairn.info/journal-reseaux-2017-1-page-21.htm>

échapper, le plus souvent, aux structures médiatiques traditionnelles. En effet, celles-ci fonctionnent mieux avec les réseaux sociaux grâce à cette mise en réseau des expériences qui apparaît peu coûteuse et qui se déroule à une vitesse bien plus rapide, que le temps de la politique électorale, ou bien des institutions classiques.

Les hashtag écrits spontanément par ces milliers de femmes disent la même chose : « stop, ça suffit ! »

Nous devons également souligner l'importance du hashtag, qui peut s'apparenter à un outil d'agrégation. Selon Baptiste Kotras, chercheur en sociologie, sur l'espace médiatique, nombreux sont ceux qui coexistent, mais tous ne sont pas valorisés. Il y a des raisons, qui sont propres à la cause en soi, mais aussi des processus médiatiques à l'œuvre avec l'effet de projecteur des médias traditionnels, dans la mesure où tous les hashtags ne se valent pas en termes de résonance médiatique. Sous les publications du compte @disbonjoursalepute, il y a très souvent une série de hashtags dont le célèbre hashtag « MeToo »<sup>60</sup>. Ce dernier avec l'écho qu'il a eu dans le monde a pu potentiellement donner de la visibilité au compte. Aujourd'hui, un hashtag est un objet légitime pour un sujet ou un reportage qui ont une audience sans aucune mesure avec les médias classiques. En effet, ce sont des millions de personnes qui se retrouvent en contact avec ce sujet. L'objectif est d'arriver à capter l'intérêt des professionnels, des journalistes et des gens qui vont en faire des sujets très grand public et qui vont toucher plus de gens que les cercles des militants traditionnels. Le hashtag est un outil d'agrégation qui rend visible et qui crée un effet de masse, comme les corps dans une manifestation.

### **C) Témoignages : rendre témoin, passage nécessaire mais qui crée le « malaise » selon Emanouela.**

La pratique du témoignage n'est pas récente au sein des luttes féministes. Toutefois, ce qui apparaît « nouveau » depuis MeToo c'est que les néo féministes à travers les réseaux sociaux, sont amenées à aborder des sujets invisibilisés, sensibles, intimes, qui étaient autrefois réservés au domaine du privé. Afin de libérer la parole, le compte @disbonjoursalepute s'appuie principalement sur le témoignage. Ce dernier s'avère très utile

---

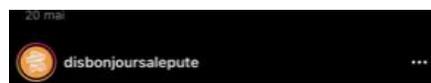
<sup>60</sup> Annexe

pour partager avec d'autres personnes son expérience, son histoire, son vécu avec autrui. En effet, celui-ci peut entrer en résonance avec ce qu'à déjà vécu une autre personne de la communauté « disbonjoursalepute ».

*En voyant certains témoignages (ndlr sur le compte @disbonjoursalepute), j'ai pris conscience de plusieurs choses qui me sont arrivées, à moi, des amis, ou des membres de ma famille. Ca m'a aidé à mettre des mots sur les faits et à agir dans certaines situations quand avant je ne faisais rien<sup>61</sup>.*

Les problèmes est que ces comportements inappropriés sont tellement banalisées qu'il est nécessaire de repenser nos échelles de valeurs et apprendre le corps social à s'en émouvoir car pour le moment les témoins n'interviennent que dans les situations paroxystiques » (J. Dagorn).

Ainsi, cet outil mis en avant sur le compte permet de réunir de nombreuses femmes autour d'expériences communes plus ou moins récentes qui sont parfois traumatisantes. Il est important de souligner la question de la temporalité dans les témoignages sur @disbonjoursalepute, car MeToo a permis à de nombreuses femmes de prendre conscience de la gravité de certains événements connus d'agressions passés qui étaient dans l'oubli.



J'avais 16 ans, j'accompagnais mon ex-petit ami plus âgé, dans un bar. Il discutait avec plusieurs personnes et moi un peu à l'écart, j'étais appuyé contre une table. Un groupe de garçons est venu s'asseoir à cette table, juste derrière moi. Quelques minutes, plus tard, je sens quelque chose effleurer mes fesses et j'entends ses garçons rigoler. Je me retourne, ils étaient en train de prendre mes fesses en photo et ils faisaient glisser des pièces sur la table jusqu'à celle-ci. Je n'ai rien dit,



---

<sup>61</sup> Annexe

Ce dernier permet également à ces femmes qu'elles se rendent compte que les événements d'harcèlement de rue, auxquelles elles sont confrontées, ne sont pas isolés. Aussi, les témoignages permettent également de faire prendre conscience, et d'analyser a posteriori les schémas de pensée inculqués par la société. Puis, le fait de témoigner pour les femmes n'est pas un acte anodin, c'est un moyen de bénéficier de soutien, de se sentir entouré, compris et de bénéficier de l'écoute d'une « communauté bienveillante ». Selon E.Todorova il y a « *des gens qui témoignent de choses dont elles n'ont jamais parlé à leurs familles* ».

« *Ce sont des communautés bienveillantes et soudées qui se créent un peu comme si on se tenait la main* » (E. Todorova)

« *Je veux entendre la voix des personnes qui en ont été victimes. Pour trouver un endroit de réconfort ou on ne remet pas en doute la parole des victimes.[...] Pour apporter du soutien aux victimes qui sont délaissées par la société, par la justice, par leurs familles, par leurs enseignants etc.* »<sup>62</sup>

Le compte propose donc à ses membres qui le souhaitent de témoigner sur des cas de harcèlement de rue, au travers d'une relation qui se veut initialement privée. Le fait de passer par une intermédiaire, et de ne pas directement se dévoiler dans le domaine du public, apparaît comme une contrainte imposée par l'outil de communication lui-même. L'information transmise est ensuite dévoilée à l'ensemble des abonné(e)s, et ce de manière complètement anonyme. Par conséquent, cet outil de communication crée un espace privé, qui permet aux femmes de se livrer plus facilement sur les situations d'harcèlement rencontrées, qui peuvent être difficiles à exprimer de manière publique. Ainsi, elles évitent de se confronter directement, en tant qu'auteur du témoignage, au regard des autres. En effet, ce dévoilement de soi permet « *de procéder à un décontrôle de soi qui permettrait de reprendre le contrôle sur le sentiment d'étrangeté à être soi* » (F.Granjon, 2014), notamment par le témoignage délivré auprès d'un récepteur, à l'écoute. Ainsi, le dévoilement de soi est rendu possible par l'intermédiaire de l'intermédiation technique, ce qui permet de ne pas être en situation de coprésence directe mais de se retrouver protégé par des écrans, la plupart du temps asynchrone. Celle-ci soulage « *tant le regardeur que le regardé des contraintes toujours exigeantes de l'engagement présentiel* » (F.Granjon, 2014). L'une des particularités du web participatif est la très forte influence de ces espaces en « clair-obscur » que constituent, entre autres, les réseaux sociaux (Cardon, 2010).

---

<sup>62</sup> Annexe

L'objectif de ces publications témoignages, c'est aussi d'appeler à la conscientisation, à interpeller les témoins et faire réagir. À travers leur témoignage, les femmes racontent leur quotidien marqué par le harcèlement à caractère sexiste et sexuel (agressions verbales, gestes, attouchements). La parole des femmes victimes d'harcèlement, sur les réseaux sociaux et plus particulièrement Instagram dépasse le clivage victimes/auteurs. Ces témoignages mobilisent l'opinion publique qu'elle force à être témoin des violences au sein d'une société où les violences faites aux femmes sont invisibilisées. De ce fait, certains hommes n'ont pas conscience du mal qu'ils peuvent faire. Dans l'espace public, la plupart d'entre eux pensent que leur comportement s'apparente à de la drague inhérente à toute relation amoureuse.

*J'en ai déjà discuté avec mon entourage masculin, qui est très compréhensif quoique parfois « naïf » quant à ce qu'une femme peut subir<sup>63</sup>.*

*[...] pour les sensibiliser et leur faire comprendre le problème bien présent des comportements considéré comme « pas graves »<sup>64</sup>.*

*Je suis mariée à un homme, nous en discutons donc de temps en temps. Il est assez sensible à la question. Néanmoins, je remarque que très peu d'hommes de mon entourage sont au courant de cette problématique. J'ai plusieurs couples d'amis et quand nous discutons de ce sujet, les hommes se taisent, ils semblent perplexes<sup>65</sup>*

En attendant une prise en compte réelle de ces violences par les pouvoirs publics, il est possible en dehors du dytique victime/auteur, d'utiliser la force de l'opinion publique, afin de mieux prévenir les violences faites aux femmes de manière durable et pédagogique<sup>66</sup>. Le but de cet outil de confession qu'est le témoignage est de scandaliser l'opinion publique. L'administratrice de la page poste sur le compte l'ensemble du témoignage ou en extirpe seulement quelques passages qu'elle considère comme utile à la réflexion de la communauté. En ce sens, *“la mise en visibilité de soi est alors soumise à un examen qui en fixe les cadres et tend à en prévoir les effets sur les spectateurs, et, par ricochet, les conséquences sur celui qui se dévoile”* (F.Granjon). Autrement dit, cette opération de contrôle effectuée par la modératrice de la page *“s'appuie donc sur une connaissance plus ou moins experte des publics visés, sur la compréhension de l'exposition comme rapport social et sur une forme d'agir stratégique*

---

<sup>63</sup> Annexe

<sup>64</sup> Annexe

<sup>65</sup> Annexe

<sup>66</sup>

theconversation.com/balancetonporc-ou-comment-les-reseaux-sociaux-nous-forcent-a-devenir-temoins-86119

*dont l'objectif est de déclencher des réactions bénéficiant potentiellement à celui qui s'expose*" (F.Granjon). Les réseaux sociaux apparaissent donc comme un moyen permettant de faire face aux prescriptions sociales, et de se livrer par l'intermédiaire d'une coprésence à distance. En ce qui concerne les abonnés, le fait de s'exprimer sur ses expériences de vie, permet la publication d'informations à titre éducatives. Ce répertoire d'action paraît caractériser les pratiques déployées sur le Web pour contrer les violences sexuelles. Les chercheurs anglophones Keller, Mendes et Ringrose (2018) ont relevé qu'un climat de sororité (recours aux témoignages, partage de lignes-ressources d'écoute et d'accompagnement) dans leur documentation des usages du numérique pour freiner le harcèlement de rue.

Les individus qui témoignent sur le réseau social Instagram mettent en lumière leur vie privée, intimité ; à la vue de tous, extimité (S.Tisseron). L'utilisation du « Je » dans les récits d'agressions rappelle la manière dont est écrit un journal intime, puis ce récit intime est publié au sein de l'espace public au regard de tous<sup>67</sup>. Finalement, l'agrégation de ces récits personnels, deviennent un « moi aussi » puis un « nous » collectif immatériel. Ainsi, de l'émergence de la parole ordinaire, mise en évidence par de multiples travaux (Mehl 1996 et Dayan, Katz 1992 ; Cardon, Heurtin 1999), et de l'empathie provoquée par la multiplication des témoignages de femmes victimes d'harcèlement de rue. Les comptes instagram féministes ont ainsi multiplié les témoignages s'appuyant sur ce discours émotionnel qui touche plus facilement les individus. De plus, la présence importante des NTIC et la possibilité qu'elles permettent quand au partage des sensibilités individuelles a permis de prendre la mesure des ressources émotionnelles pour créer des « chocs moraux » (Jaspard, 1997). Ainsi, il y a une mise en scène de ces questions d'harcèlement de rue, d'inégalités de genre qui s'éloignent des canons traditionnels du discours d'information et de la vulgarisation scientifique. Sur ces comptes comme dans les médias plus traditionnels, comme la télévision, les experts, les organismes féministes institutionnels ne sont plus mis en avant. Ces derniers n'y ont plus la place principale et ont tendance à disparaître, au profit des victimes ou des témoins. Nous pouvons réaliser un parallèle avec les émissions de société (exemple : « Toute une histoire » ou « ça commence aujourd'hui » qui sont diffusées à la télévision. En effet, sur les plateaux télé, aucun individu n'est présent en tant qu'expert, ce ne sont que des récits de vie de personnes qui ne sont pas professionnels du sujet qu'ils abordent.

---

<sup>67</sup> Annexe

Dans cette sous-partie nous allons nous intéresser à comment se fabrique l'opinion afin de comprendre l'intérêt du compte @disbonjoursapute dans l'évolution des mœurs. Paul Lazarsfeld et Elihu Katz s'intéressent aux effets relatifs des médias et des relations interpersonnelles, dans la formation de l'opinion à travers la théorie de la communication à double étage. Cette théorie est développée dans *The people's choice* (1944) à partir du constat de l'inefficacité des campagnes présidentielles sur le choix des électeurs. En effet, les informations transmises par les médias sur les différents programmes électoraux n'ont que très peu d'influence directe sur les téléspectateurs. En effet, les individus vont se fixer sur une opinion de manière collective, et notamment par l'intermédiaire de ce que les deux auteurs de la théorie appellent un « leader d'opinion » qui saura être force de persuasion et être capable de retraduire les enjeux des programmes et d'en déterminer les plus avantageux pour le groupe. Autrement, c'est le leader d'opinion qui interprète les informations émises par les mass media, pour ensuite les partager à l'ensemble du groupe auquel il appartient. Nous pouvons représenter la chaîne de diffusion ainsi : Médias-leaders d'opinion-grand public. Ces leaders, que l'on trouve dans le cercle familial, professionnel ou amical, sont des référents dont on suit les avis : ce sont eux qu'il faut toucher si l'on veut avoir un impact. Selon Katz et Lazarsfeld « le leader d'opinion exerce une forme de leadership presque invisible, à l'échelle des relations ordinaires, de personne à personne ». Tout le monde peut être susceptible de devenir un leader d'opinion à un moment précis. Ce dernier est leader dans un domaine spécifique. D'autant plus exposé aux actualités qui concernent ses centres d'intérêt. Sa forte exposition médiatique dans son domaine précis va lui permettre une certaine connaissance du sujet. Sans être expert, il est capable de discuter du sujet en question.

À l'heure d'Internet et des réseaux sociaux, tout se passe comme si la révolution numérique avait donné à la notion d'influence le support idéal pour garantir une telle mise en contact entre individus. Et entraîné du même coup une recomposition de la sociabilité autour de figures influentes auxquelles on s'identifie et qui nous accompagnent au quotidien comme avec le compte @disbonjoursalepute et sa modératrice E.Todorova. Le web 2.0 a modifié l'écosystème communicationnel et remet en perspective certains points du modèle de la communication à double étage. Tout d'abord, les membres d'une communauté peuvent partager massivement leurs opinions auprès de personnes qu'ils ne connaissent pas dans le cadre du privé, et où chacun n'est pas expert dans le domaine sur lequel repose la conversation. En ce sens, le web a participé à rendre plus facile l'expression de soi, puisque l'on peut prendre part à une conversation, voire plusieurs conversations à la fois, entre

membres d'une même communauté. Ainsi l'influence est active et interactive à travers la conversation, à l'inverse des médias de masse. Ensuite, le leader d'opinion ne fait plus nécessairement partie de l'entourage de l'individu. Cependant, comme l'individu se sent en connivence avec son leader, il existe un lien affectif ou bienveillant qui donne du poids à son idée. Ces nouvelles manières de produire et consommer les idées donnent lieu à une réactualisation du modèle de Lazarsfeld : la multi step flow theory.

Nous allons désormais appliquer cette réactualisation du modèle à notre terrain d'enquête, le compte Instagram @disbonjoursalepute. En effet, il se trouve que l'administratrice de la page produit essentiellement du contenu à partir de témoignages qu'elle réclame au travers de stories. Ces dernières proposent aux abonnées de partager leurs expériences vécues de harcèlement, à travers une conversation qui se déroule en message privée. L'administratrice se laisse le droit de ne pas publier tous messages racisés partant du principe que les « gens de couleurs » harcèlent les femmes dans la rue, par exemple.

*J'ai reçu des milliers de messages depuis la création du compte @disbonjoursalepute et jusqu'à récemment j'étais seule à gérer le compte. Ainsi, je n'ai pas pu ouvrir tous les messages. Quand j'ouvre un témoignage, je choisis de le publier en fonction de plusieurs critères : les propos racistes, politisés, homophobes ou encore religieux ne sont pas pris en compte, les témoignages remplis de fautes d'orthographe ou illisibles ne sont pas pris en compte (E.Todorova).*

Ils sont ensuite sélectionnés, puis publiés au fur et à mesure par l'administratrice du compte. Le nombre de messages importants qu'elle reçoit l'oblige à faire des choix et à présenter à la communauté ce qu'elle trouve le plus intéressant. Cette communication est réalisée dans une optique de fabrique de l'opinion en faisant changer les mœurs, en faisant prendre conscience.

Parallèlement, nous pouvons également analyser les créatrices des comptes féministes comme des « influenceuses ». En effet, elles apparaissent comme des experts de la « fausse proximité ». En effet, Emanouela Todorova s'adresse directement à sa communauté, sur un ton familier, et dévoile des pans parfois intimes de sa vie. Mais ce qui change par rapport aux années 1950, c'est que les créatrices de ces comptes féministes ne font plus partie de notre cercle de connaissances réelles. Or, pour Katz et Lazarsfeld, l'opinion naît d'une « discussion », même brève, entre le leader d'opinion et le grand public. Ainsi, les influenceuses simulent la proximité pour mieux promouvoir leurs contenus et faire grossir leurs chiffres d'abonnées.

Selon Jouët, Niemeyer et Pavard (2017), le Web joue le rôle de « témoin » et de « catalyseur » de ces forces de convergence qui rendent possibles, dans certaines conjonctures, des mobilisations transversales entre les pôles et donc la mise en mouvement de l'espace de la cause des femmes.

Bien sûr l'idée c'est de sensibiliser, d'aider, de recueillir des témoignages. Mais l'idée est aussi que ce mouvement d'appui soit assez fort pour obtenir une invitation à la télévision et à la radio pour parler de la manifestation qu'on organise dans la rue et des changements qu'on souhaite obtenir. C'est là que c'est payant parce que cela met la pression sur le gouvernement<sup>68</sup>.

## **D) Engagement 2.0 à travers une communauté virtuelle**

Dans cette sous-partie, il est intéressant et justifié de se demander si nous pouvons qualifier les abonnés du compte instagram @disbonjoursalepute comme des acteurs d'une forme de militantisme ? Ici, nous considérons les likes, les commentaires sous les posts et les partages comme s'apparentant non pas à un militantisme classique, c'est-à-dire à « une forme d'engagement collectif à une cause de nature [...] sociale en vue de protester contre ce qui est perçu comme une injustice »<sup>69</sup>, mais plutôt à **des formes individuelles d'engagement dans la lutte contre le sentiment d'insécurité**. En effet, l'engagement en ligne n'implique pas systématiquement un engagement hors-ligne de la part des utilisateurs-trices. D'après notre enquête, tous les individus présents sur le compte ne sont pas aptes à poser des actions concrètes dans l'espace public « réel ». Cet engagement se traduit donc, dans certains cas, par un simple engagement individuel, que l'on peut nommer sous le terme d' « *engagement 2.0* » via l'utilisation de son téléphone portable. Par ailleurs, nous pouvons considérer que participer à une cause, donner sa voix, est un travail politique. De plus, c'est une action pour laquelle nous pouvons en retirer une gratification. Autrement dit, nous pouvons avoir des « effets de réputations ». Cela peut être une critique faite à cet activisme en ligne que l'on peut nommer « clictivisme » (activisme de clic), « slacktivism » (activisme paresseux) ou militantisme performatif. Cet engagement en ligne nécessite peu de temps, car il consisterait simplement à changer une photo de profil, ou bien à partager une publication etc., le tout sans

---

<sup>68</sup> [journals.openedition.org/terminal/5764](http://journals.openedition.org/terminal/5764)

<sup>69</sup> Définition wikipédia

participer sur le terrain aux mouvements contestataires, tels que les manifestations. Ces termes opposent donc l'espace réel et virtuel. Dès lors, il serait plus engageant d'aller dans une manifestation réelle. Depuis le début des années 2010, les campagnes de mots-clics (#BalanceTonPorc,#Metoo) émergent considérablement, si bien que plusieurs chercheuses spécialistes des questions de genre dans les médias évoquent un *féminisme de mot-clic* (Khoja-Moolji, 2015 ; Keller, Mendes et Ringrose, 2018). Par conséquent, il est évident que les formes d'action en ligne et hors-ligne, ne représentent pas le même degré de militantisme. Cependant, nous ne pouvons pas occulter le caractère militant à l'engagement en ligne du compte @disbonjoursalepute. En outre, même si les formes sociales de militantisme sont différentes, le web, constitue aujourd'hui une massive caisse de résonance qui permet une importante portée des revendications grâce au partage de publications, et à la visibilité que celui-ci entraîne grâce à un effet «boule de neige» pour reprendre une expression employée par la sociologue Josiane Jouet. Les discours portés en ligne se retrouvent forcément amplifiés. D'après les conclusions de chercheurs américains, Pablo Barbera et Sandra Gonzalez-Baiollon qui se sont intéressés au mouvement Occupy, en 2011, aux Etats-Unis, et à ceux de 2013, au parc de Gezi en Turquie, il démontrent que les individus qui exercent le « slacktivism » sont importants parce qu'ils augmentent la puissance des revendications de protestation.

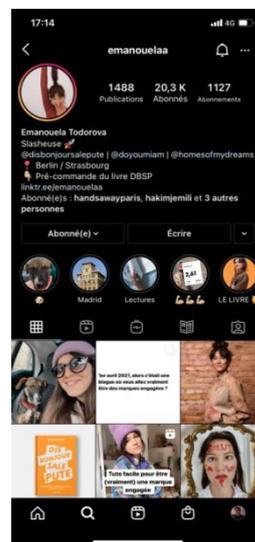
*« Le but est de mettre en évidence le témoignage de femmes qui sont victimes de harcèlement de rue pour faire entendre sur les réseaux sociaux, et au-delà, au niveau politique, et aux niveaux des gens qui ne rendent pas compte de ce que l'on vit au quotidien dans la rue, de la violence de ce que c'est » (E.Todorova)*

Par ailleurs, les cercles d'abonné.e.s des comptes en ligne représenteraient une communauté potentiellement mobilisable hors-ligne, qui montre que l'engagement en ligne peut représenter tout de même un socle de militant.e.s actif.ve.s sur le terrain physique. C'est l'addition, qui installe un rapport de force, de la visibilité. Mais l'inverse est aussi vrai, comme ce fut le cas pour le hashtag Metoo inceste, lancé après avoir réuni suffisamment d'engagement de témoignages pour garantir un effet médiatique. Le féminisme en ligne peut être lié à d'autres structures et faire bouger la société. Le(s) fémin-isme/istes(s) à fait/font bouger les choses en éveillant les consciences (des hommes), en portant la voix de personnes victimes qui ont des difficultés à se confier et à s'exprimer. Via les réseaux sociaux on peut éduquer et relier la réalité en posant des actions sur le terrain. : créer une association par

exemple, aller dans les écoles c'est ce qu'à réaliser Emanouela Todorova. Il apparait donc difficile d'opposer réel et virtuel.

*« Aujourd'hui, je souhaite faire évoluer ce compte en association pour mettre en place différents supports d'aide aux victimes. J'ai quitté mon emploi pour me consacrer majoritairement à ce projet et à faire changer les choses. »*

On peut reprendre l'expression du chercheur américain Steven Buechler et parler de « communauté virtuelle de mouvement social » tout en l'adaptant à notre étude. Selon lui, cette notion désigne *des réseaux informels d'individus politisés aux frontières fluides, avec des structures décisionnelles flexibles et une division du travail souple* (Buechler, 1990, Bereni et Revillard, 2012). Ainsi, la notion de « communauté de mouvement social » que nous avons définie précédemment s'élargit avec le militantisme en ligne. En effet, l'élaboration de réseaux informels est aussi présente au sein des réseaux sociaux. Désormais, le travail militant implique la gestion d'une « communauté virtuelle de mouvement social ». Aussi, chaque militante peut également articuler son compte personnel, avec celui du collectif. L'objectif est d'agrandir les réseaux touchés, stratégie qui exige une anticipation de la diffusion. Dès lors, les comptes personnels permettent une diffusion supplémentaire, ce qui a pour conséquence d'accroître la diffusion des contenus et donc l'impact des messages portés.



Aussi, Instagram est une plateforme qui abrite de nombreuses communautés aux intérêts différents. En l'occurrence, elle héberge aujourd'hui de nombreux comptes aux multiples revendications féministes. Ces derniers peuvent s'entraider à améliorer leur visibilité, pour obtenir davantage d'abonnées et donc obtenir plus de résonance. Par exemple, Emanouela Todorova est souvent invitée à faire des lives en direct sur d'autres

comptes féministes pour parler de son projet @disbonjoursalepute. C'est le cas du live d'E.Todorova sur le compte @Moodz (culotte menstruelle).



Le Web féminisme, ainsi que le féminisme en lui-même renvoient à des réalités différentes. Autrement dit, la plateforme Instagram réunit de nombreuses femmes aux intérêts, à l'idéologie différenciée mais elle réunit également celle aux mêmes intérêts, à la même identité politique, qui, par l'émission ou par la réception de contenu, militent pour la même cause féminine. Le réseau social devient donc à cet égard un nouvel «*espace de la cause des femmes* » pour reprendre l'expression de Laure Bereni, qui a vu apparaître une véritable communauté en ligne. Cette dernière a créé le concept d'*espace de la cause des femmes* » afin de repenser l'architecture des luttes pour la cause des femmes, afin de restituer la pluralité et l'hétérogénéité des positionnements et des mobilisations qui constituent les mouvements féministes. Les outils technico-discursifs mobilisés accompagnent et dressent leurs discours militants. Il se produit une performativité des actions en ligne qui reconfigure les formes du militantisme féministe et qui peut conduire à l'activation de l'*espace de la cause des femmes*. Élaboré en 2015 par Laure Bereni, le concept d'*espace de la cause des femmes* est différent de la notion de « mouvement des femmes ». En effet, ce dernier ne se réduit pas aux associations

féministes et comprend une plus grande pluralité de ces mobilisations<sup>70</sup>. Nous souhaitons ici reprendre ce concept, en l'utilisant au sens de « mouvement des femmes » qui forment un espace commun à leurs revendications. Cet espace commun, qui naît en ligne, a néanmoins une capacité à s'exporter hors-ligne, ou du moins hors de la plateforme Instagram. C'est en cela que nous le qualifions de « potentiellement mobilisable ». Si comme nous l'avons vu E.Todorova se mobilise pour mettre en lumière les témoignages de nombreuses femmes sur la plateforme, par la publication de contenu, et que les utilisateurs-trices se mobilisent par l'approbation de celui-ci (par le like, le commentaire ou le partage), les créatrices de compte savent également mobiliser hors de celle-ci. En effet, elles relaient souvent des publications provenant d'autres comptes, des articles, des vidéos, et autres publications en ligne invitant à quitter la le réseau social pour se rendre sur d'autres espaces numériques, qui ont un lien avec les sujets abordés. Par conséquent, nous trouvons aussi intéressant de mettre en exergue le fait que le compte @disbonjoursalepute n'aborde pas uniquement l'harcèlement de rue, mais évoque quelques fois également toutes violences comme le « revenge porn », ou le « sexthing ».

De plus, les créatrices des comptes ne sont généralement pas uniquement à l'origine de leur compte Instagram, elles produisent également d'autres contenus en dehors de celui-ci. La plupart réalisent par exemple des podcasts, et les partagent ensuite via leur compte Instagram : c'est le cas de Emanoula Todorova (@disbonjoursalepute) qui sort très prochainement un livre sur le harcèlement de rue, et qui a le projet de créer une application numérique contre le harcèlement de rue.

Par ailleurs, il est important de souligner le fait que nous utilisons la notion de communauté virtuelle à l'échelle d'un seul compte, celui de @disbonjoursalepute. La bienveillance et l'entraide en sont les fondements. Bien que cette communauté virtuelle ne soit pas purement démocratique, puisque c'est la modératrice qui gère le contenu publié, elle se constitue en communauté dans la mesure où elle réunit les mêmes personnes sur un même espace numérique. Les utilisateurs, parmi l'intégralité des abonné(e)s du compte, font donc partie d'une communauté, la communauté @disbonjoursalepute. Cependant, il nous semble que la nouvelle communauté féministe sur Instagram s'étend au-delà d'un seul compte. En effet, de nombreux utilisateurs qui suivent notre compte de référence dans le cadre de notre étude suivent également d'autres comptes.

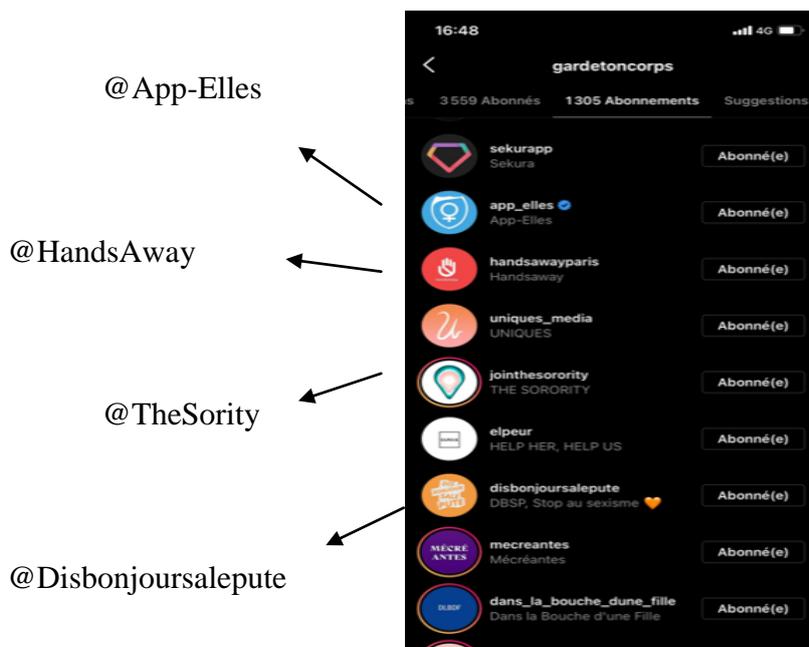
---

<sup>70</sup> Penser la transversalité des mobilisations féministes : l'espace de la cause des femmes, hal shs

« Je suis beaucoup de comptes qui parlent de l'insécurité féminine dans l'espace public : @assumetonfeminisme, @endolorix, @Dans\_la\_bouche\_dune\_fille [...] @sexisme\_ordinaire\_stop. Elles parlent toutes de plusieurs sujets différents tous liés au sexisme et par extension à l'insécurité féminine. Les comptes sont tous plus ou moins similaires mais certains vont plus tendre à un sujet que d'autres »

De plus, les comptes féministes se suivent mutuellement, par exemple le compte Instagram de l'application numérique «Garde ton corps » suit le compte @disbonhoursalepute et vice versa. La communauté féministe en ligne se dessine à l'échelle de la plateforme Instagram et non pas seulement à l'échelle d'un compte. Celles-ci soutiennent d'ailleurs leurs activités réciproques en likant, commentant ou partageant leurs contenus entre elles. A travers notre étude nous avons constaté l'importance des stories, qui est par ailleurs central dans l'entretien de cette communauté, car ce format autorise le partage rapide d'une publication dans laquelle un.e utilisateur.trice est tagué.e, ce qui permet donc l'élargissement de la communauté numérique, par la diffusion de la publication en question à de nombreux cercles différents.

paroles individuelles qui deviennent par la suite une parole publique, à compter du moment où elles sont agrégées et ca a été relayé par les médias et les politiques, et c'est devenu une cause publique devenue au centre du débat public



« Je ne me souviens pas exactement, mais j'ai créé mon compte Instagram uniquement pour ce genre de contenu alors je suppose que j'étais abonnée à un compte féministe qui était abonné à disbonjoursalepute » (Laure).

« Je ne me rappelle plus vraiment comment j'ai découvert ce compte, mais ça doit probablement être via la story Instagram d'un autre compte féministe » (Justine).

« Au travers de repost en stories des publications de ce compte » (Marie).

« Je me suis abonnée à des pages féministes et cela m'a permis de découvrir disbonjoursalepute » (Elodie)

Aussi, le partage en ligne de l'expérience du harcèlement permet d'engager un **travail commun de mise en scandale**. Il passe par la confession personnelle et individuelle, anonymisée. Son aspect cumulatif vise les représentations collectives. L'exposition de l'intimité, déjà très présente en ligne, trouve ici une mise à l'échelle qui confère une dimension planétaire au phénomène du harcèlement. La mutation de la présentation de soi en ligne affecte l'émergence du comportement social de la 4e vague féministe, proche du « zéro tolérance» (#BalanceTonPorc). De plus, elle permet le passage d'une conscience individuelle à une conscience collective, propice à la recherche de solutions politiques inédites. Le féminisme sur le web est composé de petites communautés agissantes qui, en dépit de leur fragmentation, participent toutes d'un plus vaste mouvement social. Les féministes s'adressent également à des personnalités politiques favorables à leurs causes pour que leurs revendications aboutissent à des modifications de textes législatifs ou réglementaires (la ministre Marlène Schiappa invitée sur le compte @disbonjoursalepute).



Toutes ces actions largement publicisées se sont traduites par une forte hausse des plaintes pour viols et agressions sexuelles. Elles ont aussi vu se lever via les réseaux sociaux des voix de femmes non militantes, mais sensibilisées et engagées dans la cause des femmes. Le web, bruit de cette parole publique qui se décline aussi dans les médias et dans la rue, a conduit à placer l'égalité entre les sexes et l'émancipation de toutes les femmes comme une question capitale dans la transformation de notre société (Jouet). Nous pouvons nous demander si nous allons vers une prise de conscience digitale du sujet du harcèlement ?

Il existe de nombreux travaux qui portent sur la relation entre technologie et genre qui ont posé la question en termes de pouvoir, souvent pour analyser la technologie comme moyen, lieux et pratiques de domination (matérielle ou symbolique), mais aussi pour défendre l'idée qu'elle peut être outil de résistance et d'empowerment (par exemple Wajcman, 2004 ; Faulkner, 2001 ; Plant, 1996 ; Omrod, 1995 ; Haraway, 1990). C'est ce que nous allons étudier dans la troisième partie de ce mémoire.

### **III) Les applications numériques : une « coprésence virtuelle » au sein de l'espace public qui « lutte » contre le harcèlement de rue et le sentiment d'insécurité à Paris ?**

Dans cette troisième partie, nous nous posons la question de l'intérêt de ces applications numériques contre le harcèlement de rue. Nous allons essayer de mettre en lumière les bienfaits de ces outils, mais aussi leurs ambivalences dans la lutte contre le sentiment d'insécurité des femmes.

Depuis l'affaire Harvey Weinstein, les voix se sont multipliées pour dénoncer les violences auxquelles font face les femmes. En France, les hashtags #balancetonporc ou bien #balancetonstage ont permis à certaines d'entre elles de dévoiler leurs craintes et les agressions qu'elles ont subies, notamment grâce au témoignage qui a permis « la publicisation de la parole privée » (Partie 2). Mais malgré tout, nombreuses sont celles qui ressentent de la peur quand il s'agit de rentrer à leur domicile tard le soir, d'aller faire du sport dans l'espace public ou simplement quand il s'agit de rentrer à leur domicile. A ce titre, il est intéressant de

se demander si la publicisation du harcèlement de rue et la création d'applications numériques visant à lutter contre ce fléau n'est pas paradoxalement un facteur anxiogène additionnel quant au sentiment d'insécurité des femmes dans leur pratique de l'espace public.

Comme le montre un sondage IFOP de 2018<sup>71</sup>, au cours de leur vie, 8 françaises sur 10 ont déjà été confrontées à au moins une forme d'atteinte ou d'agression sexuelle dans la rue ou au sein des transports en commun. D'après un sondage réalisé en 2015 par le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) dans les transports publics, 100% des femmes à Paris ont été victimes d'une agression sexiste dans les transports en commun. En 2018, un rapport sur les femmes et les espaces publics a été réalisé par le centre Hubertine Auclert à la demande de la présidente de la Région Ile de France, Valérie Pécresse. Ce rapport propose 17 mesures pour la politique régionale pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la rue, les transports et les espaces de loisirs. La huitième mesure proposée consiste à *poursuivre et renforcer le développement des applications visant à signaler des violences ou faits de harcèlement de rue*<sup>72</sup>. Ainsi, les applications mobiles peuvent constituer un outil de lutte, d'écoute et d'accompagnement pour les femmes victimes de violences sexistes ou sexuelles. Par ailleurs, une étude publiée en 2017 par l'Institut national d'études démographiques (INED) démontre que les violences dans l'espace public touchent davantage les jeunes femmes (58 % des femmes de 20 à 24 ans) et interviennent le plus souvent dans les grandes villes, et plus particulièrement en Île-de-France. Ainsi, ces outils sembleraient particulièrement adaptés au public cible. Les quatre applications de notre corpus d'étude possèdent de nombreux points communs comme la fonctionnalité « Alerte » pour prévenir un tiers en cas de danger, mais leur approche est différente et amène à une réflexion différenciée, mais complémentaire sur les questions de violences sexistes et sexuelles et le sentiment d'insécurité qui en découle.

Aujourd'hui, il y a un véritable intérêt à s'intéresser au développement du numérique dans le domaine social. En effet, nous constatons que la technologie s'est considérablement développée dans la lutte pour l'égalité homme-femme dans l'espace public. Des start-up semblent avoir trouvé une solution en s'appuyant sur les nouvelles technologies. En effet, depuis quelques années voire quelques mois, nous pouvons observer un essor des applications numériques visant à lutter contre le harcèlement de rue, les violences sexistes et sexuelles

---

<sup>71</sup> [https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/05/harcelement\\_public\\_cp\\_ifop.pdf](https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/05/harcelement_public_cp_ifop.pdf)

<sup>72</sup> <https://m.centre-hubertine-auclert.fr/sites/default/files/fichiers/rapport-femmes-espaces-publics-fev2018-hyperliens.pdf>

(Sekura, Mon chaperon, App-Elles etc). Ces dernières proposent des fonctionnalités sécuritaires diverses comme des fonctions « alertes » pour avertir des personnes tiers en cas d'agressions, par exemple. Elles proposent également le plus souvent des services qui mettent en lien les individus entre eux, afin de créer des communautés bienveillantes d'écoute et de soutien. Leur objectif est d'apporter « des solutions concrètes » au harcèlement de rue, tout en mettant l'humain au cœur de leurs actions : « App-Elles » (Appelles !), « HandsAway » (Bats les pattes !), « The Sorority » (La Sororité), ou encore «Garde ton corps » (Bodyguard 2.0). Cette troisième partie sera consacrée à l'analyse de ces applications numériques dont le but est de permettre aux femmes de reprendre la liberté de circulation dans les rues.

## **A) Les applications numériques, des outils d'empowerment et de réappropriation de l'espace public ?**

Le numérique via les mouvements sociaux ont permis de mettre en lumière et de faire prendre conscience aux individus masculins de l'étendue et du caractère quotidien des violences faites aux femmes, alors même que la plupart étaient ignorants à ces sujets là. Ces derniers sont à priori moins concernés par les violences sexistes et sexuelles, du moins en tant que victimes. De plus, dans une moindre mesure, ils ont permis de légitimer leur importance en « contribuant » au mieux-être des femmes, comme l'ont constaté Léa Thuillier (HandsAway) et Diariata N'Diaye (App-elles) : « *Ce sont les outils que l'on utilisera demain pour essayer de lutter contre les fléaux de cette société* »<sup>73</sup>. Cela dit, nous pouvons nous demander ce qui a été compris du mouvement de libéralisation de la parole des femmes sur les violences dont elles sont victimes. Assistons-nous à une remise en cause du patriarcat ou bien seulement à la mise en lumière d'un phénomène longtemps invisibilisé ? Nous ne sommes pas en mesure de répondre à cette question, mais les approches numériques (les discours autour des applications numériques) et les politiques publiques à l'œuvre semblent aller en direction d'une protection renforcée des femmes, sans pour autant remettre en cause le système social dans lequel le harcèlement de rue s'insère.

---

<sup>73</sup> [chut.media/influence/applications-lutte-violences-sexistes/](http://chut.media/influence/applications-lutte-violences-sexistes/)

Nous pouvons donc analyser si ces nouvelles initiatives socio numériques apparaissent comme des outils potentiellement « appropriés » pour endiguer le fléau social du harcèlement de rue, et pour permettre aux minorités de genre de reprendre leur liberté de circulation dans les rues et se réappropriier l'espace public (espace souvent déserté par ce groupe). C'est en tout cas ce que certaines créatrices d'applications mettent en avant dans leurs discours technophiles contre le harcèlement de rue. Ainsi, dans ce cadre, les femmes peuvent être amenées à utiliser le numérique comme réponse individuelle (en termes d'usage personnel) à un problème collectif. Par ailleurs, il apparaît qu'en tant que système sociotechnique, le téléphone portable est en quelque sorte la continuité de notre corps, un « prolongement de soi ». Autrement dit, c'est un objet omniprésent dans notre quotidien qui nous relie les uns aux autres, et qui pourrait devenir une véritable « arme » au service du bien-être général. *Le format d'une application est dans le but d'être disponible pour le plus grand nombre. Tout le monde possède un Smartphone...les Smartphones individualisent, notre but est de créer un lien dans nos villes*<sup>74</sup> (Pauline Vanderquand, Garde ton corps). Ainsi, face au fléau des violences sexistes et sexuelles, des entrepreneures ont décidé d'agir, d'entreprendre en créant des plateformes pour connecter les femmes entre elles, afin qu'elles s'aident mutuellement. Leur finalité est de créer un climat de confiance au sein des villes. En effet, les mobiles permettent grâce au système de géo-localisation de savoir où l'on se trouve, mais aussi où les autres se situent. Dès lors, il est possible grâce à cette technologie de se rencontrer physiquement. Ainsi, le sentiment d'insécurité serait diminué dans la mesure où les femmes savent qu'à proximité d'elles, en cas de danger, elles peuvent potentiellement bénéficier d'aide et être comprises. De ce fait, nous serions insérés dans une société où chaque individu peut être relié virtuellement à un autre individu, et être mis en relation avec lui de manière physique, nous pouvons appeler cela, la co-présence virtuelle. Notre concept traduirait le sentiment bien réel que d'autres personnes incarnées avec nous dans l'espace virtuel existent. Celles-ci ne sont pas des éléments de décor inanimés ou des Intelligences Artificielles, ce sont de vraies personnes avec qui les femmes peuvent communiquer et interagir grâce à la géolocalisation qui permet ensuite d'interagir physiquement.

Nous avons souvent tendance à penser que les outils numériques nous isolent, nous déconnectent de la sphère réelle. Or, dans notre cas d'étude, les applications numériques permettent de mettre en contact des femmes qui auraient besoin d'aide avec des personnes tiers (femmes ou hommes). Par conséquent, ces dernières ne seraient plus « seules » mais

---

<sup>74</sup> Annexe entretien avec Pauline Vanderquand-Garde ton corps

toutes ensembles reliées par le numérique. C'est dans ce cadre que des applications mobiles qui proviennent d'initiatives citoyennes, utilisant la géolocalisation ont récemment vu le jour. Au travers de l'élaboration de ces outils digitaux, l'objectif de ces structures entrepreneuriales est de faire bouger les lignes pour que la société évolue dans le sens de l'égalité entre les genres, mais est-ce vraiment ce qui se passe ?

Il apparaît très souvent que les femmes victimes de violences se retrouvent isolées et, parfois par manque d'aide extérieurs, se retrouvent dans des situations traumatisantes et mentalement compliquées. Grâce à l'utilisation des nouvelles technologies, des individus peuvent s'entraider dans une sorte d'approche réticulaire, de réseautage, de communauté 2.0. Pour Diariata N'Diaye, fondatrice de l'application « App-elles », le numérique a un rôle important à jouer : « *Il y a eu une réelle prise de conscience grâce au numérique, la libération de la parole s'est faite via les réseaux sociaux [...] Plutôt que d'utiliser la technologie pour créer des applis qui ne servent pas à grand-chose, je trouve intéressant d'utiliser ces outils pour servir une cause* »<sup>75</sup>. Le but est donc de mettre la technologie au service de l'humain.

Ainsi, grâce au numérique les utilisateurs-trices victimes ou témoins d'une agression en cours peuvent **activer instantanément la fonction « alerte »** via un bouton omniprésent sur l'application. Ce bouton permet d'alerter les 50 premières utilisatrices les plus proches de l'individu, que ce soit en ville ou en région rurale : « *les 50 première personnes les plus proches recevront une notification d'appel à l'aide avec la photo, le nom, le numéro de téléphone et la localisation de l'émetteur de l'alerte afin de pouvoir rapidement l'identifier et lui venir en aide. Les membres de la communauté pourront entrer en contact avec l'utilisatrice en danger pour obtenir plus d'informations, la rassurer, la tenir informée de l'intervention en cours, lui donner des conseils, etc. Elles pourront également demander de l'aide via le chat et notifier les membres de la communauté aux alentours via la géolocalisation du fait qu'elles interviennent. Ces échanges permettront de ne pas se sentir seule à intervenir et donc de ne pas avoir peur d'agir. Motiver à agir. Créer cet effet de groupe, de solidarité et d'entraide qui aura un impact significatif sur l'agression en cours et les agressions à venir. L'objectif est de faire en sorte que la menace cesse avant que le délit/crime/traumatisme n'ait lieu* »<sup>76</sup>. Il existe aussi des alarmes sonores à déclencher en cas d'agression. Le but est d'inverser le sentiment de honte en inversant l'effet de sidération. En effet, un agresseur déteste être au centre des intentions. Le but est d'intervenir avant que

---

<sup>75</sup> <https://chut.media/influence/applications-lutte-violences-sexistes/>

<sup>76</sup> [www.jointhesorority.com/application](http://www.jointhesorority.com/application)

l'agression soit commise. Selon Priscilla Routier Trillard (The Sorority) : « *C'est une fois que les faits sont commis, que tu as tous les traumatismes que tu dois prouver les faits, faut juste que ça ne se passe pas car c'est pas normal et on est tous à côté des uns aux autres donc, il faut un outil concret, on a toute un portable entre les mains* ». Les créatrices de l'application The Sorority propose régulièrement des entraînements en condition « réelles » afin de s'entraîner à appuyer sur le bouton d'alerte en désacralisant le fait d'appuyer. Ces derniers permettent de construire et de solidifier et de rendre plus fort ce réseau bienveillant. Les femmes savent que si elles connaissent une situation anxiogène elles pourront compter sur une personne tierce.

Le fondement de ces applications repose sur l'aspect communautaire. En ce sens, l'application The Sorority a créé un concept original. C'est une application destinée uniquement aux minorités de genre. Autrement dit, cette dernière est interdite aux personnes cisgenre. C'est le critère d'acceptation sur l'application, « *ça va être, est ce tu as un vécu de femmes ?, si oui, tu sais de quoi il s'agit* (ndlr les violences sexuelles et sexistes), *tu as vécu une scène de harcèlement. Les femmes comprennent ce que c'est* ». (Priscilla Routier Trillard) La créatrice de l'application précise tout de même que l'application n'est pas contre les hommes, mais uniquement pour les femmes. Selon The Sorority, l'un des principaux objectif de l'outil est de permettre la protection et la sécurité de chacune de manière collective : « *Plus nous serons nombreux dans la communauté, réparties partout, plus nous serons connectées les unes aux autres et plus nous serons en mesure d'assurer concrètement notre sécurité* »<sup>77</sup>. (Priscilla Routier Trillard). Cette application met à disposition un outil complet de partage et d'échange entre les utilisatrices. La finalité est de favoriser et faciliter l'entraide entre chacune.

## **Sororité**

L'application intègre au centre de sa démarche et de ses services la notion de sororité. Cette dernière est l'équivalent féminin de la fraternité. A travers cette notion l'application The Sorority veut donner le pouvoir aux femmes en leur permettant et leur donnant les moyens d'agir<sup>78</sup>. L'utilisation féministe de ce terme provient des années 1970 (deuxième vague du féminisme) afin de faire entrer dans le langage commun l'équivalent féminin de fraternité. En

---

<sup>77</sup> [www.jointhesorority.com/application](http://www.jointhesorority.com/application)

<sup>78</sup> [www.jointhesorority.com/application](http://www.jointhesorority.com/application)

réaction, à la notion de brotherhood (fraternité), les mouvements féministes vont utiliser le terme de sisterhood (sororité) pour souligner l'expression de la solidarité entre femmes : *la sororité désigne les liens entre les femmes qui se sentent des affinités, ont un vécu partagé dû à leur même condition féminine et au statut social qui y est alors lié*<sup>79</sup>. Selon Karl Marx, dans une analyse en termes de classe sociale, une solidarité féminine ne pouvait exister. Pour lui, il ne peut pas y avoir de lutte commune entre des femmes issues de classes bourgeoises et des femmes issues de classes ouvrières. Nous pouvons souligner que cette notion peut faire débat. En effet, une certaine critique voit le jour via le mouvement *black feminism* américain. Pour bell hooks, il n'y a pas d'oppression commune et le féminisme omet les oppressions de classe et de race qui masquent les dominations des femmes noires et/ou issues de milieux paupérisés. De plus, les mouvements féministes ont aussi diffusé l'utilisation du mot d'«adelphité ». Celui-ci désigne un même sentiment de confiance, de complicité et de solidarité dans une relation entre deux ou plusieurs personnes, quel que soit leur genre. Souvent on utilise le mot fraternité mais ce terme n'apparaît pas universelle neutre. Florence Montreynaud, historienne, fondatrice des Chiennes de garde et animatrice de La Meute, propose de le remplacer par «adelphité ». Ce mot *désigne un sentiment entre fraternité et sororité*. En français, sœur et frère proviennent de deux mots différents. Le terme adelphité provient de la racine grecque adelph- qui a donné les mots grecs signifiant sœur et frère. La langue française n'a pas pu ressentir ce manque avant la fin du 20<sup>ème</sup> siècle car il fallait que les hommes et les femmes se sentent comme des égaux, ce qui n'était pas le cas. L'usage du terme sororité est peu utilisé, notamment dans les discours universitaires. Cette notion avait été utilisée par Ségolène Royal lors de la campagne présidentielle de 2007 dans un meeting où les femmes étaient au centre de son discours, à la veille de la journée internationale des femmes. L'usage de ce terme lui avait été reproché de "fabriquer des mots" « Liberté, égalité, sororité ». L'application repose donc sur la volonté de créer un réseau exclusivement féminin et bienveillant pour améliorer la condition des femmes face aux agressions sexistes et sexuelles, mais également pour améliorer leurs conditions à toutes les strates de la société. Nous pouvons utiliser la notion d'empowerment à l'égard de ces applications car elles offrent des espaces aux femmes leur permettant entre elles d'échanger des conseils, des compétences ou des contacts afin de s'épanouir. Ces outils permettent de relier les femmes entre elles : en cela c'est une innovation nouvelle importante. *« J'ai constaté qu'aucune initiative de ce genre et de cette envergure n'avait été tentée. Et pour celles qui l'étaient via des associations, elles*

---

<sup>79</sup> [fr.wikipedia.org/wiki/Sororité\\_\(féminisme\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Sororité_(féminisme))

*n'étaient malheureusement pas connectées entre elles* » (Priscilla, The Sorority). Dans la fonction épanouissement de l'application The Sorority, les utilisatrices peuvent renseigner leurs compétences, leurs passions et leurs intérêts. Les domaines peuvent aller d'une pratique sportive, spirituelle à l'entrepreneuriat en passant par une expertise juridique ou financière. Il y a autant de domaines traités que d'utilisatrices sur l'application<sup>80</sup>.

Encadré 1.

*« Les femmes constituent le principal groupe victime de l'oppression sexiste. À l'instar d'autres formes d'oppression collective, le sexisme est perpétué par des structures institutionnelles et sociales ; par les individus qui dominent, exploitent ou oppriment ; et par les victimes elles-mêmes, amenées par la socialisation à adopter des comportements qui les rendent complices du statu quo. L'idéologie de la suprématie masculine incite les femmes à penser qu'elles ne valent rien tant qu'elles ne sont pas liées ou unies à des hommes. On nous enseigne que les relations que nous entretenons les unes avec les autres amoindrissent notre expérience au lieu de l'enrichir. On nous enseigne que les femmes sont « naturellement » ennemies des femmes, que la solidarité n'existera jamais entre nous parce que nous ne pouvons et ne devons pas nous unir les unes aux autres. Nous avons bien appris ces leçons. Nous devons les désapprendre pour construire un mouvement féministe durable. Nous devons apprendre à vivre et à travailler dans la solidarité. Nous devons apprendre le véritable sens et la vraie valeur de la sororité. » (Bell Books)<sup>81</sup>*

De plus, ces applications apportent une réponse à ce qu'on appelle l'effet du témoin (appelé aussi « effet spectateur » ou « effet Kitty Genovese »), en anglais « bystander effect ». Cet effet est issu d'un phénomène psychosocial des situations d'urgence dans lesquelles le comportement d'aide d'un sujet est inhibé par la simple présence d'autres personnes sur les lieux. Ainsi, la probabilité d'aider une victime est alors plus forte quand l'intervenant se trouve seul que lorsqu'il se trouve en présence d'une ou de plusieurs personnes. Autrement dit, plus le nombre de personnes qui assistent à une situation exigeant un secours est important, plus les chances que l'un d'entre eux décide d'apporter son aide est faible. Avec ces applications le but est donc de mettre « officieusement » la responsabilité d'agir sur une

---

<sup>80</sup> [joinTheSorority.fr](http://joinTheSorority.fr)

<sup>81</sup> [www.club-50plus.ca/forum/vous-m-en-direz-tant--t76994.html](http://www.club-50plus.ca/forum/vous-m-en-direz-tant--t76994.html)  
[eminismelibertairebxl.wordpress.com/bibliotheque/](http://eminismelibertairebxl.wordpress.com/bibliotheque/)

seule personne qui va se sentir concernée et qui va se sentir important d'intervenir. Ainsi, si 50 personnes se sentent concernées car ne sachant pas qui il y a à proximité et qui peut intervenir va intervenir pour aider la victime<sup>82</sup>

Aussi, il est très courant que les femmes victimes d'harcèlement de rue subissent ce qu'on appelle l'effet de sidération. Celui-ci est « *une impossibilité à contrôler le stress et y répondre* », explique Muriel Salmona, psychiatre et psychotraumatologue, présidente de l'association Mémoire traumatique et victimologie, spécialiste du sujet. Ainsi ces applications numériques permettent de demander à quelqu'un d'agir à sa place qui aura le recul nécessaire pour intervenir.

De plus, sur ces applications, la **géo localisation** a une place très importante, nous pouvons le voir avec l'application App-Elles où il suffit de sélectionner un secteur géographique pour obtenir des informations proche de sa situation géographique. La géo localisation permet est utilisé également afin de voir le trajet d'une personne en danger en direct, permet de voir où se situent les femmes en danger, de relier des gens entre eux, les aidées et les aidants. Cette application possède une carte collaborative, solidaire, et participative nommée *Once Upon a map*. L'objectif de celle-ci est de recenser l'ensemble des structures d'aide et d'accueil. Les restaurants peuvent faire leur promo en échange, les femmes peuvent se rendre dans un lieu partenaire pour être plus tranquilles. Ainsi l'outil *Once upon a map* est un outil de recherche et de communication qui permet de trouver des informations de façons simples et rapides en géo localisant les structures les plus proches de sa position géographique.

## **2) De la « Smart City » à la « Safe City » ?**

### **Innovation sociale et insécurité féminine**

A première vue, les innovations technologiques semblent être des outils qui permettent de retrouver un sentiment de légitimité à se mouvoir dans la ville. En ce sens, les applications numériques de lutte contre le harcèlement de rue semblent être de nouveaux moyens de

---

<sup>82</sup> [fr.wikipedia.org/wiki/Effet\\_du\\_témoign](https://fr.wikipedia.org/wiki/Effet_du_témoign)

**réappropriation de la rue, de l'espace public** en tout cas pour des entrepreneures issues de la génération Y. Aussi appelées, digital natives, celles-ci sont nées entre les années 1980 et 2000. Cette génération a pour caractéristique d'être sensible à la culture numérique et aux nouvelles technologies. Par ailleurs, elle se définit aussi par un besoin d'autonomie, par la recherche de sens.

Nous pouvons adapter à notre étude la théorie des **innovations ascendantes**<sup>83</sup> de l'économiste au MIT Eric Von Hippel. En effet, ces applications numériques apparaissent comme des innovations citoyennes créées par des "amateurs" (question du rôle des usagers). Elles sont le fruit de femmes entrepreneures qui n'ont pas d'expérience dans le domaine de l'insécurité féminine, sauf Diariata Ndiaye (App-elles) qui s'est formée auprès de spécialistes des questions du genre, et qui était auparavant déjà une activiste. Mais, ce n'est pas le cas, par exemple, des fondatrices de l'application Garde ton Corps, qui sont à l'origine masseuse, ostéopathe et artiste plasticienne. Aussi, il est intéressant de montrer que ces innovations sont souvent le résultat d'une colère sourde, d'une histoire personnelle marquée de cas d'agressions sexistes ou sexuelles. C'est le cas d'Alma Guirao, fondatrice du projet HandsAway en 2016 : *Il y a quelques temps, j'ai vécu l'agression sexiste de trop [...] je me suis dit qu'il y avait quelque chose à faire avec le numérique*<sup>84</sup>. Ainsi, nous pouvons intégrer dans notre analyse la notion de trajectoire sociale pour évoquer le fait que ces applications naissent d'une trajectoire sociale spécifique marquée par un vécu, une histoire liée à des formes de violences, qui ont fait que ces femmes ont été amenées à agir et à entreprendre une carrière entrepreneuriale « féministe ».

D'après Dominique Cardon, l'innovation ne prend pas naissance dans le marché, mais chez des utilisateurs qui ont un engagement intense, passionné et ingénieux dans l'activité que leur invention va transformer (Cardon, 2019). Ces applications apparaissent alors comme des innovations sociales dans le sens où elles changent les pratiques et les habitudes afin de répondre à une situation sociale jugée insatisfaisante. Nous pouvons utiliser la notion de social tech pour définir ces projets entrepreneuriaux féministes. La social tech se définit comme « *l'usage de la technologie au service de l'action sociale, sociétale et citoyenne comme agir sur les inégalités, tisser de nouvelles solidarités, ou produire de l'innovation sociale. En mobilisant des capacités technologiques, le social tech promet à chacun la*

---

<sup>83</sup> Cardon, Dominique. « Innovations ascendantes », , Culture numérique. sous la direction de Cardon Dominique. Presses de Sciences Po, 2019, pp. 101-110.

<sup>84</sup> <https://www.lesinrocks.com/cheek/handsaway-alma-guirao-311090-04-10-2016/>

*capacité d'agir au service de l'intérêt général, ce mouvement est fondé sur la solidarité »<sup>85</sup>. La finalité est de mettre à profit les outils numériques pour avoir un impact social. L'impact social sera analysé un peu plus tard.*

En France, le Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS) définit l'innovation sociale comme consistant à *élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions actuelles du marché et des politiques sociales, en impliquant la participation et la coopération des acteurs concernés, notamment des utilisateurs et des usagers. Ces innovations concernent aussi bien le produit ou le service, que le mode d'organisation, de distribution, dans des domaines comme le vieillissement, la petite enfance, le logement, la santé, la lutte contre la pauvreté, l'exclusion, les discriminations...*<sup>86</sup>. Cette impulsion naît d'un besoin éprouvé, d'une insuffisance des pouvoirs publics pour répondre à ce dernier. Par exemple, le budget alloué à la question des violences faites aux femmes correspond à 0,0066 % du budget de l'Etat, soit le plus petit budget de l'État<sup>87</sup>. Sans doute de manière utopique, ces applications numériques en tant qu'innovations sociales ont pour finalité de diminuer le harcèlement de rue quand on sait que c'est un problème de construction sociale inséré dans une société patriarcale.

Pour la politologue Louise Dandurand (2015), l'innovation sociale est souvent le fruit d'initiatives citoyennes. Celles-ci tentent de résoudre un problème social, en intégrant les usagers, en s'inscrivant dans un objectif d'idéal social (une aspiration). Autrement dit, « L'innovation sociale serait donc l'initiative des personnes et des groupes qui éprouvent le problème ou qui visent un idéal social pour eux-mêmes [...] ils en assumeraient la direction et les principales responsabilités » (Cloutier, 2003). L'innovation sociale serait donc le fruit d'une impulsion provenant du bas, dans une logique de « Bottom up » (Hillier, 2004), qui est à la base du processus d'innovation sociale, traduisant un processus d'empowerment (Hillier, 2004). Ces innovations sociales permettent un empowerment collectif, mais aussi individuel. En effet, ce dernier réside dans un processus d'apprentissage visant à valoriser les individus et à développer leur autonomie ainsi que leurs connaissances et leurs compétences (savoir faire et savoir être) afin qu'ils puissent répondre à leurs propre besoin (Cloutier, 2003)<sup>88</sup>.

---

<sup>85</sup> <https://digital-society-forum.orange.com/fr/les-forums/882-la-social-tech-le-numerique-au-service-de-linnovation-sociale>

<sup>86</sup> <https://www.avise.org/decouvrir/innovation-sociale/innovation-sociale-de-quoi-parle-t-on>

<sup>87</sup> <https://www.elle.fr/Societe/News/Budget-accorde-aux-droits-des-femmes-ou-en-est-on-vraiment-3512054>

<sup>88</sup> [http://base.socioeco.org/docs/\\_index33.pdf](http://base.socioeco.org/docs/_index33.pdf)

*Le fait de savoir qu'en cas de souci je peux leur demander de l'aide, c'est très sécurisant, dans ces moments là on n'a pas trop le temps de réfléchir, donc on fonce.* (Justine, utilisatrice de l'application Garde ton corps, source : France inter).

Si ces outils peuvent aider certaines femmes, il paraît nécessaire de questionner ces outils numériques et leur performativité à une échelle plus grande que celle de l'individu. En effet, il semble nécessaire et justifiée de questionner l'aspect émancipatoire de ces applications numériques. Même si ces dernières, comme nous l'avons constaté lors de nos recherches, rassurent certaines femmes lors de leurs déplacements, et qu'elles permettent de trouver des informations importantes pour aider les victimes, elles réaffirment à toute la nécessité de se protéger et ainsi l'idée qu'elles sont davantage vulnérables, ce qui est paradoxal. En effet, ces outils numériques se définissent comme des moyens permettant l'empowerment, mais cela doit être remis en question. Ces applications promeuvent la liberté de circuler dans la ville, mais elles semblent sélectionner certains lieux au détriment d'autres. Ainsi, il y aurait des lieux sécurisés et d'autres non. Il y aurait des endroits où les femmes peuvent aller, circuler et d'autres non. De plus, nous pouvons nous interroger sur l'acceptabilité de ces outils auprès des femmes : *«Je ne sais pas si les femmes ont envie de se dire qu'elles ont besoin de ça (ndlr applications numériques) pour pouvoir exister, être autonome, sortir »* (Lieber)<sup>89</sup>.

## **Des solutions sécuritaires face à un problème social général**

Comme nous l'avons vu, de nombreuses applications au travers de leurs services prétendent sécuriser l'espace public en mettant le numérique au service de l'innovation sociale. Ces innovations techniques s'insèrent dans ce qu'on appelle la *Smart city*, la ville intelligente en français. Cette notion, non académique, désigne selon la définition de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), *un nouveau concept de développement urbain (...) permettant d'améliorer la qualité de vie des citoyens en rendant la ville plus adaptative et efficace, à l'aide de nouvelles technologies qui s'appuient sur un écosystème d'objets et de services*<sup>90</sup>. Autrement dit, des villes qui utilisent les innovations technologiques pour améliorer la qualité de vie de ses habitants. La connectivité est au cœur de cet écosystème. Pour notre étude, nous pouvons utiliser le terme de *Smart City humaine*

---

<sup>89</sup> <https://www.socialter.fr/article/ces-applications-peuvent-elles-mettre-fin-au-harcelement-de-rue-8>

<sup>90</sup> <https://www.cnil.fr/fr/definition/smart-city>

pour désigner le fait que ces applications numériques se situent, se présentent à contre-courant de la vision technocratique, avec toutes les dérives qui font débats (flicage, surveillance de masse, ou bien encore la fuite des données). La start-up Ocean Pink qui héberge l'application Garde ton corps est insérée dans un programme de Smart City, donc de numérisation des villes et participe aussi à la social tech (le numérique au service de l'innovation sociale) qui répond au carence de la société à l'aide du numérique. L'objectif est de mettre à profit les outils numériques pour avoir un impact social. De plus, ces initiatives s'intègrent dans une conception de la ville que l'on peut appeler « Safe ». Nous pouvons alors utiliser la notion de « Safe city ». Cette notion est la déclinaison sécuritaire de la Smart City. Nous employons ce concept, non pas dans sa forme courante qui consisterait à assimiler l'approche sécuritaire à la surveillance de l'espace public, mais bien en lien avec l'utilisation du numérique au service de l'humain, de sa sécurité et de celles des autres en connectant les femmes et les hommes, afin de « réduire » les violences sexistes et sexuelles, et de diminuer le sentiment d'insécurité des femmes dans l'espace public. De cette façon, la technologie semble être un outil au service de la sécurité en géo localisant les victimes et en prévenant les individus les plus proches en cas de danger.



D'ailleurs, l'application *Garde ton corps* » s'inscrit également dans cette perspective. Elle se présente comme un « bodyguard 2.0 » et promeut le côté « Safe » de son application en plaçant la notion de « Safe city » au cœur de sa communication digitale. En effet, comme son nom le sous-entend, cette plateforme permettrait de protéger les femmes contre les violences, surtout lors de leur trajet nocturne (comme nous l'avons vu plus haut, la nuit n'est pas plus dangereuse pour les femmes que le jour, mais le sentiment d'insécurité y est plus présent). En outre, comme nous le savons, le sentiment d'insécurité est amplifié lors de ces déplacements. Avec ces services, « je sors » et « je voyage », elle permettrait de rendre la ville plus « sûre » en proposant à des structures qui accueillent du public de devenir des « Safe Place », autrement dit des lieux sécurisés, grâce à la mise en place de partenariats avec des acteurs locaux. L'innovation a un impact sur le territoire local car cette plateforme fédère un réseau de bars et de lieux de vie nocturne, des boutiques, des bureaux de tabac etc. qui accueillent les individus qui se sentent en danger, en détresse, en insécurité. Dès lors, les utilisatrices peuvent s'y rendre en montrant au préalable le logo de l'application à l'entrée de l'établissement. Ces « Safe Place » deviennent des lieux refuges et sont considérés comme SAS d'accueil. A ce titre, ceux-ci s'engagent à venir en aide aux victimes et à appeler la police en cas de forces majeures. Ensuite, *Garde ton corps*, avec une autre fonctionnalité « Je voyage » propose aux structures hôtelières de faire partie de sa liste d'hôtels engagés, pour sécuriser les touristes pendant leurs séjours. Les voyageurs peuvent choisir de réserver une chambre dans un hôtel directement via l'application car ils s'y sentiront plus en sécurité. Aussi, nous constatons un intérêt des villes, des pouvoirs et des entreprises publics pour ces outils numériques. Les collectivités locales aident les start-up à se développer en les aidants sur la conception technique de leur projet, mais également de manière financière, grâce à des subventions. C'est le cas pour l'application *Garde ton corps*. La ville d'Aix-en-Provence a acheté l'application pour 20 000 euros et l'a met à disposition gratuitement pour toutes ses habitantes. La start-up *Ocean Pink* se prépare à signer des contrats avec d'autres collectivités « Nice nous l'a demandée (ndlr l'application)»<sup>91</sup>. (Caroline Pheng, *Garde ton corps*). Ces engagements traduisent donc une réelle prise de conscience générale de la société civile de l'intérêt de mettre en œuvre une « *communauté de ceux qui veulent rendre nos villes plus sûres et redonner envie à tous de sortir en toute sécurité* » (*Garde Ton Corps*). En retour, les bars et les restaurants gagnent en visibilité auprès des utilisatrices et proposent leurs événements directement sur l'application. Concrètement, l'application va géo-localiser

---

<sup>91</sup> <http://www.smartcitymag.fr/article/436/garde-ton-corps-lappli-mobile-compagne-des-femmes>

l'endroit le plus proche auquel il y a un partenariat. Les femmes peuvent donc choisir leur lieu de Safe Place dans tout le dispositif déployé dans le réseau urbain. « *Le but de cette application est de mettre le numérique au service des citoyens de la ville, engagés dans une certaine idée du bien commun.* » (Garde ton corps). Cependant ce genre de mesures peut contribuer à rendre les femmes responsables de leur insécurité, ce qui pose certaines questions.

Ainsi, ces outils numériques profitent-ils à tous ? A quels citoyens profitent ces applications ? Nous pouvons mettre en exergue les effets pervers, ambivalents quant à ce genre de ce système cartographique. Ce dispositif risque d'avoir un effet contradictoire par rapport au but initial envisagé par l'application. En effet, nous pouvons imaginer que si certaines femmes envisagent avant même de sortir de chez elles, ce genre de pratique d'évitement, cela peut créer des situations anxiogènes. En se contraignant d'aller dans un lieu plus que dans un autre, parce qu'elles savent que c'est une « Safe Place », cela entrave la liberté de circulation des femmes dans l'espace public. Par conséquent, cette cartographie de « Safe Place » conduit à renforcer l'autocensure, les interdictions implicites faites aux femmes de circuler dans des espaces non quadrillés ou spécifiquement protégés. Aussi, la start-up a récemment mis en place une fonctionnalité « Je signale ». Par conséquent, chaque utilisatrices peut signaler un sentiment d'insécurité, un cas de harcèlement, un cas d'agression ou un cas violence conjugale. Garde ton corps précise que tous les signalements sont transmis aux villes concernées et aux autorités compétentes. *C'est grâce aux signalements qu'il sera possible de changer cette atmosphère anxiogène et dangereuse, principalement pour les femmes dans nos villes* (Garde ton corps).

Alors, il convient d'analyser cette promesse car les initiatives sont loin d'être exemptes de paternalisme. Ces applications agissent et cherchent à protéger les femmes en situation urbaine. Mais, elles ont tendance à imposer un contrôle social des corps des femmes, une domination sous forme de protection bienveillante, alors que le sentiment d'insécurité ressenti par les femmes lorsqu'elles circulent dans les espaces publics est lui-même *un des moyens grâce auquel les femmes sont contrôlées dans l'espace public.* (Lieber, 2003).

De plus, si nous devons faire une typologie des politiques publiques menées dans le but de résoudre le fléau de l'insécurité féminine dans l'espace public, nous pourrions reprendre celle de l'italienne Rosella Selmini (1998) qui regroupe les initiatives en deux catégories : La première action s'intitulerait « sécurité des femmes », et la seconde «

approche globale de la sécurité »<sup>92</sup>. D'après Selmini, concernant les actions pour la sécurité des femmes, les actions répertoriées consistent en des interventions axées sur la vulnérabilité féminine. Ainsi, les femmes connaîtraient une exposition « naturelle » plus importante aux risques d'agression. Or, cela participe à placer les femmes dans une catégorie à « risques particuliers », dont elles seraient responsables du fait d'un rapport social vu comme étant naturel. Pour cette auteure, l'existence de telles politiques n'est donc pas adéquate. Au sujet des politiques publiques, c'est une critique que l'on retrouve chez de nombreuses féministes. Ainsi, prendre en compte l'expérience sociale des femmes dans ces politiques apparaît problématique et ambivalent, dans le sens où les leviers d'actions qui visent à une plus grande émancipation des femmes ne sont pas toujours efficaces. Certaines actions sont contre-productives. Placer les femmes au centre des politiques publiques n'est pas toujours synonyme d'une déconstruction et d'une remise en question des « rapports sociaux de sexe ».

Donc, ces applications numériques comme la majorité des mesures privilégiées (par les parents à travers l'éducation ou bien par les pouvoirs publics) se centralisent sur les femmes, qui doivent prendre leurs précautions ou bien être protégées. Les applications mettent l'aspect sécuritaire au cœur de leurs actions. Elles tendent à répondre à la question des violences sexistes et sexuelles par le biais de la sécurité. Par conséquent, elles traduisent le fait qu'ils faillent protéger les femmes, car elles sont perçues comme plus « vulnérables ». Dès lors, en plus de l'intérêt de questionner cette vulnérabilité, il y aurait des individus que l'on doit protéger et d'autres non. Cela contribue à classer certains groupes comme légitimes et d'autres comme dangereux ou indésirables, et certains individus comme autonomes quand d'autres sont considérées comme devant être protégées. Nous pouvons faire un parallèle avec les marches exploratoires. Même si elles permettent aux femmes de surmonter leurs craintes et d'acquérir plus d'autonomie (M. Lieber), il faut ajouter qu' [...] *énoncer comme priorité à ces marches, la « sécurité », c'est aussi prédéterminer les apports attendus, et risquer d'instrumentaliser l'expression des participantes dans une perspective uniquement sécuritaire qui risquerait de stigmatiser d'autres usagers des espaces publics* » (Hancock, 2018). Puis, selon Chris Blache, consultante en socio-ethnographie, les acteurs publics se trompent parfois dans leurs approches des questions d'insécurité. Elle préconise surtout aux élus de travailler à rétablir la légitimité des femmes dans l'espace public. Pour elle, les actions à mener ne sont donc pas uniquement d'ordre sécuritaire, « ce n'est pas ça l'élément principal ».

---

<sup>92</sup> <https://www.erudit.org/fr/revues/lsp/2002-n47-lsp377/000340ar.pdf>

Comme nous l'avons vu précédemment, **les innovations sociales naissent du constat que les pouvoirs publics sont en incapacité d'apporter une solution à un problème.** Il semblerait donc que les acteurs et les pouvoirs publics ne soient pas à la hauteur quant à la question de l'insécurité féminine dans l'espace urbain. C'est pourquoi Handsaway a décidé de visibiliser le harcèlement. La municipalité de Paris et la RATP sont partenaires de cette application. Ainsi, il existe un lien entre le numérique et l'espace physique, l'espace géographique grâce à des remontées de données aux pouvoirs publics. *« Aujourd'hui grâce à ces données quantitatives et qualitatives, on est engagé avec le nouveau gouvernement [...] comment on va interagir grâce à ces données, même si on n'a pas assez de recul...où les agressions se passent ?, à quelle heure ?, quelles sont les types d'agressions sexistes et sexuelles ?, on en parle de plus en plus, car les femmes en parlent de plus en plus et on va pouvoir travailler dans le fond »* (Alma Guirao, HandsAway). Le but de cette application est donc de transmettre des données collectées et pouvoir travailler en confidentialité avec le gouvernement, avec la police. Pour HandsAway, l'objectif serait d'élaborer une carte pour Paris et la région Ile-de-France qui recenserait les hôpitaux, les cellules médico-judiciaires, les postes de police, ainsi que les associations qui prennent en charge de manière juridique ou psychologique les victimes. *« On recevait beaucoup de messages de victimes qui nous détaillent leurs expériences, mais aussi des appels au secours, et on s'est dit que l'application pourrait aussi servir à donner davantage d'informations afin de les aider »*<sup>93</sup> (Léa Thuillier, HandsAway). Cette initiative aurait pour but de pallier au problème de l'accès à l'information. En effet, un certain nombre de victimes ne connaissent pas les aides qu'elles peuvent recevoir. De plus, elles n'osent pas contacter les forces de l'ordre. L'idée de cette carte serait donc de regrouper tous les services alentours, de manière géo localisée<sup>94</sup>. HandsAway envisage de se rapprocher à l'avenir des réseaux de transports et des services de sécurité pour leur communiquer à titre gracieux les données recueillies sur l'application. Ces informations pourraient être utilisées être pour agir « plus efficacement » sur le terrain.

## **Instrumentalisation sécuritaires des violences faites aux femmes**

La ministre chargée de la Citoyenneté Marlène Schiappa a expliqué mercredi 14 avril 2021 vouloir mettre en place un outil de mesure annuel du harcèlement de rue, ainsi que des

---

<sup>93</sup><https://chut.media/influence/applications-lutte-violences-sexistes/>

<sup>94</sup> [chut.media/influence/applications-lutte-violences-sexistes/](https://chut.media/influence/applications-lutte-violences-sexistes/)

« quartiers sans relous » (QSR qui désigne les zones où les femmes ne peuvent pas circuler librement). Dans ces zones, 2 000 membres des forces de l'ordre en civile vont renforcer les effectifs intervenant déjà au sein de ces espaces. L'objectif est alors de quantifier le harcèlement de rue à l'aide d'un baromètre qui aura pour objectif de mesurer l'ampleur du phénomène en France, le « cartographier » et « identifier » les « zones rouges » du harcèlement de rue. Nous pouvons déjà relever l'expression « zones rouges » qui possède une connotation anxieuse. Une fois ces « zones rouges » délimitées, des actions devraient être mises en place, selon la ministre. Ces zones seront identifiées grâce aux remontées de données de la police, des témoignages, des plaintes ainsi que des applications numériques spécialisées sur le sujet du harcèlement de rue. Cependant, cette mesure fait débat pour deux raisons. Tout d'abord, le terme « relous » a tendance à banaliser et à minimiser les violences sexistes et sexuelles qui sont à l'origine de traumatismes pour certaines femmes. Ensuite, comme le souligne sur Twitter la porte parole d'Osez le féminisme, Céline Piques cette mesure stigmatise les quartiers populaires par le vocabulaire et par sa méthode de mesure. En effet, le fléau du harcèlement de rue ne s'arrête pas à une rue, un quartier, et est présent aussi bien en ville qu'au sein des milieux ruraux. Ainsi, il y aurait une exigence de protection des femmes qui ne s'appliquerait pas également sur tout le territoire. Ensuite, des travaux comme ceux de Marylène Lieber ont montré que la dénonciation du harcèlement de rue vient souvent appuyer des propos visant des quartiers déjà stigmatisés en raison des origines géographiques et ethniques supposées de leurs habitants<sup>95</sup>.

« Énième plan comm du gouvernement sans rien derrière. Le harcèlement "de rue" n'existe pas, c'est le harcèlement sexiste qui existe. Et les hommes harcèlent les femmes qu'ils soient dans la rue, en entreprise ou dans le bureau du maire de Tourcoing » (Osez le féminisme !, source : twitter)

« Quand Marlène Schiappa emploie les grands mots pour imposer encore plus de sécuritaire... les femmes encore une fois utilisées à ces fins... » (Chris Blache, Genre et ville, source : Twitter).

Ces dernières années, le harcèlement de rue a fait l'objet d'un intérêt social et politique grandissant grâce à la mobilisation de femmes sur les questions des violences sexistes et sexuelles, puis grâce aux réseaux sociaux comme @disbonjoursalepute qui ont permis d'amplifier le mouvement, en France et dans le monde. Désormais, ce fléau social est saisi par

---

<sup>95</sup> Marylène lieber 2021

les politiques publiques. Avant d'aller plus loin, nous pouvons remarquer une opposition entre les féministes sur la question de l'apport du numérique sur ce thème du harcèlement de rue. En effet, la création de ces applications numériques prône une certaine égalité de genre dans l'espace public qui peut s'apparenter à un féminisme dit « égalitaire ». Celui-ci s'opposerait à un féminisme intersectionnel (créé par Kimberlé Crenshaw en 1991, le terme désigne la situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de domination ou de discrimination dans une société) qui serait plus vivace vis-à-vis de l'apport du digital et de ses conséquences au sein des politiques publiques.

La constitution du harcèlement de rue en problème public a permis de garantir aux femmes, un usage autonome et libre de l'espace public (en protégeant les personnes contre la banalisation des violences quotidiennes qu'elles y subissent). Elle suscite à son tour la crainte de constituer une atteinte à l'autonomie des personnes. Ainsi, nous pouvons nous demander si l'ambition de ces applications n'a pas un effet ambivalent au regard des objectifs initiaux. En effet, comme nous l'avons vu, le harcèlement de rue touche toutes les femmes et aucun territoire n'est épargné. Ainsi, cartographier les agressions afin de quantifier un problème généralisé n'apparaît pas comme une solution souhaitable selon Marylène Lieber : *il existe énormément d'actes, de commentaires et d'attouchements auxquels les femmes sont confrontées de façon systémique, mais qui ne sont pas prises en compte par les statistiques policières. Certes, le harcèlement de rue est une violence à ne pas prendre avec légèreté, toutefois, il doit être appréhendé au sein d'un continuum de violences faites aux femmes et dans le cadre d'une domination masculine ancrée dans notre société. Aussi, nous pouvons nous poser la question des usages sociaux et politiques qui sont, et vont être fait de ces cartographie du harcèlement de rue. Intégrer le genre dans les politiques publiques ne peut se faire au détriment d'une perspective critique, qui se doit de constamment penser aux effets d'actions publiques qui se veulent progressistes, tout comme aux impensés qu'elles charrient, et ce en interrogeant la diversité des publics concernés.* (M.Lieber, 2021).

De prime abord, cartographier les agressions grâce à l'outil numérique apparaît comme un moyen efficace afin d'avoir des statistiques et pour pousser les pouvoirs publics à agir et promouvoir la cause des femmes au sein de l'espace public. Cependant, ces applications mobiles de lutte contre le sentiment d'insécurité et les cartographies qui en découlent risquent de circonscrire le harcèlement sexiste à un espace spécifique, la rue, au préjudice d'autres espaces publics. De ce fait, il serait nécessaire d'employer le terme de harcèlement sexiste qui comprendrait tous les types de harcèlement au sein de l'espace public

et non plus uniquement le harcèlement de rue. De plus, ces cartographies risquent aussi de stigmatiser des catégories de la population, *lesquelles appartiennent souvent aux fractions paupérisées et racisées*. Les données récoltées par l'application Handsaway ont déjà été croisées avec des chiffres des préfectures pour optimiser le déploiement géographique des 10 000 policiers de proximité en patrouille. Ce faisant, ces données peuvent insinuer que le harcèlement est avant tout l'affaire d'hommes de catégories populaires ou racisés, qui sont déjà exposés au problème du contrôle au faciès quand bien même les agressions à caractère sexiste sont bel et bien présentes dans toutes sortes d'espaces publics, comme les universités, par exemple (Metha, Bondi, 1999 ; L.Bereni, 2003 et Hamel, 2003). Les agressions sont également perpétrées par des hommes de catégories favorisées qui n'en seraient pas moins des harceleurs (par exemple l'affaire Duhamel). C'est également le constat qui est fait avec le mouvement #MeToo qui dénoncent les pratiques sexistes d'hommes politiques, d'élus ou de notables.

*[...]on nous demande souvent de donner un profil type des agresseurs. Sachez qu'il n'y en a pas. On s'attend trop souvent à ce qu'on parle des arabes de cités, mais non. C'est tout le monde. Ça peut autant être le papy de soixante ans sur un banc qu'un môme de 15 ans en bande<sup>96</sup>.*

Aussi, certains faits médiatiques ont accéléré la politisation et la mise à l'agenda public des questions d'insécurité au sein des espaces publics. C'est le cas, par exemple, du documentaire « Femme de la rue » de Sofie Peeters qui montre les agressions que les femmes subissent. Malgré les précautions prises par la réalisatrice, le documentaire pointe du doigt une population racisée. Souvent, la culture d'hommes *issus de l'immigration s'est vue mobilisée pour expliquer leurs comportements sexistes* (Lieber, 2021). Ces représentations stéréotypées des agresseurs contribuent à l'élaboration d'une «culturalisation» du problème (Duyvendak, 2016) du harcèlement de rue qui tend à s'installer durablement dans l'idéelle et au sein des imaginaires collectifs. Par conséquent, ces cartographies des lieux d'insécurité issues d'applications numériques risquent d'être le support de politiques publiques stigmatisantes pour des hommes issus des classes populaires et/ou de l'immigration. En ce sens, certaines féministes intersectionnelles s'inquiètent de la mise en concurrence de deux dimensions importantes de leur engagement : l'émancipation des femmes et le rejet de toute stigmatisation des minorités (Hancock, Lieber 2017 et Delphy, 2006).

---

<sup>96</sup> Annexe

De plus, Marylène Lieber a montré dans ses études que les politiques publiques d'aménagement des villes sont le substrat de processus de gentrification qui apparaissent paradoxales par rapport aux objectifs affichés. Selon elle, les politiques publiques iraient dans le sens d'une moindre hospitalité envers les populations les plus défavorisées, par la production, au nom de la sécurité des femmes, de nouvelles catégories d'indésirables. La mise en place de ces politiques publiques s'inscrit dans un *paradigme des espaces publics comme vitrines des villes* qui mène à l'exclusion de certaines catégories d'hommes de ces espaces (spécifiquement, les hommes appartenant aux minorités ethniques visibles). Ce constat d'une « spatialisation » et d'une « racialisation » des politiques antisexistes invite alors à repenser les présupposés qui guident la lutte contre le harcèlement de rue. Un questionnement en termes de droit des femmes à la ville, où les espaces publics sont considérés comme les révélateurs de formes de sexisme et de violences présentes dans toutes les sphères de la vie (Brown, Maillochon, 2002), est concurrencé par une représentation classiste et racisée du problème, qui en désignant de façon indirecte une population spécifique, permet au contraire de légitimer le caractère indésirable de certains hommes et des femmes des catégories populaires dans les espaces publics. Au final, certaines formes de masculinités et de féminités apparaissent en creux comme les indésirables des espaces publics renouvelés par la perspective « inclusive » proposée. En 2007, Imani Perry professeur Hughes-Rogers d'études afro-américaines à l'Université de Princeton, indique que si les « femmes sont sujettes à des formes de patriarcat encore vivaces, les pauvres et les gens de couleurs rencontrent également des formes de discrimination dans les espaces publics », qui se voient aujourd'hui renforcées par les discours sur les villes sûres, propres et commerciales, réaffirmés depuis quelques années avec la notion de *Safe City*. Toutefois, il nous apparaît nécessaire de comprendre ces innovations numériques représentent une avancée symbolique en termes d'égalité entre les sexes, puisqu'il n'est désormais plus acceptable que les femmes n'aient pas un accès égal à l'espace public. Pour autant elles n'échappent pas à la critique intersectionnelle et aux analyses des discours sur la ville inclusive, qui tendent en s'inscrivant dans un paradigme de renouvellement de l'espace urbain, à favoriser les perspectives des catégories privilégiées de la population (Fleury, Froment-Meurice, 2015).

Aussi, Il apparaît important de nuancer l'apport du digital dans le combat sociétal contre le harcèlement de rue. D'après Léa Thuillier (Handsaway) concernant l'utilisation des outils numériques : *ça peut être à double tranchant : oui, la parole est libérée et on gagne en visibilité, mais le retour de bâton peut être très virulent*. En outre, des personnes malveillantes

peuvent parfois se glisser dans l'application, et le fait que cela soit virtuel n'aide en rien à amenuiser les violences verbales, bien au contraire : *du fait qu'ils sont derrière leur écran, les gens se permettent tout et n'importe quoi et ça peut être compliqué à gérer*. La modération est donc un aspect important de HandsAway après des incidents de ce type sur son application qui a eu pour conséquence l'interruption de son fonctionnement pendant quelques mois. Diariata N'Diaye approuve : *il est important de travailler en lien avec les structures de terrain afin de ne pas créer des outils qui se retournent contre les victimes. Il faut être extrêmement vigilant.e.s à ce que l'appli ne sert pas aux agresseurs pour opprimer les femmes*. Diariata N'Diaye à travers l'association Résonantes, spécialisées dans la lutte contre les violences faites aux femmes, fait confiance au réseau associatif qui sait comment rediriger la victime vers la meilleure structure et qui sait les fonctionnalités numériques utiles pour répondre à des problématiques concrètes.<sup>97</sup>

Comme tous les outils, les applications sont à utiliser de la bonne façon. Il s'agira alors de les aborder avec précaution dans la lutte contre les violences faites aux femmes, mais également dans tous les autres combats. Parfois, la problématique de la sécurité des femmes est utilisée pour légitimer des politiques hostiles et limiter la pauvreté visible, favoriser la construction d'espaces fermés, privés et sécurisés (Kern, 2010).

### **3) Le numérique support d'actions efficaces ?**

#### **L'intérêt du réseau social et solidaire**

Les outils numériques comme les applications de lutte contre le harcèlement de rue mobilisent la ressource humaine en permettant de créer du lien social et mettent en avant l'aspect communautaire de leurs plateformes. Le lien social est une notion essentielle dans la relation entre les individus, qu'elle soit virtuelle ou réelle. Nous pouvons reprendre la théorie du sociologue Emile Durckheim qui le définissait, au XIXe siècle, comme « l'expression du paradoxe entre la tendance à l'individualisme et l'instinct de solidarité organique entre les Hommes ». Cette définition est encore pertinente dans le cadre des relations en lien avec le numérique et les nouvelles technologies. Les applications de notre étude s'appuient sur les

---

<sup>97</sup> [chut.media/influence/applications-lutte-violences-sexistes/](http://chut.media/influence/applications-lutte-violences-sexistes/)

« liens faibles » afin d'amener de l'entraide entre les individus. D'après, le sociologue Mark Granovetter, les liens faibles sont plus puissants que les liens forts. Les liens forts sont les liens qui relient les individus à leur famille et à leurs amis proches, tandis que les liens faibles correspondent aux liens formés par un réseau plus vaste et plus distant. Paradoxalement, un individu profitera davantage de ses relations de liens faibles que de celles issues des liens forts. « Les liens faibles permettent de jeter des ponts locaux entre des individus qui, autrement, resteraient isolés » (Granovetter). Ces derniers sont un substrat de la cohésion sociale, et seraient aussi plus efficaces pour faire circuler l'information entre des individus n'ayant pas forcément de points communs. Ce concept de « liens faibles » trouve une résonance dans l'usage du numérique. En effet, il peut être appréhendé comme un élément important dans le succès remporté par les réseaux sociaux. C'est ce que permettent ces applications en s'appuyant sur ces liens faibles pour permettre la solidarité et créer des communautés virtuelles de soutien. Par ailleurs, souvent les femmes qui sont victimes d'agressions n'osent pas parler de la crainte de ne pas être comprise. Ces dernières se sentent plus en sécurité et à l'aise de discuter avec des personnes qui ont déjà vécu ce genre de violences (les femmes). Les applications que nous étudions mettent en relation des individus qui ne se connaissent pas, des gens qui ne se côtoient guère. Cependant, par le fait d'être mise en réseau, par le fait d'avoir été déjà été victimes de violences sexistes et sexuelles, les places dans une situation bienveillante et d'entraide. Ces personnes peuvent leur venir en aide, les écouter. Très souvent la famille proche ou les amis ne sont pas éduqués à ces questions là et ne prennent pas consciences de l'effet néfaste de leurs réactions envers ces femmes victimes d'harcèlement de rue (violences sexistes et sexuelles). Ainsi, nous pouvons parler de mise en réseau, de réseautage. Ces applications mobiles font aujourd'hui apparaître des modes originaux de collaboration entre les individus.

Ainsi, le jaillissement des relations « spontanées », s'appuyant sur « les liens faibles », fait également poindre le phénomène de production collective et d'appartenance à un groupe, qui répondent bien à un sentiment d'appartenance à l'origine des démarches communautaires. Ce que Granovetter qualifie de « *force des liens faibles* » est donc fondamental dans le succès de ces applications numériques sous fond de réseau social et solidaire. Les femmes, le plus souvent, restent dans le silence. Elles ont une mauvaise image d'elles même et ont peur de revivre leur agression en en parlant.<sup>98</sup> Par exemple, Handsaway permet aux témoins

---

<sup>98</sup> <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/violences-pourquoi-les-femmes-nen-parlent-pas-1734417>

d'agression sexuelle et sexiste d'agir (en permettant de signaler des actes. Ces fonctionnalités permettent également de redonner une certaine légitimité et une manière d'aider les victimes. Ces applications permettent aux femmes de prendre la parole sur des événements quotidiens. Sur HandsAway la communauté se nomme "street angels" : c'est une communauté engagée autour des violences faites aux femmes

*« nous avons décidé d'utiliser notre outil numérique et notre visibilité auprès de 45 000 personnes pour valoriser ces lieux d'aide, les faire connaître auprès du grand public et renforcer les liens existants entre la société civile, les associations, les commissariats, les centres de santé et le gouvernement » (HandsAway).*

Cependant, l'efficacité de cette mise en réseau des individus peut être remise en cause. Selon les modalités d'inscriptions qui peuvent varier d'une application à une autre on observe que « tout le monde » ou presque, homme comme femme peuvent apporter de l'aide à une victime d'harcèlement. Or, il apparaît que pour gérer ce genre d'agressions il y ait nécessairement besoin de pré requis. Ainsi, *« ce n'est pas parce qu'on souhaite venir en aide à une personne qu'on est capable de le faire, c'est un métier d'accompagner les victimes, de violences, qui demande des compétences »*. En 2020, l'application Handsaway a été victime d'une campagne de cyber harcèlement avec une multitude de fausses alertes et de messages à caractères sexistes et sexuels. En effet, des hommes se sont introduits pour harceler, pour appeler à des agressions et troller, alors qu'il y avait de vraies alertes de femmes en danger. Ainsi en cas de manque de surveillance, le numérique peut se retourner contre les utilisatrices et devenir dangereux. Pour Diariata Ndiaye, la multiplication de ce type d'applications permet *« à des personnes de la société civile de s'investir sur la cause, certains objectifs sont également mercantiles : c'est aussi vu comme un marché à conquérir, il n e faut pas se leurrer là-dessus »*. Certaines applications sont d'ailleurs payantes. Ernestine Ronai, co-présidente de la commission violence du Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes regrette ce genre d'initiatives *« si on commence à penser [qu'il faut] commercialiser quelque chose et non pas rendre des services de type 'intérêt général', on est mal parti car on va chercher des fausses solutions »*<sup>99</sup>

Nous allons analyser l'efficacité des applications numériques comme mode d'action dans la lutte contre le sentiment d'insécurité au sein de nos espaces publics. Certaines start-

---

<sup>99</sup> [www.franceculture.fr/emissions/le-reportage-de-la-redaction/les-applications-contre-les-violences-faites-aux-femmes-nouveau-business](http://www.franceculture.fr/emissions/le-reportage-de-la-redaction/les-applications-contre-les-violences-faites-aux-femmes-nouveau-business)

up, comme HandsAway en janvier 2018, se sont transformées en association afin de trouver des financements, mais aussi de manière à agir concrètement sur le terrain et aller plus loin dans leur engagements via de la sensibilisation dans les entreprises, par exemple. Ces applications numériques ne sont pas destinées uniquement aux victimes, mais également aux individus pouvant être témoins de situations de harcèlement. En effet, ces dernières ont également pour objectif d'éduquer, de sensibiliser, d'apporter de soutien et de l'aide aux victimes : « *L'idée, c'est de centraliser dans une appli tout ce qui est nécessaire pour trouver les solutions qui existent et faire des proches des supers alliés* »<sup>100</sup> (Diariata N'Diaye, App-elles). A ce titre, il semble primordial d'éduquer les hommes, les jeunes, et les proches, afin de leur éviter de rajouter de la violence aux victimes par des remarques, des injonctions culpabilisatrices ou autres réflexions inappropriées. En mettant à disposition les ressources nécessaires, l'information circule plus rapidement et clairement : « *Il est possible de porter plainte pour outrage sexiste, mais peu d'utilisateurs.trices le savent* »<sup>101</sup> (Léa Thuillier, HandsAway). En ce sens, l'application App-Elles est un cas intéressant. En parallèle de proposer une fonction « alerte », elle propose des fonctionnalités qui permettent d'accompagner les victimes de violences en donnant accès à des contacts spécialisés comme des psychologues ou des associations<sup>102</sup>. En outre, elle permet via des hyperliens renvoyant à des ressources de structures tiers ou applications tierces, de visibiliser et de regrouper des informations et des dispositifs pouvant venir en aide aux victimes, ainsi qu'au non victimes, dans un souci informationnel. Cette application « ressource » s'apparente donc à une « boîte à outils » pour accompagner les victimes et éduquer sur la thématique des violences sexistes et sexuelles. Il n'est pas obligé d'être connecté à un réseau pour bénéficier d'informations importantes ou de numéros d'urgence, par exemple. Ainsi, App-Elles utilise le numérique pour créer des outils « pragmatiques et efficaces » contre les violences faites aux femmes. L'objectif est aussi d'accompagner les utilisateurs-trices et qui n'étaient pas forcément au fait de leurs droits, par exemple.

De plus, l'outil numérique permet de porter la voix des femmes de façon juridique afin de retrouver une légitimation à entamer une procédure judiciaire. Le but de ce genre d'outils sociotechnique est d'inverser le sentiment de honte et le sentiment de victime. Ces applications sont des outils qui donnent les moyens de dépasser le problème de l'administration de la preuve. En effet, il apparaît difficile de prouver le délit si l'agresseur

---

<sup>100</sup> <https://chut.media/influence/applications-lutte-violences-sexistes/>

<sup>101</sup> <https://chut.media/influence/applications-lutte-violences-sexistes/>

<sup>102</sup> Voir annexe

n'est pas pris sur le fait accompli. Les innovations technologiques permettent alors d'administrer la preuve grâce à un enregistrement audio. Ainsi, « *L'idée, avec HandsAway, est de permettre à ces victimes de retrouver une légitimité à aller déposer plainte. Et de pouvoir présenter à la justice des données solides sur ces agressions sexistes* » (Alma Guirao, HandsAway). Aussi, l'objectif est de donner confiance aux femmes afin qu'elles entament des démarches pénales. De plus, HandsAway propose sur son application un onglet intitulé « *Victimes, vous avez des droits* » qui indique les modalités pour porter plainte, et exprime l'importance de porter plainte auprès des utilisatrices. Nous pouvons établir le parallèle avec l'application App-Elles, qui permet aussi de porter plainte plus facilement grâce à des preuves audio. Avec le bouton d'alerte l'application contacte automatiquement trois personnes de confiance qui entendent ce qui se passe (la scène étant automatiquement enregistrée en cas de poursuite judiciaire), et disposent d'un suivi GPS en temps réel. « *C'est une appli pensée pour les victimes, dont le premier réflexe n'est pas forcément de contacter la police, mais d'abord des proches qui auront, eux, le recul nécessaire afin d'alerter par la suite les secours et fournir les informations* »<sup>103</sup> (Diariata Ndiaye). Par ailleurs, Handsaway à l'idée de créer le premier formulaire de pré-plainte en ligne, c'est-à-dire que les victimes vont enregistrer sur HandsAway une pré-plainte. Ce service devrait pallier la première étape de se rendre dans un commissariat de police, de se soucier du regard d'un policier, puisque tout se fera de manière digital. Ensuite la plainte sera envoyée aux autorités compétentes, ce qui permettra d'avoir un premier témoignage. Toutefois, cette initiative reste ambitieuse car il faut convaincre le ministre de l'intérieur et la police. *Nous ne sommes pas la police ni les agents de la RATP* [...] « nous avons l'objectif d'intégrer un système de pré-plainte faisant suite aux alertes générées sur l'application. Un formulaire numérique, pour que ces femmes puissent porter leur voix de façon juridique » (Alma Guirao, HandsAway). Une personne qui n'est pas bien traitée au commissariat ne revient pas statistiquement. Ce système de pré-plainte est aussi un système proposé sur [Arretonslesviolences.gouv.fr](http://Arretonslesviolences.gouv.fr). En outre, des policiers accompagnés par des psys préparent les pliantes. Il est possible de se connecter à l'heure que les femmes souhaitent (24h/24). Les policiers peuvent aider à qualifier et à déposer la plainte, ainsi que diligenter des expériences en urgence. C'est aussi une manière d'agir en restant anonyme

De plus, il est question aussi de débanaliser le harcèlement de rue avec des chiffres. En effet, il y a très peu de données sur le harcèlement de rue. Toutefois, depuis 2018, il existe une loi contre le harcèlement de rue portée par Marlène Schiappa alors secrétaire d'Etat chargée

---

<sup>103</sup> [chut.media/influence/applications-lutte-violences-sexistes/](http://chut.media/influence/applications-lutte-violences-sexistes/)

de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations. Cette loi place la France comme le premier pays à sanctionner et à verbaliser financièrement les agresseurs (la contravention est de 90 euros jusqu'à 3500 euros, si il y a des circonstances aggravantes). Les victimes d'agressions sexistes et sexuelles peuvent porter plainte contre le harcèlement de rue. Toutefois, les femmes elles-mêmes ont intériorisé et banalisé les faits. Par conséquent très souvent, elles se posent de nombreuses interrogations sur la tenue adéquate à porter pour sortir dans l'espace public, car elles savent ce qui les attend si elles s'habillent court, par exemple. Donc, elles ont intériorisé cette manière de réfléchir qui devient presque un mécanisme « naturel ». Or, aujourd'hui, les femmes ont des droits. Cependant, nous constatons un faible taux de femmes qui portent plainte. Nous pouvons l'expliquer par le fait que ces dernières ne se sentent pas légitime à le faire. Le harcèlement de rue étant un phénomène social invisibilisé, certaines femmes ont des difficultés à porter une action en justice, de peur de ne pas être écoutées ou que des individus remettent en cause leurs paroles de victime et peur de voir la faute leur être incombée. Ainsi, l'autre importance dans la lutte contre le sentiment d'insécurité, c'est le fait de se sentir soutenu. Saisir la justice est une épreuve délicate pour les victimes de violences sexistes et sexuelles. Cette action est perçue «*comme un parcours du combattant* » pour être prise au sérieux, ce qui affiche la difficulté pour certaines femmes d'obtenir gain de cause.

En outre, les difficultés peuvent commencer dès le dépôt de plainte. A la suite de cette démarche, il arrive souvent que les victimes culpabilisent, et si l'entrevue se passe mal ne reviennent pas. Les faits peuvent être banalisés, les femmes peuvent recevoir des propos sexistes à leurs égards, voire même des découragements ou des refus de prendre une plainte de la part des autorités compétentes. Ainsi, ces applications numériques sont une manière d'aider les femmes à se déculpabiliser d'aller porter plaintes « *pour les victimes d'agressions sexuelles, il y a juste 10% des femmes qui vont porter plainte alors qu'il y a s'agit d'agressions sexuelles, c'est un pas en plus dans la violence et dans le mal être des victimes, Sur 10% des victimes qui portes plaintes, il y a 90% des cas qui n'aboutissent jamais, soit car il sont classés sans suite, soit le moment de l'entrevu avec la police se passe mal et les victimes décide de pas finir la plainte. : c'est un traumatisme* »..

Cette production juridique (et pénale) est considérée par certains comme le moyen incontournable d'une reconnaissance publique véritable du problème et le passage obligé d'une lutte politique effective (Nielsen). Cependant, dans les débats publics, les faits qui se rapportent aux violences faites aux femmes est de plus en plus mis en corrélation avec les

populations immigrées (Roggeband, Verloo, 2007). Ainsi, certains chercheurs et associations militantes ont souligné les dérives répressives qui pourraient découler d'une pénalisation du harcèlement de rue (Delage, 2018). Par ailleurs, le fait d'intégrer le «harcèlement de rue» dans le code pénal, fait que la rue devient la cible des pouvoirs publics. Cette loi vise de fait les populations qui pratiquent le plus le domaine de la rue, c'est-à-dire les individus qui appartiennent souvent aux catégories de la population paupérisées et racisées. Ainsi, l'usage du terme « harcèlement de rue » laisse penser à tort que le « contrôle du corps » dont sont victimes les femmes ne s'applique qu'au territoire de la rue. Or, le harcèlement est présent aussi dans les universités, les entreprises, ou bien encore au sein même des foyers. Par conséquent, le problème de la dénomination, ainsi que des projets de verbalisation et de pénalisation qui l'accompagnent, est de circonscrire le harcèlement de rue et une frange de la population (les hommes des classes sociales les plus pauvres et les individus racisés). De plus, nous savons que les hommes des classes populaires et racisées sont davantage victimes de contrôle de la part des forces de l'ordre et de fait des violences de la part de ces derniers. Ainsi, nous pouvons penser que cette nouvelle infraction va appuyer ce constat. De plus, il est « faux » de penser que pénaliser le harcèlement de rue permettrait de répondre aux différentes formes de contraintes exercées sur le corps et la mobilité des femmes, dans la rue et ailleurs. La constitution d'une nouvelle infraction peut renforcer la répression et le contrôle des hommes des catégories défavorisées. *« En tant que féministes et chercheur.e.s sur les violences de genre, nous nous opposons à la pénalisation d'une question liée aux droits des femmes, qui servira à désigner quelles formes de sexisme sont illégitimes, et donc à maintenir dans l'ombre celles qui, commises dans les beaux quartiers et les grandes entreprises, restent légitimes et irrépréhensibles ».* (Tribune contre la pénalisation du harcèlement de rue)<sup>104</sup>.

Par ailleurs, il apparaît important de former les policiers et les gendarmes. Une formation continue de 120 heures est réalisée auprès des forces de l'ordre afin de leur permettre de comprendre et d'agir correctement en cas d'harcèlement de rue. Cette formation permet aux forces de l'ordre d'apprendre la bonne manière de faire assis une femme victimes d'harcèlement, l'utilisation des bons mots, à qualifier les faits pour amener une femme à porter plainte. Ainsi, l'apport de la preuve est important mais faut-il encore que les autorités compétentes soient formées pour y répondre efficacement. En ce sens, l'outil numérique apporte une solution, mais il est nécessaire qu'il soit accompagné par des politiques publiques

---

<sup>104</sup> [www.liberation.fr/debats/2017/09/26/contre-la-penalisation-du-harcelement-de-rue\\_1599121/](http://www.liberation.fr/debats/2017/09/26/contre-la-penalisation-du-harcelement-de-rue_1599121/)

visant à sensibiliser et à éduquer les jeunes garçons dès l'enfance afin qu'ils ne reproduisent pas les mêmes schémas de penser de leur aînés.

Cependant, comme Marylène Lieber le souligne, « *se contenter de ses applications ne fera pas baisser les agressions* ». En effet, si ces applications sont encourageantes car elles s'inscrivent dans une recherche de solutions innovantes, il n'en reste pas moins que c'est une réponse qui ne doit pas être unique. Une application numérique peut participer à une remise en question plus globale, à visibiliser mais ne peut s'y substituer. De plus, si ces applications sont développées seules et sans contact avec le milieu associatif, le risque est de donner dans le solutionnisme, de refondre une solution sociale complexe, comme un problème précis, avec une solution calculable ou définie (Evgeny Morozov). Aussi, il peut y avoir une déconnexion entre la réalité et les outils du fait que ces applications ne sont pas reliées à des associations qui connaissent le terrain et les problématiques des violences sexistes et sexuelles. L'application App-Elles créé par Diarata Ndyaye semble l'application la plus aboutie et la plus sûre, car elle est conçue de manière à répondre à des problèmes concrets, le fait que les femmes préfèrent joindre une personne de confiance, que la police, qu'elles ne savent pas toujours vers qui se tourner etc. L'application App-Elles semble plus sûre car tout le monde n'as pas accès à la localisation, il faut être un partenaire de confiance au préalable enregistré par l'utilisatrice à son inscription.

Selon, Anaïs Leleux, membre du comité de pilotage #NousToutes "*une bonne intention précède à la création de ces applications qui sont généralement créées par des femmes*"<sup>105</sup>. En ce sens elle déplore « la mise en place d'un solutionnisme numérique, qu'une application pourrait comme par magie régler un problème qui est bien plus profond que cela et qui nécessite une prise en charge globale. J'estime aussi qu'elles le font avec beaucoup de maladresse. Comme elles ne sont pas des professionnelles des violences faites aux femmes, avec parfois des solutions qu'elles mettent en avant qui risqueraient de se retourner contre les femmes au contraire »<sup>106</sup>. « L'application ne va pas t'empêcher de te faire agresser » nous dit Diariata N'Diaye du moins sur du court terme, car à long terme elle pourrait se révéler dissuasive. Mais elle constitue une aide précieuse et non négligeable pour les personnes désœuvrées et peut aider à reprendre confiance (aussi pour le compte insta @disbonjoursalepute. « J'entends des filles me dire qu'elles ressortent grâce à l'appli »

---

<sup>105</sup> <https://www.franceculture.fr/emissions/le-reportage-de-la-redaction/les-applications-contre-les-violences-faites-aux-femmes-nouveau-business>

<sup>106</sup> [www.franceculture.fr/emissions/le-reportage-de-la-redaction/les-applications-contre-les-violences-faites-aux-femmes-nouveau-business](http://www.franceculture.fr/emissions/le-reportage-de-la-redaction/les-applications-contre-les-violences-faites-aux-femmes-nouveau-business)

poursuit-elle. Une femme que nous avons contactée sur Instagram n'a pas voulu répondre à nos questions car elle n'a pas apprécié l'attitude d'HandsAway vis-à-vis d'Uber. Le partenariat HandsAway et Uber a effectivement fait débat. En outre, Uber a fait l'objet de plaintes de signalement, mais aucune réaction d'éviction des chauffeurs avaient été conduites par l'entreprise. Désormais, ces derniers prétendent garantir une certaine sécurité avec Handsaway : « c'est un peu hypocrite car Uber fait ça pour gagner de l'argent, car le temps de réaction et les non actions face à de très nombreuses plaintes ont pris des semaines, c'est opportuniste de s'associer et hypocrite des deux cotés »<sup>107</sup>

## Conclusion

En 2019, l'application App-elles remporte le prix « la France s'engage » de la fondation du même nom qui récompense les actions et les projets innovants au service de la société. Cette même année, elle est célébrée au CES de Las Vegas comme innovation tech de l'année. C'est la seule association du CES à remporter le lauréat. Pour cela, sa conceptrice Diariata N'Dyaye a dû convaincre les professionnels de la tech de concevoir de la technologie sur la dimension des violences faites aux femmes afin de démontrer que son application est un support utile. Ces concours remportés ont permis à cette application de gagner en lisibilité et en légitimité. Ainsi, les outils numériques mettent à disposition certains usages utiles contre l'insécurité féminine. Comme nous l'avons vu, ils permettent de pallier au problème de la preuve de ces agressions souvent délicates à prouver et à visibiliser, ou bien ils permettent de créer des réseaux d'entraide citoyenne, par exemple. Cependant, il est important d'avoir une approche critique de ces outils numériques. Le chercheur et écrivain Evgeny Morozov en montre les limites, ses effets pervers et parle de solutionnisme technologique. Selon cet auteur «le solutionnisme suppose davantage les problèmes qu'il est censé résoudre qu'il ne les analyse vraiment, obtenant les réponses avant que les questions n'aient été posées»<sup>108</sup>. De fait, grâce à Internet et aux nouvelles technologies tous les aspects de notre vie seraient améliorés et la plupart des problèmes du monde disparaîtraient.

---

<sup>107</sup> Annexe

<sup>108</sup>[https://www.lesechos.fr/2014/09/limposture-numerique-309491#:~:text=Le%20solutionnisme%20%3A%C2%AB%20Le%20solutionnisme%20suppose,propre%20\(...\)](https://www.lesechos.fr/2014/09/limposture-numerique-309491#:~:text=Le%20solutionnisme%20%3A%C2%AB%20Le%20solutionnisme%20suppose,propre%20(...)).

Or, le problème du harcèlement de rue n'est pas un problème uni factorielle, mais c'est un fléau profond, structurel, invisibilisé et ancré dans notre société. Trop longtemps assimilé à de la drague ou au simple fait d'aborder quelqu'un de manière "un peu lourde", le harcèlement de rue est un véritable problème de société. Tout au long de ce mémoire, nous avons vu qu'il existait des outils numériques visant à lutter contre le harcèlement de rue. Néanmoins, certains paradoxes apparaissent quant à leurs utilisations dans la lutte contre le sentiment d'insécurité dans l'espace public. Certains outils réitèrent des comportements qui sont à l'origine même du sentiment d'insécurité. Les applications numériques à travers les fonctionnalités qu'elles proposent s'apparentent à des processus d'évitement de la part des femmes au même titre que de disposer d'écouteurs pour marquer leur non-disponibilité, afin de diminuer les chances de se voir importuner. La vulnérabilité des femmes encore perçue comme « naturelle » est souvent gérée de manière individuelle. Aussi, d'une certaine mesure, ces outils numériques rappellent aux femmes qu'elles sont vulnérables et qu'elles sont dans l'obligation de s'adapter à leur environnement pour échapper à de potentielles agressions sexistes et sexuelles (autocensure, autodéfense etc.). Ainsi, certaines fonctionnalités comme les cartographies de lieux sûrs sont des mesures qui réduisent, limitent le droit des femmes à circuler librement dans l'espace public. Autrement dit, ce sont des mesures qui renforcent la non légitimité des femmes à se déplacer librement sans troubler un ordre public jugé comme patriarcal.

Alors, afin d'appréhender la question de l'insécurité féminine, dans son ensemble, il est primordial de prendre en compte la dimension structurelle des violences sexistes. Le risque d'agressions sexistes et sexuelles et la « vulnérabilité » des femmes qui en découlent sont appréhendés comme allant de soi, comme un fait « naturel ». Nous assistons dès lors à une essentialisation du problème qui contribue à construire une figure de femme vulnérable. Cette manière d'appréhender les choses se reflète dans les moyens mis en œuvre pour « protéger les femmes ». Par exemple, que ce soit à travers l'éducation des enfants par les parents, par le biais de la mise en place de politiques publiques, ou bien par la mise en œuvre d'outils numériques, nous assistons à une construction sociale du harcèlement de rue et du risque. Aussi, à travers l'usage du numérique, nous observons que le harcèlement de rue est traité par le prisme sécuritaire. Cependant, l'aménagement, à travers les espaces végétalisés, les odeurs agréables, l'ambiance musicale jouent un rôle important contre le sentiment d'insécurité. Celle-ci doit être une préoccupation sociale. Les femmes ne peuvent pas améliorer d'elles-mêmes l'état des infrastructures. Cela revient donc au pouvoir public et aux

aménageurs et aménageuses de prendre en considération la population féminine dans leurs aménagements. Toutefois, l'insécurité ressentie dans les espaces publics ne semble pas entraver la mobilité des femmes. Cependant, les violences, mêmes les plus anodines en apparence, limitent leur liberté et accroissent leur sentiment de crainte à l'égard de l'extérieur, de l'espace public.

Concernant, les situations d'agressions sexistes et sexuelles, les outils numériques étudiés dans ce mémoire agissent soit en aval (témoignages du compte @disbonjoursalepute), soit en situation « urbaine » (applications de lutte contre le harcèlement de rue), mais aucun de ces outils n'agit en amont, c'est-à-dire à la racine même du problème. Il y a donc une dynamique de capture de la peur, une dynamique de construction de dispositifs de contrôle (Deleuze, 1990) qui prétendent proposer une réponse technologique aux peurs que suscitent certains risques comme le harcèlement de rue. La cartographie utilisée au sein de ces outils numériques n'est pas neutre et permet aux pouvoirs publics de produire des chiffres afin de circonscrire des quartiers et des coupables sans pour autant apporter de véritables solutions pour lutter efficacement contre ces violences sexistes et sexuelles faites aux femmes. Il serait plus judicieux de remettre en cause politiquement les rapports sociaux entre les genres pour espérer un changement effectif. De plus, comme nous l'avons vu, le fait de circonscrire des lieux à « hauts risques » sur des cartographies, dans l'optique de renforcer les effectifs des forces de l'ordre au sein de certains quartiers, amènent arithmétiquement à plus d'interpellations. Par conséquent, en se focalisant sur les violences sexistes et sexuelles de rue, cela renforce les biais classistes et racistes. Ainsi, les auteurs de ces violences qui ont un capital économique plus important qui se retrouvent moins dans la rue (MeToo), font donc moins le sujet d'arrestations que dans les hommes des quartiers populaires qui pratiqueraient la rue davantage comme un espace de socialisation. Cette situation a pour conséquence de renforcer un imaginaire qui considérerait les classes populaires comme une catégorie plus apte à agresser. Ces politiques publiques permises par les applications numériques pour la sécurité des femmes viennent renforcer et légitimer l'exclusion des groupes racisés. (Lieber, 2021). Nous pouvons même parler de « racialisation du sexisme » (Hamel, 2005). En ce sens, que les différentes politiques publiques concernant la sécurité des femmes dans les espaces urbains, continuent, aujourd'hui encore (à travers l'utilisation d'outils numériques visant à lutter contre le harcèlement de rue) de localiser davantage les inégalités entre hommes et femmes dans les espaces périphériques et défavorisés (C. Hancock, 2014).

De plus, le harcèlement de rue doit être compris et analysé dans un continuum de violences. En ce sens, une pluralité de situations peut être perçue comme violente pour les femmes, le harcèlement de rue n'est pas une catégorie isolée. En outre, tous ces faits participent aux rapports inégaux de genre. De plus, le continuum de violences démontre que les formes de violence sexistes sont liées entre elles et qu'il ne faut pas effectuer de cloisonnement des violences. Ainsi, les violences comme le harcèlement sexuel, le harcèlement de rue, les violences conjugales font partie intégrante du système d'oppression patriarcale. On peut donc douter de l'efficacité de toutes ces applications numériques qui visent à apporter une solution d'endiguement du harcèlement de rue. Par ailleurs, le harcèlement de rue peut revêtir des aspects spécifiques (racisme, islamophobie, lesbophobie, transphobie) du au fait qu'une femme porte un foulard, par exemple.

Par ailleurs, il convient de remettre en cause la distinction entre espaces privé et public. L'insécurité des femmes est liée non seulement à la peur des agressions dans les lieux publics, mais aussi aux autres formes de violences à leur égard dans la sphère privée. Ainsi, si aucune action politique visant l'égalité ne peut éviter de produire des discours normatifs sur les identités sexuées, il importe de garder à l'esprit la dimension sociale et contingente de ces dernières. Aussi, selon Marylène Lieber « s'attaquer aux violences envers les femmes implique de les replacer systématiquement dans le contexte des rapports de pouvoir qui les produisent et non de les considérer comme étant un risque inhérent à une prétendue condition féminine ». Comme nous l'avons vu une femme est tuée tous les deux jours en France par un compagnon ou un ex conjoint de nationalité française. Des études ont montré que les violences sexistes et sexuelles s'exercent dans toutes les couches de la société (nous pouvons faire référence à MeToo mais également aux affaires Olivier Duhamel, Pierre Mènes, Patrick Poivre d'Arvor). La chercheuse Françoise Vergès a montré que longtemps, un sentiment de pouvoir et de possibilités de la part des hommes blancs s'est accompagné d'une condition d'impunité, qui est présente dans tous les cercles de pouvoir. Il y a une fraternité dans la domination, les hommes se protègent entre eux. Grâce au mouvement féministe et notamment aux jeunes femmes a été mise en lumière, cette complicité, cette impunité, cette protection. De plus, il faut analyser la violence quotidienne exercée contre les femmes dans son aspect structurel, et systémique, ancrée dans la manière dont les sociétés sont structurées par le capitalisme, le patriarcat. La société crée et reproduit et protège inégalité et injustice (F.Vergès). Il apparaît aussi important de questionner la source de la violence masculine, la manière dont la masculinité désirable est constituée (force physique ou force capitale). Tout

cela repose sur une capacité de domination, dont il est question de déconstruire. Il faut donc proposer d'autres masculinités et revoir les normes, de cette domination masculiniste liée au capitalisme, au racisme, où le corps opprimé est féminisé, et où des féminités sont construites pour soutenir cette masculinité qui est structurellement violente.

Aussi, nous devons prendre en compte l'existence d'un système de genre, qui organise à tous les niveaux la production et la reproduction des inégalités (Rôle de l'éducation etc..) entre les femmes et les hommes, devenant « un prisme » au travers lequel on voit l'ensemble du monde » (C.Delphy, P.Molinier I.Claire, 2012). Plus que protéger les femmes, il s'agit de rendre accessible leurs connaissances et leurs savoirs.

Ces outils numériques comme le compte @disbonjoursalepote doivent permettre aux femmes de ne plus accepter ce genre de comportement de la part des hommes et à ces derniers de prendre conscience de leurs attitudes néfastes à l'encontre des femmes. Toutefois il est important de garder en tête que les différents effets sociaux des agressions sexistes et sexuelles permettent aux hommes de maintenir certains privilèges sur les femmes qu'ils n'ont peut-être pas envie de voir contester. Comme le souligne Patrizia Romito « s'opposer à la violence masculiniste est [...] un travail considérable car il s'agit non seulement de modifier des lois et les mentalités mais aussi de mettre en cause un système de contrôle et une chaîne de privilèges structurés et bien enracinés ». Aussi, l'insécurité des femmes ne se résume pas uniquement aux violences dans l'espace public.

Nous sommes intéressés à la question de l'insécurité dans l'espace public, mais d'après les chiffres du ministère de l'intérieur 146 femmes ont été tuées par leur compagnon ou un ex-conjoint en 2019. Il aurait été aussi important de s'intéresser à cette question. Par rapport à 2018, c'est une augmentation de 20 %.<sup>109</sup> De plus, dans un système patriarcal les hommes sont aussi victimes d'injonctions, de normes au même titre que les femmes. En termes de violences vécues, il ne s'agit pas de mettre les hommes et les femmes sur la même ligne. Cependant, il est certain que les hommes sont aussi victimes de ce système, à travers la question de la masculinité toxique par exemple...

Pour terminer, nous pouvons établir quelques critiques à notre travail. Nous aurions pu chercher à travers une enquête de terrain à évaluer l'efficacité de ces outils numériques en interrogeant les utilisatrices. Nous aurions pu nous poser d'autres questions : celles des

---

<sup>109</sup> <https://www.ouest-france.fr/faits-divers/femicide/femicides-trois-graphiques-qui-montrent-que-la-situation-ne-s-ameliore-pas-en-france-02e1d51a-ae77-11eb-b78b-a5b522226cdd>

"publics" de ces applications et de leurs appropriations concrètes, de leurs usages. De plus, nous avons interrogés uniquement des personnes cis-genres, or il aurait été intéressant d'interroger celles non cis-genre qui ont une vision du féminisme, une pratique, ainsi qu'un vécu différent au sein de l'espace public.

## **Bibliographie**

### **Etudes des Réseaux sociaux numériques :**

-CARDON, D.;ZBIGNIEW, S. (2014). « Réseaux et les mutations de la sociabilité ». Réseaux, vol. 184-185, no. 2-3.

-CARDON, D.(2019).« Innovations ascendantes », Culture numérique. Sous la direction de Cardon Dominique. Paris, Presses de Sciences Po.

-BOURDIEU, P. (1998). "La domination masculine". Paris, Editions du Seuil.

-BUTLER, J. (2006). "Défaire le genre". Paris, Éditions Amsterdam.

-CARDON, D. (2011). "Réseaux sociaux de l'Internet". In: Communications. Cultures du numérique 51.

-HÉRITIER, F. (2002). "Masculin, féminin. II. Dissoudre la hiérarchie". Paris, Odile Jacob.

-PROULX, S. - LATZKO-TOTH, G. (2000). "La virtualité comme catégorie pour penser le social : l'usage de la notion de communauté virtuelle". Sociologie et sociétés, vol. XXXII (2), Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

-RICHAUD, C. (2017). « Les réseaux sociaux : nouveaux espaces de contestation et de reconstruction de la politique ? », Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel.

### **Féminisme et sociologie**

-ALBENGA, V., JACQUEMART, A. (2015). «Pour une approche microsociologique des idées politiques. Les appropriations ordinaires des idées féministes », Politix.

-BERTRAND, D.(2018). « L’essor du féminisme en ligne. Symptôme de l’émergence d’une quatrième vague féministe ? », Réseaux.

-BLANDIN C. et al. (2017). « Féminisme en ligne ». Réseaux.

-MONTREYNAUD, F. (2014). “Chaque matin, je me lève pour changer le monde”. Du MLF aux Chiennes de Garde, 40 de féminisme”. Paris, Eyrolles.

### **Études sur l’analyse du discours sur les réseaux sociaux**

-GRANJON F. (2002). « Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme », Le Mouvement Social.

-GRANJON, F. (2003). « Les militants-internautes ». Communication, Vol. 22/1. URL : <http://communication.-revues.org/4744>.

### **Ville et Genre**

-COLLECTIF FEMMES ET VILLE. (1988). “Pour une ville où il fera bon vivre aussi au féminin”, Mémoire présenté aux consultations publiques de la Ville de Montréal sur « L’Énoncé d’orientations sur l’aménagement de l’arrondissement Centre », Montréal.

-DI MEO, G. (2011). “Les murs invisibles”. Paris, Armand Colin.

-HANCOCK, C. (2004). “L’idéologie du territoire en géographie : incursions féminines dans une discipline masculiniste”. in BARD, C. (dir.). Presses universitaires d’Angers.

-LEVY, J., LUSSAULT, M. (2013).”Dictionnaire de la géographie et de l’espace des sociétés”. Paris, Edition Belin.

-LIEBER, M. (2008). “Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question”. Paris, Presses de Sciences Po.

-PERROT, M. (1997).”Femmes publiques”. Paris, Textuel.

-RAIBAUD, Y. (2014). “Une ville faite par et pour les hommes”. Enquête : dossier ”demain ma ville”. Repéré à : [https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00974265/file/Une\\_ville\\_fait\\_e\\_par\\_et\\_pour\\_les\\_hommes.pdf](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00974265/file/Une_ville_fait_e_par_et_pour_les_hommes.pdf)

### **Insécurité et harcèlement de rue**

-A-C.D. avec AFP (2018). “Une femme sur deux ressent de l’insécurité dans les transports en commun”. Le Parisien. Repéré à : <http://www.leparisien.fr/laparisienne/actualites/une-femme-sur-deux-ressent-de-l-insecurite-dans-les-transport-s-en-commun-30-01-2018-7530705.php6>

-BERENI Laure et REVILLARD Anne. (2008). « La dichotomie « public-privé » à l’épreuve des critiques féministes : de la théorie à l’action publique », in MULLER, P. et SENAC-SLAWINSKI, R. (dir.), Genre et action publique : la frontière public-privé en questions, L’Harmattan/Logiques politiques.

-CONDON, S., LIEBER, M., & MAILLOCHON, F. (2005). « Insécurité dans les espaces publics : comprendre les peurs féminines ». Revue française de sociologie.

-DELAGE, Pauline, LIEBER Marylène, et CHETCUTI-OSOROVITZ Natacha. « Lutter contre les violences de genre. Des mouvements féministes à leur institutionnalisation. Introduction ». Cahiers du Genre.

-FNAUT. (2019). “Lutte contre le harcèlement sexiste dans les transports”. Enquête FNAUT. Repéré à : <https://www.fnaut.fr/actualite/actualite-recente/772-enquete-fnaut-lutte-contre-le-harcelement-sexiste-dans-les-transport-s>.

-INSEE-ONDRP (2012-2017). Enquête “Cadre de vie et sécurité”.

- KELLY Liz (1987). "The continuum of sexual violence", in Jalna HANMER et Mary MAYNARD (eds), *Women, Violence and Social Control*, Atlantic Highlands (N. J.), Humanities Press International.
- LANDES Joan B (1988). *Women and the Public Sphere in the Age of the French Revolution*, Ithaca: Cornell University Press.
- LIEBER, Marylène (2021). « La lutte contre le harcèlement de rue et les (nouveaux) indésirables des espaces publics [\*] ». *Déviance et Société*.
- LIEBER, M. (2011). "Le sentiment d'insécurité au prisme du genre - Repenser la vulnérabilité des femmes dans les espaces publics", *Métropolitiques*. Repéré à : <https://metropolitiques.eu/Le-sentiment-d-insecurite-au.html>
- MADRIZ Esther, "Images of criminals and victims: a study on women's fear and social control", in *Gender and Society*.
- MARUEJOULS Edith (2011). « La mixité à l'épreuve des loisirs des jeunes dans trois communes de Gironde », in *Agora débats/jeunesses*.
- MARUEJOULS Edith, RAIBAUD Yves (2012). « Filles/Garçons : l'offre de loisirs. Asymétrie des sexes, décrochage des filles et renforcement des stéréotypes », in *Revue VIE* n° 167, Sceren CNDP-CRDP.
- MINHINDOUYA, M. (2014). "En finir avec le harcèlement de rue", *Revue ballast*
- NIELSEN Laura Beth (2002). "Subtle, Pervasive, Harmful: Racist and sexist remarks in public as hate speech". *Journal of Social Issues*.
- PERROT Michelle (1998)., « Le genre et la ville », in Michelle PERROT, *Les Femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion.
- PERRY Imany., (2007), *Let me holler at you : African American culture, postmodern feminism, and revisiting the law of sexual harassment*. *Georgetown Journal of Gender and the Law*
- ROCHER Guy (1992). *Introduction à la sociologie générale* 3e édition, Hurtubise HMH. Montréal.

-ROMITO Patrizia (2006). Un silence de mortes, La violence masculine occultée. Collection Nouvelles Question Féministes.

-SELMINI Rossella, (1988). « Différence de genre, sécurité et qualité de la vie dans les villes européennes », in Quaderni in città sicure: La sicurezza in Emilia-Romagna.

## Sitographie

-Site de l'application Garde Ton Corps, <https://www.gardetoncorps.fr>

-Site de l'application The Sorority, <https://www.jointhesorority.com>

-Site de l'application App-Elles, <https://www.app-elles.fr>

-Site de l'application HandsAway, <https://www.handsaway.fr/>

-Site du compte @disbonjoursalepute, <https://www.emanouela.fr/dis-bonjour-sale-pute/>

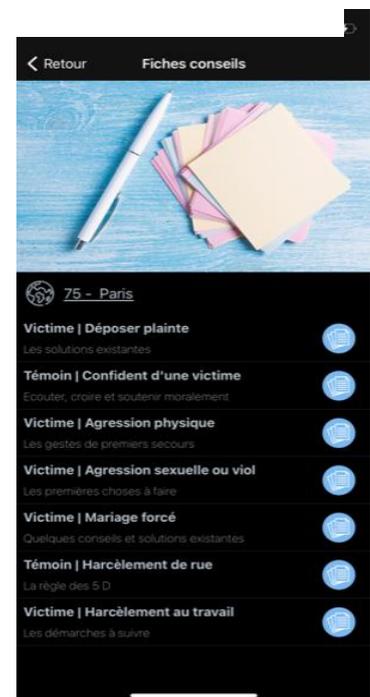
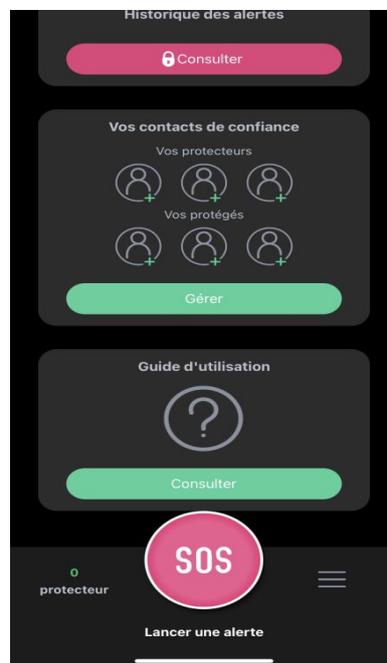
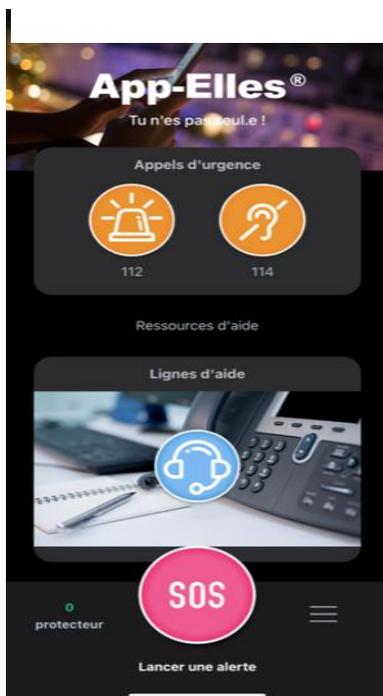
-Site de l'association #StopHarcèlementDeRue, <http://www.stopharcelementderue.org/>

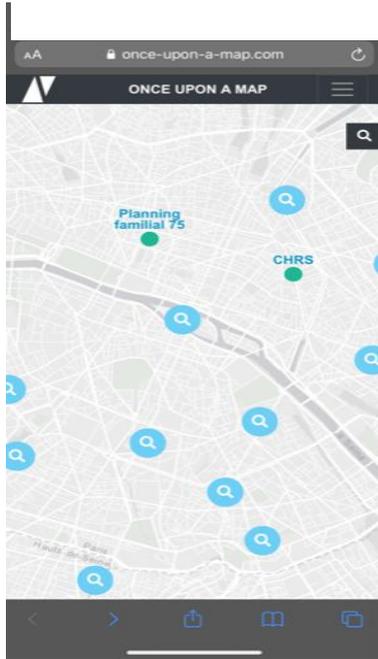
-Site du laboratoire Genre et Ville, <http://www.genre-et-ville.org/>

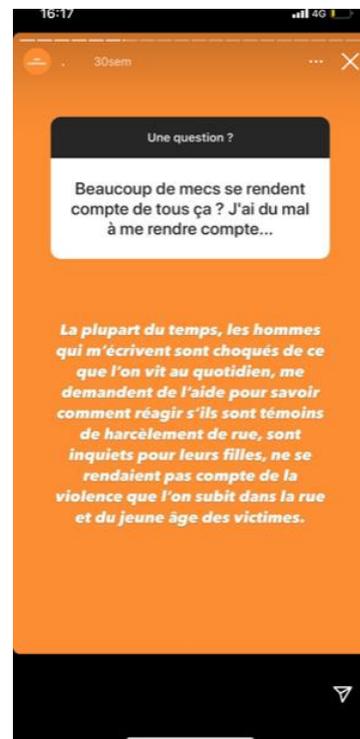
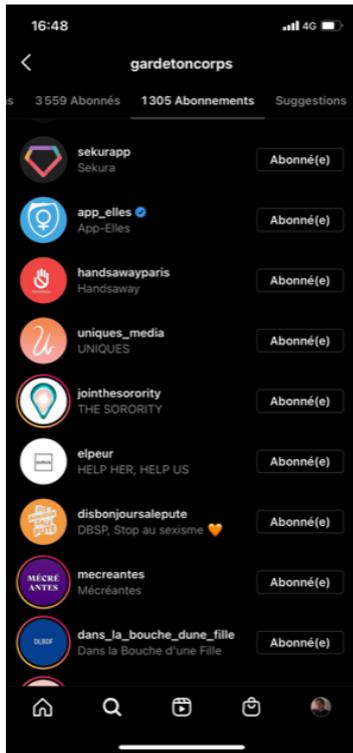
-Site du centre Hubertine Auclert, <https://www.centre-hubertine-auclert.fr/>

## Annexes

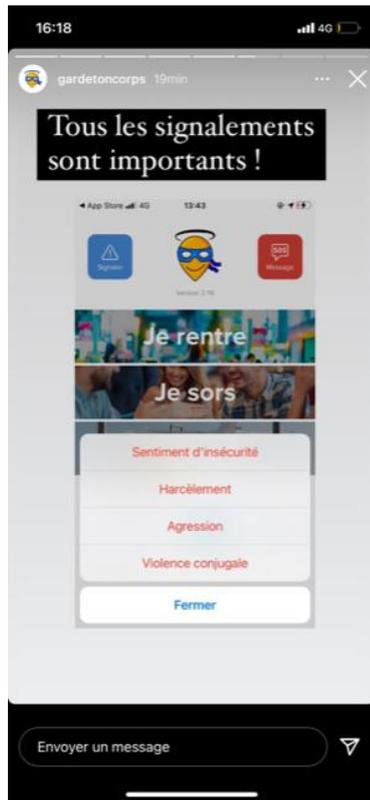
Captures d'écran (observation)





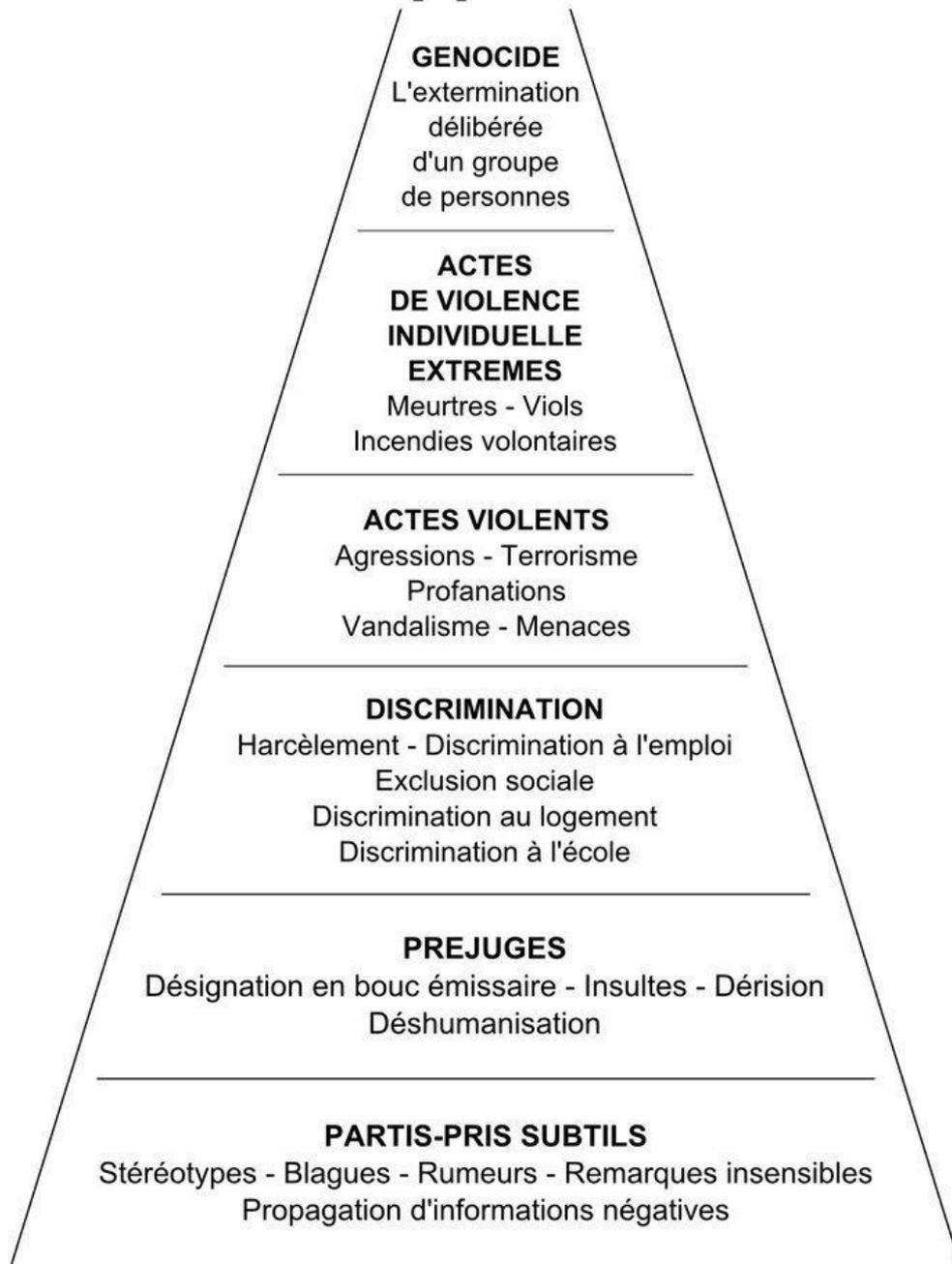








# La pyramide de l'oppression



## **Annexe 1 : Entretien écrit avec Emanouela Todorova**

### **1) Comment et pourquoi vous avez décidé de créer le compte @disbonjoursalepute ?**

J'ai créé le compte instagram @disbonjoursalepute le 10 juillet 2021 après avoir été une nouvelle fois victime de harcèlement dans l'espace public. Je souhaitais dans un premier temps uniquement partager les témoignages que j'avais reçu suite à la story dans laquelle j'expliquais ce que j'avais subi.

### **2) Pourquoi un compte instagram ? Pourquoi ce format ?**

Les réseaux sociaux sont un excellent moyen pour faire rapidement circuler l'information et s'exprimer plus ou moins librement. Au travers de témoignages que j'ai rendu anonymes, je savais que beaucoup de victimes allaient pouvoir se reconnaître dans le contenu et libérer la parole.

### **3) Est-ce que vous considérez votre compte Instagram comme féministe, et pourquoi ?**

Bien entendu, je lutte quotidiennement pour l'éradication des violences faites aux femmes et aux personnes sexisées, pour l'éradication de la société patriarcale et misogyne, et pour rendre l'espace public sain pour tous.tes.

### **4) Que faisiez-vous avant de vous consacrer au projet «disbonjoursalepute » ?**

Je travaillais dans une Start up berlinoise qui fabriquait des accessoires pour smartphones.

### **4) Vous vous définissez comme une militante ?**

A partir du moment qu'on essaye de changer les choses, que se soit dans un cercle privé ou public, nous sommes tous.tes des militant.e.s. Donc oui, je me considère comme une militante active sur les réseaux sociaux mais également sur le terrain.

### **5) Avez-vous la sensation d'animer une communauté ?**

J'ai la sensation d'apporter du soutien et de la bienveillance aux personnes qui trouvent le courage de partager leurs vécu. J'espère pouvoir faire avancer le combat contre les violences sexistes et sexuelles et que la communauté de @disbonjoursalepute puise sa force sur le compte au quotidien.

**6) Avec la multiplication des comptes comme le vôtre, vous n'avez pas peur que vos messages se diluent au milieu des autres messages ?**

Je n'ai aucune peur dans le sens où je n'ai jamais cherché à créer un compte Instagram qui grossisse autant. Au contraire, je pense que plus il y aura de comptes qui créeront du contenu similaire, plus le message sera entendu et les choses bougeront.

**7) Je sais qu'il y a votre livre "Disbonjoursalepute" qui va sortir prochainement. C'est la suite logique de votre engagement ?**

En effet, l'idée du livre est de pouvoir s'implanter sur le terrain en touchant les plus jeunes dans les établissements scolaires, les personnes qui ne sont pas sur les réseaux sociaux, les personnes d'autres générations ou encore les harceleurs / agresseurs.

**8) Vous étiez déjà investis dans la cause féminine avant ?**

Oui j'ai toujours été investie dans la cause féminine.

**9) Comment faites vous pour "trier" les nombreux messages que vous recevez ? Pourquoi choisir de diffuser certains témoignages, certains contenus et d'autres non ?**

J'ai reçu des milliers de messages depuis la création du compte @disbonjoursalepute et jusqu'à récemment j'étais seule à gérer le compte. Ainsi je n'ai pas pu ouvrir tous les messages. Quand j'ouvre un témoignage, je choisis de le publier en fonction de plusieurs critères :

- les propos racistes, politisés, homophobes ou encore religieux ne sont pas pris en compte
- Les témoignages remplis de fautes d'orthographe ou illisibles ne sont pas pris en compte

**10) Comment gérez-vous votre compte ?**

Depuis une petite semaine, une personne a rejoint l'équipe à temps partiel pour m'accompagner dans la gestion des messages et la communication sur tous nos réseaux sociaux.

**11) Utilisez-vous une application numérique de lutte contre le harcèlement de rue ? Si oui, pouvez-vous développer ? (même si je sais que vous avez pour projet de lancer la votre).**

Nous sommes en train de réfléchir au lancement de l'application @disbonjoursalepute. Elle devrait voir le jour en septembre.

Quelles seront les fonctionnalités disponibles sur votre application. Je ne peux pas vous en dire davantage pour le moment. Merci de votre compréhension.

Actuellement étudiant à l'université Gustave Eiffel en master 1 Cultures et Métiers du Web, je m'intéresse à l'insécurité féminine dans l'espace urbain parisien. J'ai choisi de centrer mon étude sur les pratiques et les représentations que les femmes ont de l'espace urbain parisien en corrélation avec le sentiment d'insécurité. Dans ce cadre, je m'intéresse également aux usages et aux pratiques que les femmes font des réseaux sociaux et des applications de lutte contre le harcèlement de rue. Le but est de voir si ce sont des outils efficaces de lutte contre ce fléau sociétal. Pour ce faire, je vous invite à répondre dans la mesure du possible à mon questionnaire. Le questionnaire ci-dessous me permet de pouvoir en apprendre plus sur la question du féminisme en lien avec les réseaux sociaux.

Merci d'accorder un peu de votre temps pour répondre à ces 10 questions ! Votre aide est plus que précieuse. N'hésitez pas à détailler et développer, plus vos réponses sont développées plus cela m'aide !(Vous n'êtes pas obligé de répondre à toutes les questions).

Pour retourner vos réponses voici mon adresse mail : pierre-leger@outlook.com

### **Pratiques et usages du compte Instagram @disbonjoursalepute**

1. Avez-vous déjà été victime ou témoin de harcèlement de rue (violences sexuelles ou sexistes)?

2. Comment avez-vous connu le compte « disbonjoursalepute » ?

3. Pourquoi avoir décidé de suivre ce compte ? Vous vous intéressiez déjà aux violences sexistes et sexuelles dans l'espace public avant de suivre le compte ? Si oui, est-ce dû à un événement particulier ?
4. Avez-vous déjà discuté de ces violences avec votre entourage masculin ?
5. Suivez-vous des réseaux sociaux qui parlent du sujet de l'insécurité féminine dans l'espace public ? Si oui lesquelles ? Si oui, trouves-tu des différences où ce sont des comptes qui parlent des mêmes thèmes ?
6. Cet aspect communautaire vous booste-il pour témoigner/participer etc...?
7. Vous êtes-vous fait des amis/connaissances via le compte ? (Aspect communautaire) Si oui, cela vous a-t-il aidé à sortir d'un certain isolement ? A traverser un moment difficile (agression) ? Vous arrive-t-il de partager des publications de ce compte ?
8. Avez-vous déjà utilisé une application numérique de lutte contre le harcèlement de rue ? Si oui laquelle et quelles pratiques en faites-vous ?

## **Annexe 2: Entretien écrit avec Pauline Vanderquand (Garde ton corps)**

### **1. Comment et pourquoi avoir décidé de créer l'application numérique Garde Ton Corps ? Avez-vous le sentiment que les pouvoirs publics sont efficaces face au fléau du harcèlement de rue ?**

Création : Suite à un problème de harcèlement de rue, j'ai demandé de l'aide dans un bar. Le vigile n'a pas voulu m'aider . Le lendemain l'idée de créer un réseau avec des lieux safe, bienveillants et engagés voyait le jour ! 3 mois plus tard l'appli sortait à Aix en Provence.

Les pouvoirs publics sont sensibles et cherchent à mettre en place des solutions pour lutter contre ce problème. Tout peut être efficace et utile. Si cela permet de sauver au moins une personne cela en vaut la peine ...

### **2. Pourquoi une application numérique ? Pourquoi ce format ?**

Le format d'une appli est dans le but d'être disponible pour le plus grand nombre. Tout le monde possède un smartphone. les smartphones individualisent, notre but est de créer un lien dans nos villes.

### **3. Est-ce que vous considérez votre action comme féministe et pourquoi ?**

Mon action est féministe. Il est important pour moi que les femmes puissent être libre de se déplacer dans l'espace public. Que l'hyper sexualisation du corps féminin cesse. Tout comme il est primordial que les hommes est le droit d'avoir des émotions, d'être sensibles etc ... Bref que l'on arrête de séparer les hommes et les femmes et de les caster.

### **4. Vous vous définissez comme militante ?**

Suis je militante ? Oui. Je suis maman ... J'ai envie de participer à un monde meilleur pour mon fils. La clé est certainement dans l'éducation.

### **5. En quoi votre application permet-elle la création d'une communauté (partenariats, entraide etc.) ?**

Notre appli référence les commerces safe des villes ( bars, restau, pharmacies, tabacs, supermarché, traiteurs, agence immo ... ) Toutes ses acteurs de nos villes sont heureux de

nous rejoindre et de s'engager sur cette problématique. Essayer de participer à l'amélioration de la vie dans nos villes.

### **6. Avec la multiplication des applications comme la vôtre, vous n'avez pas peur de la concurrence ?**

Nous n'avons pas peur de la concurrence. Nous sommes en très bon terme avec les autres appli. On s'encourage souvent. C'est un milieu très respectueux. Une appli est onéreuse et le référencement des safe places est un travail très intense.

### **8. Vous-étiez déjà investis dans la cause féminine avant ?**

Oui, je m'occupais de femmes victimes de violence par des soins du corps. J'ai fait du bénévolat en Inde auprès de femmes et filles victimes de ses violences la. C'est aussi une histoire de famille ...

### **9. Comment faites vous pour cartographier vos « Safe Place » ?**

Nous les rencontrons, parlons avec les équipes et patrons. Cela prend bcp de temps. La communication, sensibilisation et formation sont la clés. Nous connaissons et rencontrons tous les lieux pour s'assurer de l'atmosphère et de l'accueil Safe qu'il peut apporter.

### **10. Sentez-vous un enthousiasme récent des acteurs locaux dans la prise de conscience de l'insécurité féminine dans l'espace public ?**

Oui il s'agit d'une ligne politique du gouvernement demandée aux villes.

### **11. Pourriez-vous me donner quelques chiffres clés sur votre application ?**

Nos chiffres : +30K de téléchargements / Une 50 éné de témoignages de personnes misent en sécurité. 15 femmes sauvées par la police.

12- Safe City : Nous venons de mettre en ligne une toute nouvelle fonctionnalité "je signale" qui permet aux utilisatrices d'indiquer les rues de harcèlement, agression, sentiment d'insécurité et violence conjugale. Nous travaillons avec les collectivités pour qu'elles puissent agir en fonction de ses données. Nous essayons actuellement de travailler avec la Police National.

## **Annexe 2.**

1. Oui, j'ai déjà été victime.
2. Très sincèrement, je ne m'en souviens plus, mais je suis abonnée à beaucoup de comptes féministes similaires à celui-ci car ce sont des sujets qui me concernent et qui m'intéressent.
3. J'ai trouvé que ce compte était un espace où chacun pouvait partager une expérience subite de violence sexuelles ou sexistes, c'est également un endroit où un peut apporter son soutien à ces victimes, ce que je souhaite faire.
4. Oui je m'y intéressait déjà beaucoup. Ce n'est pas dû à un événement particulier mais au fait que nous sommes pratiquement toutes touchées par le harcèlement de rue.
5. J'en ai déjà discuté avec mon entourage masculin, qui est très compréhensif quoique parfois « naïf » quant à ce qu'une femme peut subir.
6. Je suis également @noustoutesorg et @osez\_le\_feminisme qui abordent également le sujet des violences sexuelles et sexistes.
7. On ne devient pas forcément amis, mais les commentaires sous les témoignages sont plein de soutien envers les victimes, ce qui peut aider à sortir de l'isolement. Egalement le fait de se rendre compte que nous ne sommes pas seules, que nous sommes comprises.
8. Oui, beaucoup c'est très encourageant.
9. Oui, cela m'arrive lorsque j'estime que c'est une information dont les gens doivent avoir connaissance.
10. Non, je n'en ai jamais utilisé, je ne trouve pas cela assez efficace.

### **Annexe 3.**

1. Oui, victime et témoin

2. Au travers de repost en stories des publications de ce compte

3. Afin de ne pas fermer les yeux sur la situation, de donner de la visibilité et du soutien, aux victimes comme à la cause

4. Oui, depuis que j'ai environ 10/12 ans. Le déclic s'est fait au moment où j'ai porté une jupe pour la première

fois (je n'aimais pas les vêtements connotés "féminins" avant cela). J'étais vraiment heureuse de pouvoir la porter, mais une fois dehors j'ai senti qu'on me regardait beaucoup plus, et pas des regards bienveillants, mais très appuyés et insistant, ça m'a mit

très mal à l'aise. À partir de ce moment là j'ai également plus prêté attention autour de moi et ai commencé à remarquer tous les regards/remarques/comportements déplacés que les autres personnes recevaient aussi

5. Oui, assez souvent, pour les sensibiliser et leur faire comprendre le problème bien présent des comportement considéré comme "pas grave)

6. Non, pas concernant l'espace public. Mais j'en suis plusieurs autres sur le même problème sans que ce soit précisément dans l'espace public

7. Non

8. Pas particulièrement, je n'interagis pas beaucoup avec les autres gens présent sur le compte

9. Non

10. Non, mais j'utilise les petites tactiques du téléphone, des clés, du déodorant à portée de main (utilisé comme un spray au poivre)

#### **Annexe 4.**

**1.** J'ai été à plusieurs reprises sifflée dans la rue. Pas plus tard qu'il y a deux jours, un homme me dit "bonjour", je ne le connais pas, je passe mon chemin, il repasse en vélo quelques secondes plus tard en me sifflant, en disant quelque chose que je n'ai pas compris et en criant dans la rue tel un animal. Ce genre de comportement est très courant, j'ai des dizaines d'exemples.

**2.** J'ai découvert le compte car je suis militante féministe sur les réseaux et que je suis donc d'autres militant.e.s, mais aussi des associations afin de soutenir leur travail et de m'informer.

**3.** Je trouve que le partage de témoignages est nécessaire afin de comprendre le côté systémique des violences. L'association fait preuve de pédagogie et c'est du contenu qui m'est très utile en tant que féministe. Il y a eu une vague de comptes féministes depuis deux ou trois ans et leur succès montre bien leur nécessité.

**4.** Oui, parce qu'en tant que femme, donc personne sexisée, j'ai remarqué depuis plus de 15 ans que l'espace public n'était pas un endroit sûr, ni favorable aux femmes.

**5.** Je suis mariée à un homme, nous en discutons donc de temps en temps. Il est assez sensible à la question. Néanmoins, je remarque que très peu d'hommes de mon entourage sont au courant de cette problématique. J'ai plusieurs couples d'amis et quand nous discutons de ce sujet, les hommes se taisent, ils semblent perplexes.

L'été dernier, j'ai aussi expliqué à mon père les réalités liées au harcèlement de rue, aux violences sexistes dans l'espace public, et il était interloqué de voir à quel point c'était courant (il y avait moi, ma petite soeur, et sa femme, qui lui confirmions toutes les trois subir cela).

**6.** -

**7.** Non

**8.** -

**9.** Oui, de temps en temps.

**10.** Oui, j'ai téléchargé il y a plusieurs mois The sorority. C'est une application qui permet d'alerter d'autres femmes et minorités de genre qui sont à proximité si on est en train de vivre une agression. Je suis donc à l'affût si des personnes utilisent leur alarme, et je m'en servirai certainement si je devais subir quelque chose

## Annexe 5.

1. Oui, j'en ai déjà été victime. Ca a commencé probablement quand j'étais au collège. Des fois je marchais dans la rue, il n'y avait que moi, et j'entends un « salope », par exemple. Des hommes qui viennent me parler de nulle part pour me poser des questions déplacées, etc. Heureusement, je n'ai jamais été victime d'agression. J'ai aussi déjà été témoin d'hommes qui viennent importuner des femmes, et j'ai d'ailleurs agi plusieurs fois
2. Je ne me rappelle plus vraiment comment j'ai découvert ce compte, mais ça doit probablement être via la story instagram d'un autre compte féministe
3. Honnêtement je n'ai aucune idée de pourquoi j'ai suivi ce compte. Je pense que j'ai reconnu des situations que j'avais vécues, que les femmes de mon entourage avaient vécues, et qu'apporter mon « follow » serait peut-être une manière de donner de la visibilité à des problèmes de société importants
4. Oui j'étais déjà dans le milieu « féministe » si on peut dire (je me considère comme telle mais je ne suis pas militante, je ne vais pas en manif etc). J'ai commencé à m'y intéresser quand j'ai commencé mes études supérieures à 18 ans, et que je me suis rendue compte que le monde n'était pas tout beau tout rose. Quand on est une femme dans la société actuelle, je pense qu'on a tout intérêt à s'y intéresser (pour ne pas dire « on doit »), car la totalité d'entre nous souffre du patriarcat, même si certaines femmes peuvent nous dire le contraire. C'est un fait, même si elles ne s'en rendent pas compte, on en est toutes victimes
5. J'ai effectivement déjà discuté de ce sujet avec mon entourage masculin, que ce soit mes (ex)copains, ma famille (frère / cousin), mes amis et ma communauté twitch. C'est un sujet important et il faut en parler
6. Je suis plusieurs comptes féministes mais je ne saurais pas citer ceux qui traitent spécifiquement de ce sujet
7. Non, je ne me suis pas fait d'amis ou connaissances via le compte
8. Je n'ai pas forcément grand chose à contribuer pour l'instant, mais si j'avais des choses à dire, je pense qu'effectivement cet aspect communautaire aide grandement : on se sent moins seule, on sait qu'on va être accueillie avec avec bienveillance par des personnes qui vivent la même chose

9. Je ne partage pas grand chose de manière générale, mais je ne suis pas fermée à l'idée si jamais je tombe sur un post vraiment important / impactant

10. Non je ne me suis jamais servie de ce genre d'appli, j'avoue ne pas avoir connaissance de leur existence

## Annexe 6.

1- oui, malheureusement, j'ai été victime de harcèlement en étant suivie dans la rue et dans le métro (regard pervers, insistant et très malaisant, un homme qui se colle ) .

2 - je suis abonnée à des pages féministes et cela m'a permis de découvrir "dis bonjour sale pute."

3- Il faut que les mentalités changent que ce genre d'actes ne reste pas impuni ce genre de comportement a de réels impacts psychologiques personnellement j'en suis arrivée à me dire " non pas cette tenue si je vais là ou la" et pour cela il faut plus de témoignages que les femmes n'ai pas peur de répliquer, de porter plainte et en voyant ce genre de page ça aide à libérer la parole.

4- cela remonte à mes 16 ans, lorsque que j'ai vu une violence conjugale dans une ruelle et que je n'ai pas su réagir juste spectatrice .... Depuis lorsque que je vois un acte que je trouve indécent, je n'hésite pas à défendre la personne et avec ce genre de page, je prends conscience aussi que j'ai assistée à des trucs qui effectivement ne sont pas normal ...

5- Non, mais j'ai souvent droit à cette phrase de mon entourage masculin " tu ne rentres pas seule ce soir, appel moi. "

6 - je suis d'autres page qui concerne la violence faite aux femmes dans d'autres circonstances comme balance ton utérus, dans la bouche d'une fille ...

7- Non

8-oui, ça libère et soulage de ce dire, je ne suis pas la seule à vivre cela, ça boost à répondre, ne pas se laisser faire.

9- Ca m'arrive d'identifier des amies dans des commentaires et en discuter en privé.

10 - Non, je ne connais aucune application de lutte contre les harcèlements de rue.

## Annexe 7.

1. Oui, ce n'est pas quelque chose de rare.

2. Je ne me souviens pas exactement mais j'ai créé mon compte Instagram uniquement pour ce genre de contenu alors je suppose que j'étais abonné à un compte féministe qui était abonné à disbonjoursalepute.

3. Déjà pour prendre conscience que les agressions sexuelles sont bien plus présentes qu'on ne le croit. Lire tous les témoignages permet en quelque sorte de les concrétiser. Je veux entendre la voix des personnes qui en ont été victimes. Pour trouver un endroit de réconfort ou on ne remet pas en doute la parole des victimes. Pour mieux identifier les violences sexistes et sexuelles qui sont parfois presque invisibles. Pour apporter du soutien aux victimes qui sont délaissées par la société, par la justice, par leur familles, par leurs enseignants etc...

4. Oui. Je m'y intéressait déjà au collège mais à cette époque je n'avais pas vraiment la force et les « connaissances » nécessaires pour en parler et agir. Quand je parlais de ce genre de violences, on soufflait, on riait, on se moquait.

5. Oui. Dans le meilleur des cas ils ne faisaient que de se défendre comme si je leur avait reproché quelque chose. Ils sont souvent incapables de dissocier les remarques sur ce genre de violences et leur petite personne. Dans le pire, ils ne voyaient pas le problème, ou alors trouvait ça normal. Sinon il y en a un autre qui n'arrêtait pas avec ses « Oui mais si... »

Ils y sont très insensibles.

6. Oui beaucoup.

Assumetonfeminisme, Endolorix, Dans\_la\_bouche\_dune\_fille, Je.suis.une.sorciere, Withoutpatriarchy, Pourquoi devenir féministe, Feministe\_\_, Nos\_allies\_les\_homme, , Sexisme\_ordinaire\_stop

Elles parlent toutes de plusieurs sujets différents tous liés au sexisme et par extension à l'insécurité féminine. Les comptes sont tous plus ou moins similaires mais certains vont plus tendre à un sujet que d'autres. Par exemple, endolorix est plus axée sur la transphobie et la culture du viol (même si celle-ci englobe à elle toute seule beaucoup d'autres thèmes). D'autres se focaliseront plus sur le témoignage des victimes, comme

Sexisme\_ordinaire\_stop, mais toujours avec certaines explications concernant les agressions et pourquoi elles en sont.

7. Je ne me suis pas fais d'amis et je ne discute avec personne dans le cadre privé. Je ne cherche pas à appartenir à une communauté ou à me faire des amis. Je cherches surtout à prendre conscience de ce que l'on vit au quotidien et d'essayer parfois d'encourager les victimes. Ce compte m'a été utile pour des moments que j'ai traversé effectivement.

8. En voyant certains témoignages, j'ai pris conscience de plusieurs choses qui me sont arrivés, à moi, des amis, ou des membres de ma famille. Ça m'a aidé à mettre des mots sur les faits et à agir dans certaines situations quand avant je ne faisais rien.

9. Oui mais mon compte Instagram est tres petit et je ne cherche pas plus que ça à avoir des abonnés donc même en partageant cela n'a pas vraiment d'utilité.

10. Non jamais.

11. Des remarques ?

Je ne sais pas si ça vous sera utile, mais on nous demande souvent de donner un profil type des agresseurs. Sachez qu'il n'y en a pas. On s'attend trop souvent à ce qu'on parle des « arabes de cités », mais non. C'est tout le monde. Ça peut autant être le papy de soixante ans sur un banc qu'un môme de 15 ans en bande. Et au sujet des mecs qui vont parler aux filles dans la rue pour « tester leur réaction » .... Tout à l'heure j'ai vu la video d'un mec qui testait les réactions des filles dans la rue. Rien de grave, il formait d'une main une moitié de cœur et allait vers les filles. Dans la video, il n'a montré que des filles qui l'ont rembarrés. Ce genre de vidéo a clairement pour but de nous faire passer pour des connasses antipathiques et d'appuyer le fait « qu'on ne peut plus parler à une fille sans que ça soit du harcèlement ». Gardez bien en tête que vous n'êtes sûrement le premier à lui parler, et quand on aborde une fille de derrière, qui porte une jupe (oui ça ne me plaît pas de dire ça mais on sait très bien le genre de commentaires que reçoivent les personnes en jupe), qui ne te connaît pas et sur qui tu pointe une caméra au pif, il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle te saute dans les bras. Entre ceux qui veulent nous faire passer pour des connasses frigide, ceux qui veulent nous faire passer pour des idiots, et ceux qui veulent nous faire passer pour des « putes" et compagnie, il ne faut pas s'attendre à ce qu'on vous réponde gentiment dans la rue.

## Annexe 8.

1. Oui cela est arrivé très régulièrement, entre les classiques "T'es bonne" dans la rue ou "Tu pourrais répondre sale pute" etc etc, ou le gars qui m'a suivie en pleine journée à Valence dans les rues passantes et m'a coupée la route pour dire de prendre son numéro de téléphone. Je suis rentrée chez moi directement en vérifiant derrière moi toutes les 30 secondes.

Une fois, à Bordeaux en rentrant de soirée, j'attendais le bus, et ce gars était en train d'harcéler une femme, menaçant de la planter. Je ne savais pas trop quoi faire, je suis du style en rentrer dans le tas, mais vu que personne ne semblait réagir, je me suis seulement légèrement rapprochée au cas où il fallait réagir, mais je me suis dit qu'intervenir aurait probablement empiré les choses, et je m'en veux de ne pas avoir aidé plus cette femme.

J'ai beaucoup d'exemples de ce type. Je me souviens le premier mois après avoir déménagé à Valence, après avoir vu le nombre de fois où je me suis faite accostée ou insultée, mon compagnon qui était sur Paris à ce moment là m'a demandée de ne plus sortir tellement il était inquiet, c'était la première fois en 4 ans qu'il me disait ça. Par contre, j'ai déménagé il y a un peu plus de 2 ans au Royaume Uni, je crois que je me suis prise une petite remarque maladroite par un gars en soirée et c'est tout. Et quand j'explique comment ça se passe en France, mes amis, hommes ou femmes sont choqués. Donc il y a définitivement quelque chose à voir avec notre culture française.

2. Honnêtement, je ne me souviens pas, probablement un "Brut" ou "Kombini" sur FB qui parlait de ça.

3. Cela permet de se rendre compte qu'on est pas seule et surtout, d'avoir un support/exemple pour les gens (homme ou femme) qui nous disent qu'on exagère.

4. Depuis très longtemps je m'intéresse à ce sujet, mes frères et moi même avons été éduqués de la même manière, on a tous appris à cuisiner, tricoter, coudre, changer l'huile moteur, ou un pneu... Du coup je n'ai jamais compris cette différence. Mais mon engagement s'est intensifié après le bac. En effet je suis partie dans une formation dite "masculine" en ébénisterie (juste pour l'anecdote, nous étions 14 femmes et 4 hommes) J'ai été confrontée au refus de stage car "c'est pas pour les femmes" et ce pendant plusieurs années (6 années de formation aux métiers du bois) et ensuite aux remarques sexistes lors de mon premier emploi chez un fabricant d'intérieurs d'avion. Lorsque je me suis plainte à la hiérarchie, LA RH m'a

dit que c'était de ma faute et que je devrais comprendre l'humour. Bref, ça n'a fait qu'intensifier mon engagement.

J'ai remis plusieurs fois des personnes à leur place. Et de nouveau, depuis que je suis au Royaume Uni, je travaille toujours dans les ateliers pour fabriquer du mobilier, je n'ai eu AUCUNE remarque sexiste. Lorsqu'on m'aide à porter quelque chose de lourd, je n'ai pas droit à un "bah oui mais en même temps tu es une femme donc c'est normal, tu es plus faible" c'est juste de la bienveillance autant envers hommes ou femmes.

5. Oui c'est quelque chose que j'aborde souvent, d'abord avec mon compagnon, qui lui même a changé de point de vue sur certaines choses (les vêtements et l'attitude sont les raisons du harcèlement par exemple, il a changé de point e vu là dessus, et pour être honnête, quand j'étais ado, je le pensais aussi car c'est ce qu'on nous répète tout le temps)

Avec mes parents ou un de mes frères qui a fait un master sur l'histoire du féminisme on parle souvent de ces inégalités et bien souvent des amis, aucun tabou là dessus, c'est en parlant que ça fait évoluer les mentalités.

6. Oui, je suis certains sur FB ou Instagram ou même tumblr, je n'ai plus les noms en tête par contre désolée. Ce que je vois c'est qu'on a toute eu des mauvaises expériences et qu'il y a toujours des gens pour dire qu'on l'a bien cherchée (Homme ou femme)

7. Non

8. Je ne le fais pas mais je pense que cela aide beaucoup de monde et donne une voix.

9. Oui, ça m'arrive régulièrement, ça doit sûrement ennuyer des gens, mais ce n'est pas grave, plus on en parle, plus cela devient visible.

10. Non

## **Annexe 9.**

1. Oui plusieurs fois
2. Car je suis contre la violence faite aux femmes et je m'intéresse beaucoup également à cette lutte, ce qui veut dire que j'ai beaucoup de publications dans ce genre là dans mon fil d'actualité et j'ai bien aimé ce compte là
3. Pour suivre plus de témoignages et savoir un peu comment faire face à ces agressions
4. Oui je m'intéressais déjà à tout cela dû à des agressions moi même vécues ou mes copines
5. Oui beaucoup de mes amis sont des garçons et je leurs en parle beaucoup
6. Je ne saurais pas citer les comptes que je suis sur les réseaux mais ils sont tous là plupart dans l'optique de lutter contre ce phénomène et aider les personnes agressées ou en position d'insécurité par moyen de témoignage, de propositions de numéros (d'urgence) à appeler ou de solutions
7. Non, mais je me sens quelques fois plus fortes dans certaines circonstances
8. Oui quand même, il permet de s'affirmer et de ne pas se laisser marcher dessus ou encore d'avoir plus confiance en sois et de relativiser car nous les femmes on pense souvent que c'est de notre faute
9. Je me suis abonnée il n'y a pas très très longtemps donc je n'ai pas encore partagé de contenu en public mais quelques fois j'envoie à mes copines ou membres de ma famille.
10. Non

Note en + :

Je trouve que sur beaucoup d'agressions, la société remet beaucoup trop la faute sur la tenue portée ou les attitudes mais pas assez sur l'agresseur et je trouve ça génial de nos jours de pouvoir partager et s'entraider les uns les autres en donnant de la force aux personnes simplement derrière un écran.

Anecdote: Il y a quelques jour, le soleil était de sortie et il faisait 24°, donc moi et ma copine avions mis un short pour aller pic-niquer sur une pelouse. Sur le chemin nous nous sommes faites claxonner bien 5 fois et ma copine se sentais mal et me demandais toutes les 2 secondes

si j'étais sûr que son short n'était pas trop court. Je lui disais que non car il arrivait à mi-cuisse et ce n'était pas vulgaire, c'était même plutôt très joli. Comme quoi même si nous habitons dans un coin campagne assez calme, les agressions sont toujours là et sous toutes les formes et pour moi klaxonner une fille c'est une sorte de mini agression car elle peut se remettre en question et se braquer à cause d'autres personnes qui pour le dire un peu vulgairement, ne savent pas garder leurs pensées dans leurs pantalons.

Je suis à fond pour la solidarité féminine personnellement et je le deviens de plus en plus, je trouve ça tellement important dans le monde dans lequel on vit qui n'est pas rose du tout. Ensemble on peut faire bouger les choses comme on dit, j'essaie d'en parler le plus possible autour de moi et de sensibiliser mes amis garçons (qui sont beaucoup du même avis que moi) et je pense que si tout le monde y pense et que on ose en parler de plus en plus on pourrait envisager un changement.

## Annexe 10.

1. Victime oui très souvent malheureusement. et "heureusement" le plus fréquent sont des petits trucs (insultes, regards et commentaires déplacés ...) mais parfois aussi des choses malheureusement plus graves 2. témoin aussi, surtout d'insultes et de "frotteurs" notamment dans les transports en commun

2. Je pense que le compte a été reposté dans des stories de comptes féministes que je suivais déjà, de manière générale ce sont des sujets qui m'intéressent. En plus j'ai remarqué que l'autrice du compte était de Strasbourg et du coup les témoignages étaient pour beaucoup de Strasbourg ... et j'y vis

3. Oui je m'y intéresse depuis longtemps. De manière générale au féminisme et au sexisme, et même plus. A la base en tant que femme j'ai rapidement remarqué que j'étais traitée différemment que les hommes (dès l'adolescence) et je me suis intéressée à ces sujets, puis de manière plus générales aux thématiques de genre, et des discriminations en général. Et forcément les violences subies par les minorités de genre sont en lien.

j'ai sauté la 3 ^ici c'était la réponse à la 4, visiblement je ne sais pas lire AHAH

donc 3. Ben j'ai un peu répondu au point 2, je me suis reconnue dans beaucoup de témoignages, et je trouvais ça important de suivre et de répondre de temps en temps pour que les victimes se sentent moins seules et je trouve que toute tentative de visibilité du problème peut aider à changer les choses

5. Oui j'en ai déjà parlé, parfois les gens ne comprennent pas, souvent ils considèrent que j'exagère. Mais de plus en plus j'ai l'impression qu'il y a une prise de conscience. Mon frère il y a quelques années a été témoin une fois et m'a dit avoir été surpris et choqué de ce qui était arrivé à une amie. Mon petit ami est assez conscient également de cette réalité. Après j'avoue n'en parler qu'avec des gens avec qui je sens que je peux être entendue, par ce que c'est aussi violent de s'entendre dire qu'on exagère quand on raconte une fois où on a eu peur parfois même pour sa vie.

6. Je ne sais pas si je suis d'autres comptes spécifiquement accés sur les violences faites aux femmes, peut être d'une certaine façon nodickpic qui parle de cyberharcèlement il y a sûrement d'autres comptes, mais de manière générale je suis beaucoup de compte féministes en général et engagé pour l'égalité

7. J'ai rencontré une amie au travers d'un témoignage que j'avais posté en story et qui avait été repartagé par le compte. En soit suite à ce témoignage et le reposté j'ai reçu beaucoup de message principalement de femmes (mais pas que) qui ont vécu la même chose. Certaines étaient des connaissance (collègues par ex) avec qui je n'avais jamais parlé de ces sujets. Mais du coup ce témoignage a ouvert une conversation. Et oui une personne que je ne connaissais pas m'a contacté pour me dire qu'elle comprenait ce que je vivais, et depuis on est amies. ça fait du bien de savoir qu'on est pas seule et de pouvoir parler de ce que l'on vit sans en sachant que la personne en face sera compréhensive. Je trouve que le compte est donc important pour ça, il y a beaucoup de personnes en commentaire qui envoient de bonnes ondes aux victimes qui témoignent, et je pense que ça les aides. En plus de mettre en lumière une réalité je pense que ça aide les victimes à surmonter certaines choses.

Même si on préfèrerait tous.tes que ça n'existe pas et qu'on n'ait pas besoin de ce compte !

8. du coup oui ^^voir ci-dessus :)

9. Je partage très souvent en story, ou j'envoie directement à des ami.es oui. ça permet de lancer des conversations en plus

10. Non jamais, j'utilise des autres moyens, mais il faudrait que je jette un œil

Vous vous sentez plus en sécurité ?

non par ce que le fait de témoigner ne diminue pas non plus les violences, je suis toujours hyper prudente, par contre je pense que sur le long terme ça peut aider. En rendant visible, en aidant à une prise de conscience des personnes qui ne sont pas victimes, et qui pourrait donc réagir ! et en aidant à une prise de conscience des institutions, mais dans l'immédiat non savoir qu'on n'est pas seule à vivre ces violences ça ne diminue pas le sentiment d'insécurité au contraire ... on se rend compte à quel point c'est plus fréquent et courant qu'on ne le pense certains témoignages font froid dans le dos même mais c'est important non seulement d'en parler, mais que les victimes soient écouté.es



